

EN PROVINCE

Gaspé

De passage à Gaspé, Pierre Gravel a constaté que les troupes du «non» peuvent compter sur l'appui des quelque 20 p. 100 d'anglophones que compte la région. Un d'entre eux lui a livré le fond de sa pensée, ce qu'il n'aurait pas fait devant des interlocuteurs francophones du coin.

page A 14

Drummondville

À Drummondville, on a vu déjà la souveraineté-association. C'est en tout ce que nous dit Paul Longpré, qui raconte que les chefs des comités locaux du «oui» et du «non» sont deux avocats associés dans le même bureau, Mes Paul Biron et Germain Jutras.

page A 15

# Pas de budget de l'An I pour Raynauld



La fameuse guerre de chiffres référendaire que les tenants du «non» voulaient lancer risque de ne pas avoir lieu, faute de combattants.

André Raynauld, le critique financier de l'opposition officielle, a en effet affirmé à LA PRESSE: «Je ne prépare pas de budget de l'An I et je n'en ai pas préparé, car c'est à M. Parizeau de faire cet exercice».

ALAIN DUBUC

M. Raynauld entre ainsi en contradiction avec d'autres dirigeants du comité du «non», dont son chef M. Claude Ryan, qui ont affirmé à LA PRESSE qu'un tel document était en préparation, pour être rendu public vers la fin de cette semaine.

C'est ainsi que M. Yvan Allaire, responsable de la planification au comité du «non» a déclaré jeudi à LA PRESSE que M. Ryan avait donné son accord à cette stratégie et que c'était M. Raynauld, député d'Outremont, qui était chargé du projet, secondé par un groupe d'économistes dont fait partie M. François Lacasse.

— voir RAYNAULD en page A 4

Informations référendaires en pages A 12 à A 15



## Samson fait rire et fait tomber l'émotivité

page A 15

## RÉPLIQUE À TRUDEAU

À Pierre Trudeau, qui tentait de s'en faire des «alliés» les «chefs historiques» du mouvement indépendantiste répondent que le référendum ne constitue qu'une étape devant permettre aux Québécois de dire ce qu'ils veulent.



page A 12



## Lamontagne: un oui mène le Québec à l'humiliation

page A 15

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

# la presse

MONTREAL, LUNDI 5 MAI 1980, 96e ANNÉE, no 106, 60 PAGES, 4 CAHIERS •

25 CENTS ABONNEMENT, LUNDI AU SAMEDI \*1.75

# TITO Le dernier des grands s'éteint

C'est après une longue agonie que le maréchal Tito est décédé hier, trois jours avant son 88e anniversaire. Il était le dernier des grands leaders de la Deuxième Guerre mondiale et le fondateur de la Yougoslavie moderne. Tito était déjà mort depuis une heure et demie lorsque le communiqué officiel a été rendu public. Les Belgradois ont appris la nouvelle dans le calme à la fin d'un long week-end printanier. Les funérailles auront lieu jeudi et le mécanisme de succession prévu par Tito lui-même a commencé à fonctionner sans incident. M. Lazar Kolisevski est le nouveau président de la république.

Les messages de sympathie affluent de toutes les parties du monde tandis qu'à Washington, le président Carter semble redouter de se retrouver face à face avec Brejnev aux funérailles de Belgrade. Reste à savoir si Brejnev ira vraiment dans le pays qui a toujours tenu tête à l'URSS. Quoi qu'il en soit, le président Hua Guofeng, de la République populaire de Chine, n'a pas attendu pour annoncer officiellement qu'il serait à Belgrade jeudi. Une façon de plus d'appuyer la Yougoslavie dans sa lutte pour maintenir son indépendance face à l'URSS.

pages A 10 et A 11



## RÉFUGIÉS Épreuve de force entre Cuba et les États-Unis

Les États-Unis ferment aujourd'hui leur bureau diplomatique à La Havane et retiennent leur personnel parce que le gouvernement de Fidel Castro n'assure pas la protection des Cubains qui s'y rendent. Conséquences: plus de visa, ni programme d'immigration et d'accueil des réfugiés dans la capitale cubaine.

page C 8



## 1.5 MILLION DE FIDÈLES Neuf morts, 72 blessés

Une bousculade a fait neuf morts et 72 blessés hier matin à Kinshasa, au moment où on a ouvert le parc dans lequel le pape Jean Paul II a célébré une messe en plein air devant une foule évaluée à 1.5 million de fidèles. Dès que les grilles ont été ouvertes à 6h00, les gens massés à l'entrée se sont précipités dans le parc, marchant sur ceux qui tombaient. Il semble que le pape n'ait pas été informé de la bousculade à son arrivée, car il n'a fait aucune allusion à l'incident pendant toute la durée de la messe. A la fin de la messe, le souverain pontife a donné l'accolade à l'archevêque de Kinshasa, le cardinal Malula.

page A 7

## ÉCOLES Pas de grève avant vendredi

Pas de grève ce matin à la CECM. Les quelque 100,000 élèves et leurs 6,500 professeurs sont rentrés en classe comme si de rien n'était, l'Alliance ayant retiré son avis de grève en début de soirée, hier. Les enseignants attendront le dépôt du rapport du conciliateur Denis Tremblay, demain soir, avant d'aviser. Ce rapport doit contenir une hypothèse de règlement. Une assemblée générale aura donc lieu jeudi et si les professeurs rejettent le rapport de conciliation, la grève pourrait être déclenchée vendredi. Jusqu'à nouvel ordre, il s'agit donc d'une grève reportée, de faire remarquer un leader syndical.

page A 5

## ÉDITO APRÈS LA MORT DU MARÉCHAL TITO

par Guy CORMIER page A 6

## SOMMAIRE

- Annonces classées: D 4 à D 11
- Arts et spectacles: — Informations: C 13 à C 15 — Horaires: C 15
- Bandes dessinées: C 12
- Carrières et professions: D 3
- Cours: psychologie: C 10
- Décès, naissances, etc.: D 13
- Économie: D 1 à D 4
- Êtes-vous observateur?: D 9
- FEUILLETON: — Holocauste: D 5 — Horoscope: C 12 — Jardins et maisons: D 11 — Le monde: C 8, C 9 — Météo: A 2 — Mot mystère: C 12 — Mots croisés: C 12 — Pleins Feux: A 10 — Quoi faire aujourd'hui: C 15 — Radio et télévision: C 14 — Référendum: A 12 à A 15 — Sports: B 1 à B 12 — Tribune libre: A 8, A 9 — Vivre aujourd'hui: C 1, C 2

## MIRABEL Bail de 99 ans

Après avoir proposé un bail de 25 ans aux expropriés de Mirabel, les autorités fédérales ont finalement consenti hier à leur accorder un bail emphytéotique de 99 ans, conformément à la volonté des gens de cette région qui ont d'ailleurs préparé un plan de relance pour endiguer l'exode et pour faire revivre la vie agricole. Il en est mieux ainsi puisque samedi, des centaines d'expropriés s'étaient réunis à la ferme de la famille Gratton pour projeter une vaste offensive contre le gouvernement d'Ottawa, en marge de la campagne référendaire, pour qu'on leur accorde ce bail emphytéotique. Cette lutte est maintenant devenue inutile.

page A 4



photo Pierre Coté, LA PRESSE

# VILLE-MARIE



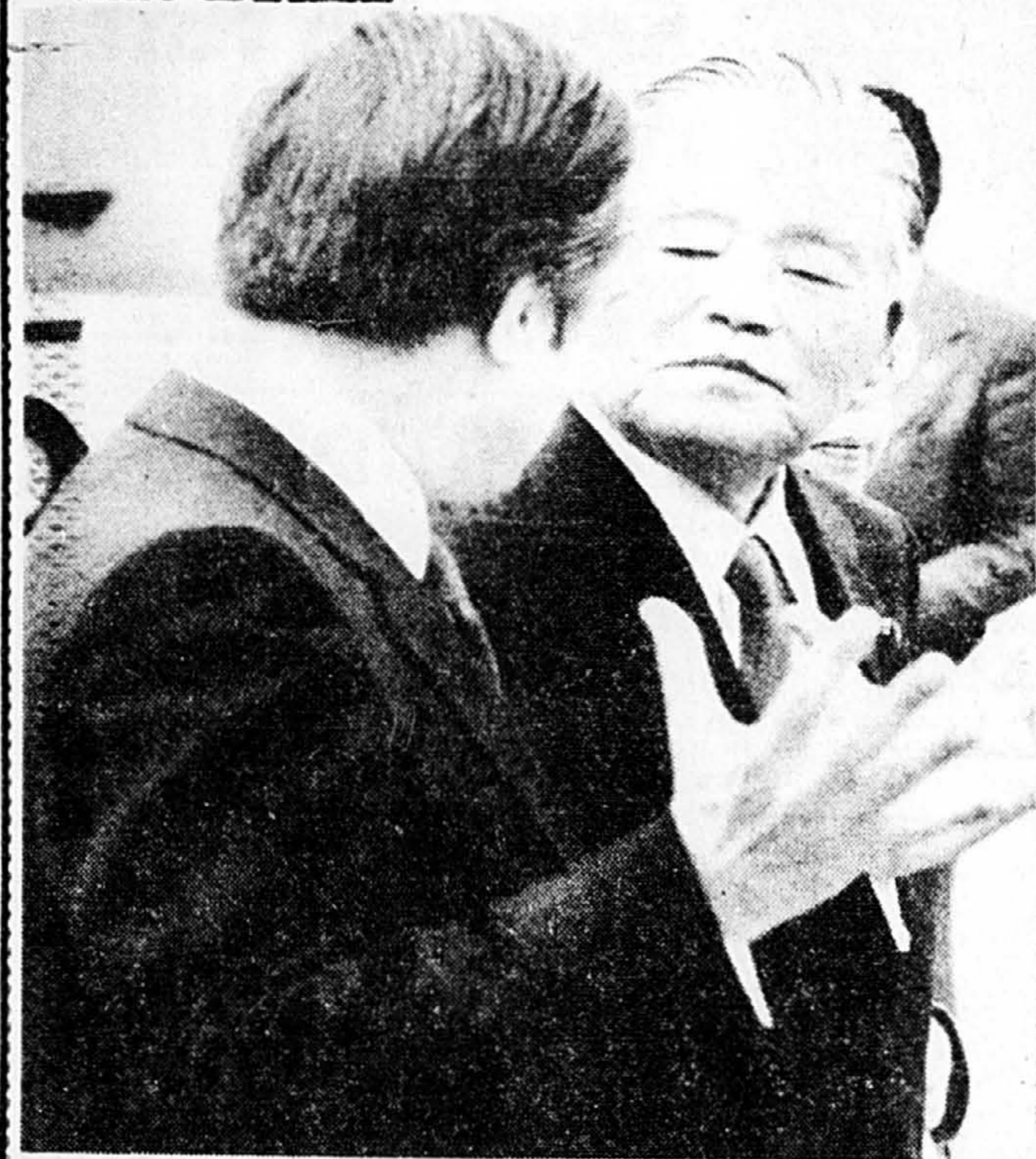
Le salon du choix et de l'économie...

à deux pas du stade olympique

RÉSULTAT BASEBALL:  
1e EXPOS: 4  
SAN FRANCISCO: 8  
2e EXPOS: 6  
SAN FRANCISCO: 4

INFORMATIONS NATIONALES

EN BRIEF



Le premier ministre japonais Masayoshi Ohira, à son arrivée hier dans la capitale fédérale. téléphoto CP

Arrivée du premier ministre japonais Ohira

Le premier ministre japonais, M. Masayoshi Ohira, est arrivé hier après-midi à Ottawa, première étape de sa visite officielle de trois jours au Canada. Le chef du gouvernement nippon prononcera lundi un discours de vingt minutes, devant une session conjointe du Sénat et des Communes. Il s'entretiendra également avec MM. Pierre Trudeau, son homologue canadien, M. Joe Clark, chef de l'opposition; ainsi qu'avec des hommes d'affaires canadiens. Avant d'arriver au Canada, M. Ohira avait effectué une visite officielle à Washington et à Mexico.

Schreyer de nouveau hospitalisé

M. Ed Schreyer a été admis, hier après-midi, au Centre médical de la défense nationale afin d'y subir une intervention chirurgicale. Un aide du gouverneur général devait assurer que l'opération aura lieu dans le courant de la semaine. Il n'a toutefois fourni aucun autre détail. Le 19 février dernier, M. Schreyer s'était fait enlever un morceau d'intestin «enflammé» par des ulcères. C'est le colonel B.W. Grace, qui avait effectué cette opération.

Protection des informations confidentielles

Le ministre fédéral des Communications, Francis Fox, envisage de soumettre un projet de loi pour empêcher que les informations confidentielles détenues par un ministre sur des individus soient transmises à d'autres ministères. Selon M. Fox, il est parfois important pour la Gendarmerie Royale et le ministère des Finances de pouvoir obtenir des renseignements sur les personnes, mais cela devrait être réglementé. Le ministre a ajouté que l'un des objectifs de son mi-

nistère était de présenter un projet de loi sur la liberté de l'information.

MacDonell blanchit les fonctionnaires

Le vérificateur général, James MacDonell, dans une interview présentée à la télévision hier, a déclaré qu'il n'avait jamais voulu critiquer les fonctionnaires eux-mêmes lorsqu'ils avaient dénoncé la piètre productivité dans la fonction publique fédérale. Son rapport disait que la fonction publique fonctionnait à 60 pour cent de son rendement possible. Il a déclaré que les fonctionnaires canadiens sont parmi les meilleurs au monde et que c'est le système administratif qui laisse à désirer. Son rapport, publié le mois dernier, allait dans le sens des conclusions d'une commission royale d'enquête et d'un comité parlementaire.

Coopération nucléaire Chine-Canada

La Chine souhaite renforcer sa coopération nucléaire avec le Canada. C'est ce qu'a déclaré le vice-premier ministre chinois, M. Yu Qiuli, au cours de l'entretien qu'il a eu samedi à Pékin avec une délégation de la société Atomic Energy of Canada Ltd, a rapporté hier l'agence Chine nouvelle. Selon Chine nouvelle captée à Hong Kong, le vice-premier ministre chinois a exposé à ses invités, arrivés à Pékin le 26 avril, la politique énergétique de la Chine, ainsi que la structure de ses sources d'énergie. La conversation a également porté sur la continuation de la coopération économique entre les deux pays.

D'abord les droits des minorités

Les démarches en vue d'une réforme constitutionnelle ne connaîtront pas beaucoup de progrès tant que les provinces ne prendront pas sérieusement en considération la question des droits des minorités et de l'enseignement d'une langue seconde. C'est l'avertissement que le ministre fédéral des Communications, Francis Fox, a lancé aux provinces, samedi à Ottawa. M. Fox a demandé, aux premiers ministres provinciaux d'appuyer les minorités linguistiques dans leur province et de construire les écoles nécessaires. Mais ce que le ministre réclame avant tout des gouvernements fédéral et provinciaux, c'est leur engagement que le pays va faire quelque chose dans ces domaines.

L'AVENIR DE FABIEN ROY DEMEURE INCERTAIN  
Le Crédit social se donne une dernière chance de survie

■ QUÉBEC — Le Crédit social tentera de remonter la pente, mais on ne saura pas avant dix jours si Fabien Roy demeurera à sa tête.

Quelque 125 militants de la section du Québec en sont venus

GILLES GAUTHIER  
de notre bureau de Québec

à la conclusion, au cours d'une assemblée générale tenue pendant le week-end dans la Vieille Capitale, que la formation devait survivre, mais ce n'est que plus tard que le nouvel exécutif décidera si le parti est en mesure de verser à son chef un salaire qui

lui permettrait de poursuivre son action.

M. Roy a expliqué hier que le défi de rebâtir le parti exigeait un chef à plein temps et qu'il ne pourrait, à cause de ses obligations familiales, s'y consacrer si on ne lui assurait pas un revenu, devant alors consacrer toutes ses énergies à une nouvelle carrière. Il est prêt à poursuivre si cette question monétaire est réglée.

Selon M. Roy, le parti a des dettes de \$25,000 à court terme et de \$40,000 à moyen terme. Tout en estimant que ce fardeau n'est pas très lourd, il veut que cette question des dettes soit réglée en priorité.

Le parti veut se restructurer sur le plan financier en trouvant des membres «spéciaux» qui acceptent de verser au moins \$10 par mois, l'objectif étant de 10,000 personnes. On étudiera également la possibilité de greffer une assurance-vie à la carte de membre comme le font les Chevaliers de Colomb et d'autres associations.

L'ex-député de Bellechasse, Adrien Lambert, défait le 18 février dernier, a été élu hier à la présidence de la section du Québec du parti.

M. Roy avait demandé aux militants, à l'ouverture de l'assemblée, samedi, de décider s'ils voulaient que le parti continue son activité, la suspende indé-

niment ou se transforme en un mouvement d'éducation politique et économique, les incitant en même temps à poursuivre la bataille comme parti. Il leur a également demandé s'ils voulaient que la direction du parti soit changée.

Les discussions ont eu lieu à huis clos et, selon M. Roy, une seule personne a demandé que le parti cesse ses activités.

Le conseil national du parti se réunira à Calgary, du 7 au 10 novembre prochains. On y soulignera notamment l'élection des premiers députés créditistes à Ottawa — tous de l'Ouest —, il y a 45 ans. De 1968 au 18 février 1980, il n'y eut aux Communes que des députés du Québec.

Wini Ewing vient au Québec raconter l'échec du référendum écossais

■ «Notre sympathie va tout naturellement vers le petit qui se défend contre un adversaire plus gros même si nous avons de la difficulté à comprendre pourquoi on voudrait défaire ce beau, ce grand et ce riche pays qu'est le Canada.»

La jolie femme aux cheveux

LAVAL LE BORGNE

gris qui parle ainsi c'est «Wini» pour ses compatriotes devenus Canadiens, c'est Mme Winifred Ewing, vice-présidente du Scottish National Party (le Parti québécois des Écossais), et c'est enfin l'Honorable Winifred Ewing, député écossais du comité des Highlands and Islands (la région des plateaux et des îles) au Parlement européen.

«J'ai deux passeports, et c'est de mon passeport européen dont je suis la plus fière. Voyez-vous, dit-elle en montrant la page à son auditoire, sous l'entête «Nationalité» c'est écrit: «Écossaise»; mon passeport anglais, lui, dit que je suis de nationalité britannique», a-t-elle dit à son auditoire clairsemé. Mme Ewing était l'orateur-vedette invitée au 5e congrès du

Scottish National Party Association in Canada et, soit que son parti ne recueille que peu d'appuis chez les Écossais canadiens soit que le soleil et le temps chaud de samedi ont décimé les rangs des indépendantistes, peut-être les deux à la fois, il reste qu'il ne se trouvait pas tout à fait cinquante fidèles pour l'écouter, de même qu'un autre orateur invité, le ministre du Travail Pierre-Marc Johnson.

Triste défaite

Mme Ewing a rappelé la défaite du référendum de mars 1979. «C'était un référendum dont les dés étaient pipés. Il nous fallait 40 pour cent des électeurs inscrits (qu'ils votent oui ou non) pour gagner. Nous n'avons eu que 37 pour cent des électeurs inscrits, mais nous avons obtenu une majorité de 54 pour cent de ceux qui sont allés voter», dit-elle.

«Du côté du non, il y avait tous les gros hommes d'affaires, comme ici; bien plus, exceptionnellement dans ce cas-là, il n'y avait aucun contrôle sur les dépenses. Ils ont donc dépensé des millions», rappelle-t-elle avec un sourire.

Ce qui l'attriste le plus, toutefois, ce n'est pas le référendum perdu, «qui n'offrirait à notre peuple qu'un mini-gouvernement régional», mais la défaite de neuf des 11 députés de son parti, dont elle-même, lors des dernières élections générales en Grande-Bretagne. On sait qu'en Grande-Bretagne, il n'y a pas de gouvernements provinciaux comme ici; il n'y a qu'un seul parlement où les Écossais comptent 71 sièges.

Elle est convaincue, cependant, que d'ici dix ans tout au plus l'Écosse sera un pays indépendant. Comment allez-vous procéder? lui a-t-on demandé. «En théorie, dès que nous aurons élu 36 députés au parlement.

nous allons demander aux Nations Unies de nous reconnaître; mais cela ne se passera fort probablement pas dans la pratique: les «Brits» vont nous offrir quelque chose, probablement une indépendance assortie d'une association, des que nous aurons réussi à faire élire une vingtaine de députés, ce qui ne saurait tarder», a répondu la vice-présidente du SNP.

Et de revenir au présent en soulignant qu'actuellement, le SNP est divisé en deux tendances: ceux qui veulent l'association avec la Grande-Bretagne, et ceux qui veulent l'association avec l'Europe.

Forces armées: un retour aux trois uniformes?

■ OTTAWA (d'après UPC et CP) — Le ministre de la Défense, M. Gilles Lamontagne, a déclaré qu'un comité ministériel sera chargé d'évaluer une recommandation selon laquelle les diverses divisions de l'armée canadienne devraient retourner au port d'uniformes différents.

D'après le rapport du groupe d'étude sur l'unification des Forces armées canadiennes remis vendredi, l'armée devrait conserver l'uniforme vert, tandis que la marine devrait retourner à l'uniforme bleu foncé et l'armée de l'air, à l'uniforme bleu clair.

M. Lamontagne n'a pas voulu faire de commentaires sur les recommandations du rapport final, se contentant de dire qu'il soumettra le rapport à un comité d'évaluation.

«Je cherche à être juste», a-t-il dit en quittant les Communes. «La meilleure façon d'y arriver est de former un comité composé de trois fonctionnaires du ministère et de lui confier la tâche d'évaluer les recommandations, notamment le coût des changements proposés, le système d'organisation des Forces armées et les conséquences des recommandations.»

D'après les auteurs du rapport

rendu public par le ministre, l'uniforme vert porté par tous les membres des Forces armées canadiennes ne répond pas aux besoins d'identification des troupes.

«Si les différentes divisions en avaient le choix, est-il écrit dans le rapport, elles insisteraient pour porter des uniformes différents et pour bien se distinguer les unes des autres. En outre, au sein de chaque division, il y a un besoin de se distinguer comme unité, comme escadrille ou comme appartenant à un navire ou à un autre, et de distinguer les métiers les uns des autres.»

Selon le groupe d'étude, certains problèmes survenus à la suite de l'unification des Forces armées devraient être étudiés à la lumière des recommandations du rapport.

Le groupe d'étude, avait été formé par l'ancien ministre de la Défense, Allan McKinnon, un fervent promoteur du retour aux uniformes distincts pour les différentes divisions de l'armée.

M. McKinnon a tenu à féliciter les auteurs pour la qualité de leur rapport. Le groupe d'étude a entendu le témoignage de 1,110 personnes, notamment celui de 900 membres des Forces armées et des représentants d'associations de membres des Forces.

**FAUCHER PISCINES**  
et le CHLORE H.T.H. Olin

5 1/2 lb	9 lb	25 lb	35 lb	50 lb
\$10.00	\$15.00	\$43.00	\$56.00	\$75.00
				75 lb
				\$99.00

EXIGEZ LE CONTENANT H.T.H. OLIN

100 lb \$125.00 Demandez votre coupon BONI

3 CENTRES DE PISCINES FAUCHER POUR MIEUX VOUS SERVIR

**LAVAL - PONT-VIAU**  
48 boul. des Laurentides  
384-7340

**REPENTIGNY**  
622, rue Notre-Dame  
581-6943

**BROSSARD**  
5811 boul. Taschereau  
656-1051

**La Quotidienne**  
Tirage de samedi  
1 — 3 — 2

**TUILE DE TOIT IMBRIQUÉE**  
protection contre SOLEIL  
VENT  
GLACE  
FEU  
Remplace gravier malpropre

**IMBRITEC LTEE 460-3856**  
1436, rue Girouard, Marieville, Québec.

LA MÉTÉO

à Montréal

AUJOURD'HUI Minimum: 15 Maximum: 17  
Ensoleillé, pass. nuageux

DEMAIN

Nuageux, pass. averses

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	12	15	Nuageux, pass. averses	Nuageux, averses
Outaouais	15	18	Nuageux, pass. averses	Nuageux, averses
Laurentides	15	18	Ensoleillé, pass. nuageux	Nuageux, pass. averses
Cantons de l'Est	12	15	Nébulosité variable	Peu de changement
Québec	12	15	Nébulosité variable	Peu de changement
Lac-Saint-Jean	10	13	Nuageux, éclaircies	Peu de changement
Rimouski	7	10	Nuageux avec éclaircies	Peu de changement
Gaspésie	7	10	Nuageux avec éclaircies	Peu de changement
Bas-Caraïbe	7	10	Nuageux, pass. averses	Peu de changement
Sept-Îles	7	10	Nuageux, averses	Peu de changement

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Averses	Victoria	8	16
Alberta	Ensoleillé	Edmonton	3	22
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina	4	23
Manitoba	Ensoleillé	Winnipeg	4	21
Ontario	Nuageux	Toronto	9	25
Nouveau-Brunswick	Nuageux	Fredericton	-2	11
Nouvelle-Écosse	Nuageux	Halifax	0	10
Île-du-Prince-Édouard	Nuageux	Charlottetown	-1	6
Terre-Neuve	Bruine	Saint-Jean	1	3

si vous partez...

	Min.	Max.		Min.	Max.
New York	16	23	Chicago	9	30
Washington	16	28	San Francisco	10	17
Boston	13	20	Nile-Orléans	18	28
			Miami	22	28

vers les capitales

Amsterdam	4	11	Londres	5	15	Stockholm	5	10
Athènes	14	22	Le Caire	17	27	Sydney	14	27
Berlin	3	8	Lisbonne	10	19	Tokyo	17	27
Bruxelles	6	15	Madrid	10	17	Tunis	—	—
Casablanca	—	—	Moscou	3	6	Vienne	8	13
Genève	9	14	Paris	7	16	Varsovie	—	—
Hong Kong	21	24	Rome	7	24			

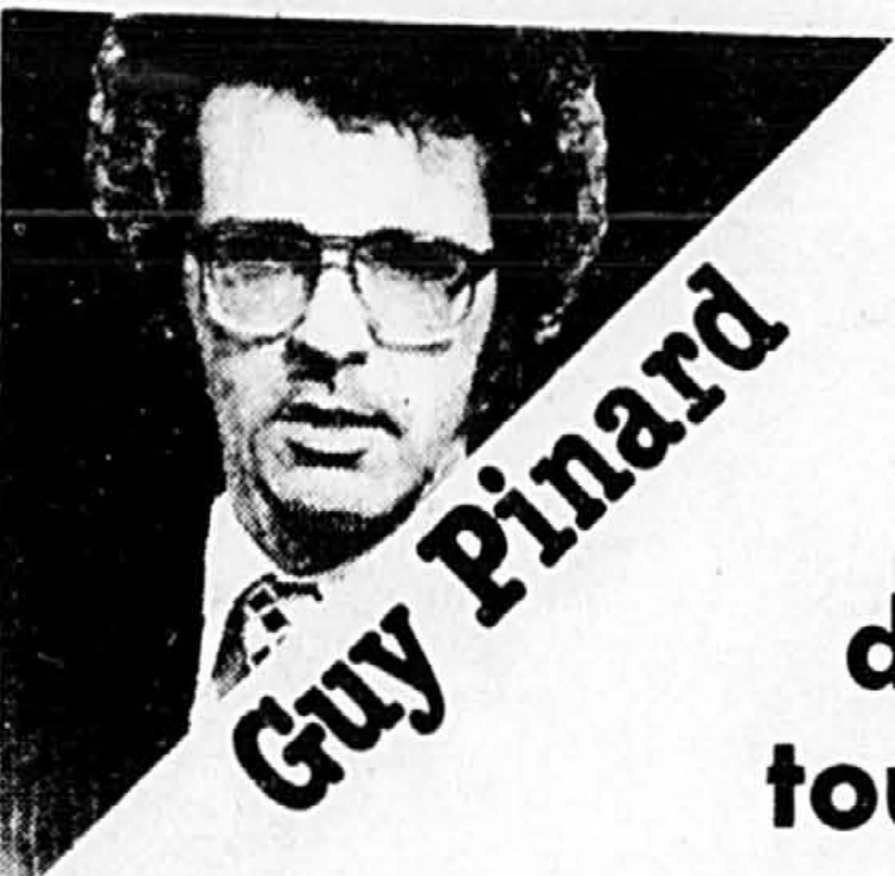
vers les plages

Acapulco	—	—	Bermudes	—	—	Nassau	20	24
Mexico	13	26	Barbade	—	—	Rio de Janeiro	20	28

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400». Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS		INFORMATION GÉNÉRALE	
LIVRAISON À DOMICILE:	Lundi au samedi \$1.75	REDACTION	285-7272
	Lundi au vendredi \$1.25	PROMOTION	285-7070
	Samedi seulement 0.75	RELATIONS DE TRAVAIL	285-7100
		ANNONCES CLASSÉES	285-7383
		Commandes	285-7111
		Pour changer de lundi au vendredi 9h à 17h	285-7205
		Pour changer de lundi au vendredi 9h à 14h30	285-7205
		Détailants	285-7202
		National, Télé-Press	285-7306
		Vacances, voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320
		COMPTABILITÉ	285-6892
		Grandes annonces	285-6901
		Annances classées	285-6901
		Pour tous genres d'abonnements, nos bureaux sont ouverts de 9h à 19h (Samedi: 9h à 16h) 285-6911	



**Guy Pinard**

## Un drame de la vie de tous les jours

Mercredi dernier. Sous un ciel orageux, Yvonne Beauséjour déambulait tranquillement, sac à la main, dans une rue de l'Est montréalais. À 80 ans, l'agilité a cédé le pas à la démarche lente, mais sûre.

Une journée qui commençait comme une autre pour Mme Beauséjour, mais qui devait se terminer sur un lit d'hôpital.

Deux chenapans, deux jeunes peut-être dans la vingtaine, allaient changer complètement le cours de la vie de Mme Beauséjour.

Evidemment sous le prétexte de lui ravir son sac pour le vider de son maigre contenu, ils s'approchent d'elle, la bousculent, la frappent, pour la laisser sur le trottoir, les os brisés. Imaginez, pour quinze dollars!

Un fait divers comme on en voit quotidiennement dans un journal comme LA PRESSE. Mais à l'intérieur de la boîte, celui-ci prend une dimension bien différente. Mme Beauséjour est la belle-mère de Pierre Vennat, journaliste, et Raymond Bazinet, gérant de district, tous deux de LA PRESSE. Et André Bonin, son troisième gendre, est le fils d'un ex-confrère au journal, aujourd'hui décédé.

À l'hôpital Santa Cabrini les médecins ont pu constater que

les deux chenapans n'ont malheureusement pas raté leur coup: fémur déplacé, côtes fracturées, bassin fracturé, et paralysie des membres du côté droit. Vendredi, elle passait sous le bistouri, mais l'intervention chirurgicale était compliquée par un problème de haute pression. Espérons qu'elle s'en sortira...

L'ironie du sort veut que le couple Vennat se dévoue, dans ses moments de loisirs, pour la cause de détenus en congé, qu'ils accueillent à bras ouverts à la maison ou au chalet, et de prisonniers qu'ils visitent au pénitencier. Le sort aura voulu qu'un des parents soit la victime d'individus comme ceux qu'ils essaient de remettre sur le droit chemin.

Quel gâchis... pour \$15! Si encore les chenapans s'étaient attaqués à une personne pétante de santé. Dans leur lâcheté, ils ont choisi une personne âgée, et encore ils m'ont attaquée par derrière», disait-elle à ses filles la veille de l'intervention chirurgicale.

Ce fait divers porte à la réflexion. Dans quelle société vivons-nous pour que des jeunes s'attaquent à des vieillards pour les détrousser d'une poignée de dollars? Si jamais les policiers arrêtent les chenapans, ils seront

évidemment entraînés devant les tribunaux pour vol, coups et blessures, voir pour meurtre si jamais Mme Beauséjour ne s'en tire pas, à la suite de l'intervention chirurgicale d'aujourd'hui.

Mais cette histoire éprouvante aurait pu être aisément évitée si seulement ils avaient réfléchi avant de poser leur geste. Il ne faut pas être très brillant pour comprendre que la vie vaut plus que \$15...

### Un service trop coûteux

Les utilisateurs de l'annuaire téléphonique de la région d'Ottawa-Hull jouissent d'un privilège: les numéros de téléphone des différents ministères et organismes fédéraux et provinciaux sont imprimés sur des pages cartonnées de couleur. Et ma foi, c'est une excellente initiative, que le porte-parole de Bell-Canada, Pierre Marion, justifie par la grande concentration de fonctionnaires dans la région.

Hélas, les clients montréalais de Bell-Canada ne peuvent entretenir l'espoir d'obtenir un tel service dans leur annuaire, question de gros sous, selon M. Marion.

Des gros sous? Environ \$100.000 avance-t-il au pifomètre. Mais l'utilité de telles pages m'amène à me demander si les différents paliers de gouvernement ne pourraient pas les exiger, quitte à en absorber le coût selon une formule établie.

### Mirabel a le dos large

Il s'est dit beaucoup de choses sur le fait que l'aéroport de Mirabel vient au 9e rang pour le nombre de passagers en transit, y compris des comparaisons fallacieuses avec l'aéroport de Toronto. Je dis comparaisons fallacieuses parce qu'on oublie finalement l'essentiel: seuls les vols internationaux et quelques vols intérieurs atterrissent à Mirabel.

Pour comparer Montréal à Toronto, il faut avoir l'honnêteté d'ajouter les passagers de Dorval à ceux de Mirabel. Bien sûr, Montréal ne reçoit toujours que 57 pour cent du trafic de Toronto, mais la comparaison est à tout le moins juste...

### Pas de la came, mais une aubaine!

Les usagers du transport collectif de la région montréalaise se retrouvent parmi les privilégiés, lorsqu'il est question du coût de la passe mensuelle, offerte à \$16, puisque, parmi les grandes villes canadiennes, seule Winnipeg offre une passe à prix moindre, \$14.

À Toronto, la même passe est offerte à \$26, un prix si peu avantageux qu'il faut utiliser le métro 52 fois par mois (contre 30 pour Montréal) avant de commencer à réaliser des économies.

Il faut donc saluer du chapeau le ministre provincial des Transports pour son excellente initiative. La CAM, ce n'est pas de la came, mais ça reste une aubaine.

Puisqu'il est question de la CAM et de ce nom affreux dont on a affublé la passe mensuelle, j'ai pu apprendre que les administrateurs de la CTCUM avaient reçu des dizaines de suggestions, toutes plus brillantes que CAM (admettez que ce n'est guère difficile...). Pourquoi ne pas changer le nom alors qu'il en est encore temps?



photo Armand Trotter, LA PRESSE

## Première journée record à La Ronde

38.857 personnes ont franchi les tourniquets de La Ronde, lors de l'ouverture, samedi, ce qui constitue un record pour une première journée, selon des responsables de ce parc d'amusement. Pour la circonstance, on avait importé à grands frais de Saint-Tite, PQ, des cowboys et des shérifs en quantité suffisante pour créer une ambiance de rodéo du Far West. Le spectacle western terminé, les habitués ont vite repris les activités interrompues à la fermeture, l'été dernier. Pour certains, c'étaient les manèges; pour d'autres, les machines à boules et autres jeux d'adresse; certains, enfin, ont retrouvé avec plaisir leurs hot-dogs et leurs frites. D'ici au 15 juin, La Ronde sera ouverte les samedis et les dimanches.

## WEEK-END La route a fait trois victimes

Les routes du Québec ont fait trois victimes au cours du week-end.

Roger Loisel, 19 ans, demeurant au 270 du boulevard Pie-XII, à Saint-Timothée, a perdu la vie quand sa motocyclette est entrée en collision avec un poteau, vers 10h, samedi, sur la rue Saint-Laurent, à Saint-Timothée. Le même jour, vers 16h, Gaston Joncas, 13 ans, de Pointe Jaune, comté de Gaspé, perdit la vie après avoir été renversé par une automobile alors qu'il roulait à bicyclette.

Samedi toujours, vers 17h30, Robert Lantagne, 15 ans, demeurant dans le rang Saint-Pierre, à Saint-Prospère, perdit lui aussi la vie après avoir été renversé de sa bicyclette par une automobile.

**PINNEY'S ART TREASURES**  
146 Bates Road, suite 303, Ville Mont-Royal Tél.: 731-4312

SERA MISE À L'ENCAN LE MERCREDI 7 MAI 1980  
EXHIBITIONS PRÉLIMINAIRES DU 2 MAI AU 5 MAI 1980

MARC-AURÉLE DE FOY SUZOR CÔTÉ — ARTHABASCA (1904)  
HUILE SUR TOILE 34 x 47

**POURQUOI PAYER PLUS CHER?**

Porte isolée 2 po. 3 rainures verre trempé couleurs \$150

DU MANUFACTURIER AU CONSOMMATEUR

Contre-fenêtre sur mesure jusqu'à 60 po. \$40<sup>95</sup>

revêtements de maison à la boîte blanc 9.2 m \$65 du carré

FENÊTRE À BATTANT Produits de bâtiment ALCAN

NOUVEAU Fenêtre coulissante à triple vitrage

PORTE PATIO 4 panneaux ou thermos à partir de \$400

**J.I. Aluminium inc.** 1203 ouest, boul. Lure-Pointier — Longueuil 677-3023 521-4745

**Distributeur B.I.J.** 4379 ouest, boul. Saint-Martin — Chomedey 681-0713 334-8352

Prescriptions d'ophtalmologiste  
Yeux artificiels  
Lentilles progressives

Prescriptions d'optométriste  
Lentilles cornéennes souples ou rigides

Visite à domicile sur demande

**J. A. Racette Inc.**

Opticien d'ordonnances  
6528, rue SAINT-DENIS, MONTRÉAL, QUE. H2S 2R9

Succursale: LAVAL OUEST  
4183, Boul. Ste-Rose (coin Boul. Sauvé) 627-2648

**274-5623**

BUREAU FERMÉ TOUS LES LUNDIS

LE CERCLE CANADIEN DE MONTRÉAL

Déjeuner particulier  
Jeudi 8 mai 1980 à midi  
Hôtel Windsor  
Conférencier invité  
**CLAUDE RYAN**  
Bienvenue à tous  
Billets \$10

Renseignements: **861-0022**

**CENTRE DU RASOIR FINE LAME**

MAMAN MÉRITE UN VRAI CADEAU!

PHILIPS Séchoir compact. 1000 watts. Modèle HP 1707 \$19<sup>95</sup>

PHILIPS Compact Curl II. Fer à friser pliant. À sec/à vapeur. 110/240 volts. Fil rotatif. Modèle HP 1606 \$17<sup>95</sup>

PHILIPS Manucure sans fil. Forme, lime, nettoie, polir, égalise. Modèle HP 9400 \$15<sup>95</sup>

PHILIPS Ladyshave. Tête de rasage à action jumelée. 110 volts. Modèle HP 2115SP \$29<sup>95</sup>

Salon de beauté. Système de rasage à double action, plus 10 accessoires, manucure, massage et masque facial. 110/220 V. Modèle HP 2122 \$59<sup>95</sup>

GRATUIT À L'ACHAT D'UN RASOIR: 30 jours d'essai  
• 5 ans de service d'entretien • 1 brosse à cheveux, valeur \$5.95

**CENTRE DU RASOIR FINE LAME** 14 boutiques

- 1241, Carré Phillips, Montréal 842-2921
- 774 est, rue Bélanger, Montréal 276-3266
- Station métro Berri-de-Montigny, Montréal 844-5117
- Place Versailles, 7275 est, rue Sherbrooke, Montréal 354-1040
- Carrefour Laval, Laval 688-0160
- 4116, rue Wellington, Verdun 761-5505
- Place Vertu, Saint-Laurent 334-7140
- Les Promenades Saint-Bruno 652-0474
- Carrefour de l'Estrie, Sherbrooke (819) 567-8979
- Place Sainte-Foy, Sainte-Foy (418) 524-3915
- Place Fleur de Lys, Québec (418) 529-0711
- Place Québec, Québec (418) 524-3915
- Place du Royaume, Chicoutimi (418) 545-2474

VENTE ET AIGUISAGE DE COUTEAUX, CISEAUX  
VENTE ET RÉPARATION DE RASOIRS, SÉCHOIRS, FERS À FRISER

À TOUS LES EX-CLIENTS DE **DIONNE Ltée**

coin Sainte-Catherine et Drummond  
NOUS SOMMES TOUJOURS À VOTRE SERVICE

MAIS MAINTENANT C'EST DU MARCHÉ

**L'ÉPICURIEN-DIONNE**  
Galerie des Boutiques

PLACE VILLE-MARIE  
coin Cathcart et Mansfield

même qualité superbe — même service  
mêmes employés — livraison — commandes téléphoniques  
Numéro de téléphone: 861-7461\* • 861-7293

PANIER DE FRUITS POUR TOUTES OCCASIONS

Superbe qualité de viande — poisson — charcuterie  
Variété complète de fruits et légumes frais  
Epicier régulière et produits importés de tous les pays du monde

PAIN CROÛTÉ FRANÇAIS FRAIS DU JOUR  
PÂTISSERIES FRANÇAISES ET NATURELLES

Plats préparés maison — assiette de charcuterie — sandwiches — salades — fromage — repas chauds et froids pour tous les genres de réception — Tél.: 861-7461\* — 861-7293

\* Nouveau numéro de téléphone.

**UNION**

Gros lot de **250 000\***

Tirage: 302

936236	250 000*
36236	2 500*
6236	250*
236	50*

**LOTS**

Gros lots de **25 000\***

017631  
355666  
199927

Nombres non décomposables

Les billets gagnants de 250 \$ et 50 \$ sont encaissables à toute succursale de la Banque Nationale

**NUMÉROS MOBILES GAGNANTS**

Numéro tiré **65743**  
2 FAÇONS DE GAGNER 2 500\*

6 5 7 4 3 X
X 6 5 7 4 3

Numéro tiré **8456**  
3 FAÇONS DE GAGNER 250\*

8 4 5 6 X X
X 8 4 5 6 X
X X 8 4 5 6

Numéro tiré **495**  
4 FAÇONS DE GAGNER 50\*

4 9 5 X X X
X 4 9 5 X X
X X 4 9 5 X
X X X 4 9 5

# Bail de 99 ans pour les expropriés de Mirabel

Les autorités fédérales ont finalement accepté hier le principe d'offrir un bail emphytéotique de 99 ans aux expropriés de Mirabel.

Reste toutefois à déterminer les modalités d'application de cette décision, a déclaré à LA PRESSE Mme Rita Lafond, au sortir de la rencontre à la salle paroissiale d'une délégation d'expropriés avec le ministre Francis Fox et le député fédéral Robert Gourd.

## PIERRE BELLEMARE

Depuis le retour au pouvoir de l'équipe Trudeau, il n'avait été question que d'un bail de 25 ans, proposition qui avait soulevé un tollé de protestation dans le milieu des expropriés. Ceux-ci avaient déjà préparé d'ailleurs un plan de relance pour la région de Sainte-Scholastique, dont plus de 90.000 acres sont la propriété d'Ottawa depuis onze ans.

Ce plan de relance supposait cependant un bail emphytéotique, de façon à laisser une certaine marge de manœuvre aux «locataires» de Sainte-Scholasti-

que qui, depuis une décennie, sont incapables de planter un clou sans obtenir au préalable la permission d'Ottawa.

Cette conquête du bail emphytéotique a pris une tournure très sérieuse au lendemain des malheurs de la famille Graton qui, en janvier dernier, subissait l'épreuve d'un incendie qui détruisait leur maison.

Les Graton ont alors tenté de s'entendre avec Ottawa pour reconstruire leur résidence, mais de \$467 par mois qu'on leur demandait de payer jusqu'en janvier, on passait à un loyer de \$1.350, montant que les Graton ont refusé de payer.

C'est ainsi que s'est organisée samedi dernier une corvée symbolique, en présence de quelques centaines d'expropriés, une corvée destinée à reconstruire la maison des Graton, sans l'accord d'Ottawa, un peu du genre «advienne que pourra».

Pour la circonstance, on a invité le ministre québécois de l'Agriculture, M. Jean Garon, et le député fédéral Gourd qui brillait toutefois par son absence, sachant sans doute que le lende-



Photo Pierre Côté, LA PRESSE

Le ministre Garon avait participé samedi avec les expropriés à la corvée symbolique sur la ferme des Graton.

main (hier), il devait rencontrer les chefs de file des expropriés.

M. Garon a joint sa voix au concert de protestation et il a expliqué en détail qu'au temps de l'ex-gouvernement Clark, on était pratiquement venu à une entente sur le bail emphytéotique, mais que pour des raisons

électorales, les dirigeants conservateurs avaient préféré ne pas rendre publique leur décision.

Quelques autres personnalités locales, dont le maire Jean Laurin, ont également adressé leur message aux expropriés massés sur la ferme de la famille Gra-

ton. Dans l'ensemble, on était prêt à lancer une offensive féroce contre le fédéral pour qu'il consente à l'idée du bail emphytéotique, mais l'entente d'hier devrait tuer cette offensive maintenant devenue inutile.

Des 90.000 acres expropriés, 5.000 servent actuellement aux

fins de l'aéroport et, dans la meilleure des hypothèses, seulement 17.000 acres serviront éventuellement à Mirabel.

C'est le député péquiste Pierre de Bellefeuille qui a emprunté un slogan fédéraliste pour encourager les expropriés à persister dans leur lutte en leur disant: «J'y suis, j'y reste».

## Le Sauna David flambe

Un incendie est survenu vers 5h15, hier matin, au Sauna David, situé à l'angle des rues Saint-Denis et Rachel. Il

semble que l'incendie de deux alertes soit d'origine criminelle, des témoins ayant aperçu un individu sortant à toute vitesse de l'établissement peu avant que le feu n'y soit déclaré. Personne n'a été blessé.

Ce sauna, situé au 4109, rue Saint-Denis, avait été l'objet d'une descente policière il y a quelques semaines. Quelques jours plus tard, plusieurs centaines d'homosexuels manifestaient dans les rues de Montréal pour protester contre cette des-

## JEUX DE MOSCOU Mise en garde russe

MOSCOU (AFP) — Toute ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS à l'occasion des Jeux olympiques de Moscou «sera traitée conformément aux lois soviétiques», a affirmé le journal «Nedelia», complément hebdomadaire de l'organe du gouvernement soviétique «Izvestia», dans son dernier numéro.

Cette mise en garde s'adresse tout particulièrement à l'organisation d'opposants anti communistes russes «NTS» (Union des solidaristes russes, établie en RFA) qui, selon «Nedelia», «voudrait utiliser les Jeux de Moscou pour se livrer sur le territoire soviétique à des provocations anti communistes». Le journal cite notamment un «appel» lancé par la «NTS» aux touristes étrangers qui voudront se rendre en URSS à l'occasion des jeux, «les invitant à se munir de littérature antisoviétique et à la diffuser dans le pays, notamment auprès des croyants».

«Nous tenons à mettre en garde les dirigeants de la NTS: ne cherchez pas à introduire en URSS d'ennemis de notre régime, conclut le journal. La diffusion de littérature antisoviétique dans notre pays, de même que toute autre tentative de provocation, sera considérée comme une ingérence dans nos affaires intérieures et traitée conformément aux lois en vigueur dans notre pays.»

Pendant ce temps les représentants de 18 comités olympiques européens ont publié une déclaration proposant que les équipes ne participent pas à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Moscou, le 19 juillet, chaque pays étant seulement représenté par un porte-drapeau et une pancarte avec le nom de la délégation.

Par ailleurs, ils ont convenu qu'aucun drapeau ne serait hissé ou hymne national joué aux cérémonies d'ouverture et de clôture, ainsi qu'aux remises de médailles.

Peel. Le suspect a pris le timbre sous une vitre et s'est enfui à pied vers l'ouest, sur le boul. Dorchester, non sans s'être battu avec un agent de sécurité de l'hôtel. Il n'était pas armé.

## Timbre de \$12,000 volé en pleine exposition

Un jeune homme de 20 à 25 ans a volé un timbre de collection d'une valeur de \$12.000, vers 17h15, hier soir, à l'exposition de timbres et monnaies de l'hôtel Windsor, au 1170 de la rue

déficit, ou une baisse des services?»

Ce débat était essentiellement une poursuite de la querelle des comptes économiques, où l'on se sert de ces statistiques pour évaluer ce que serait un budget du Québec dans le cadre de la souveraineté-association; en additionnant tous les revenus fédéraux et provinciaux, et en les comparant aux dépenses totales que le Québec devrait encourir. C'est ainsi que l'on constate que le Québec a reçu, en 1978, \$3,7 milliards de moins qu'il a versé au fédéral; ce que M. Parizeau ne conteste d'ailleurs pas.

Mais pour M. Raynauld, le débat en est resté là, et il n'est pas question pour lui de spéculer sur ce que le PQ ferait avec cette situation financière. «Depuis des mois, j'essaie d'établir ce que le régime fédéral nous rapporte du point de vue économique. En un sens, j'ai fait un espèce de bilan lié aux impôts, et ça pourrait s'appeler un budget de l'An I.»

Quant à Jacques Parizeau, il n'a pas non plus l'intention d'initier une guerre des chiffres, lui qui, en 1973 avait tenté la chose avec peu de succès.

Il est cependant d'accord avec M. Raynauld pour dire que ce fameux débat a été fait il y a trois semaines à l'Assemblée nationale. «S'ils font un budget de l'An I, ce sera un Budget de l'An I-bis puisque l'exercice, M. Raynauld l'a fait en chambre le 11 avril dernier. En posant des questions sur la souveraineté-association, M. Raynauld avait jusqu'à un certain point présenté un budget de l'An un.»

«Je lui avait alors montré, souligne quant à lui le ministre, que le Québec serait dans une meilleure posture financière que le gouvernement fédéral, puisque le déficit du Québec serait moindre que le déficit fédéral.»

M. Parizeau n'a, de toutes façons, aucune intention, comme M. Raynauld le lui demande, de présenter un tel budget.

«O Grands Dieux non, a lancé M. Parizeau. C'est eux qui ont lancé le défi, c'est à eux de faire l'exercice.»

## RAYNAULD

— suite de la page A 1

Quant à M. Ryan, il a précisé vendredi en conférence de presse que ce n'était pas une initiative du comité du «non», mais celle de personnes spécialisées en matière fiscale ou financière, comme M. André Raynauld, le député Claude Forget, de même que l'économiste Pierre-Paul Proulx.

Il semble donc que, si ce projet se matérialise, ce sera sans la collaboration de l'expert financier du parti libéral, qui semblait, en entrevue, visiblement agacé par le fait que d'autres aient pu parler en son nom.

Cette réticence à se lancer dans un tel exercice, M. Raynauld l'a expliquée par les raisons suivantes. «C'était à M. Parizeau de dire à la population comment il réglerait les problèmes financiers et fiscaux, comment il trouverait l'argent. C'est à lui de recommencer l'exercice de 1973 pour voir s'il y a assez d'argent ou s'il faudra augmenter les impôts.»

«C'est son problème à lui. C'est à lui, qui veut sortir du Canada, de montrer ce qu'il peut faire.»

## Un trou de \$3,66 milliards

L'économiste André Raynauld estime par ailleurs qu'il a fait sa part dans ce genre de débat, en publiant au milieu du mois dernier un document de deux pages où il posait une série de questions aux membres du Parti québécois, qui avait donné lieu à un intense débat entre lui et M. Parizeau à l'Assemblée Nationale.

«J'ai consolidé les impôts fédéraux et provinciaux à partir des comptes économiques et j'ai découvert un déficit de \$3,66 milliards que l'on paye en moins de ce que l'on reçoit du fédéral. Il faudrait que M. Parizeau puisse déterminer comment il comblerait cet écart: par des hausses de taxes, une augmentation du

# L'économie ça commence chez Champlain

 <b>ACADIAN 80</b> à partir de <b>\$4823*</b>	 <b>SUNBIRD 80</b> 2 portes coupé à partir de <b>\$5595*</b>
 <b>SKYLARK 80</b> 4 portes sedan à partir de <b>\$6710*</b>	 <b>PHOENIX 80</b> 2 portes coupé à partir de <b>\$6557*</b>
 <b>LEMANS 80</b> 2 portes coupé à partir de <b>\$6310*</b>	 <b>GRAND PRIX 80</b> 2 portes coupé à partir de <b>\$7397*</b>
<b>TURBO TRANS AM SPÉCIAL CHAMPLAIN</b>	

**Voitures d'occasion de la plus haute qualité**

Stock 02627A <b>CADILLAC COUPÉ DE VILLE 79</b> 2 portes, entièrement équipée, de couleur brun, 29,000 km.	Stock 00600A <b>FIREBIRD FORMULA 79</b> 2 portes, entièrement équipée, air climatisé, couleur rouge, 17,000 km.	Stock 02402A <b>DODGE MAGNUM 79</b> 2 portes, entièrement équipée, couleur bleu, 19,000 km.
<b>SPÉCIAL CHAMPLAIN</b>	<b>SPÉCIAL CHAMPLAIN</b>	<b>\$5995</b>
Stock 90682 <b>BUICK PARK AVENUE 79</b> 4 portes, entièrement équipée, air climatisé, couleur vert, 30,000 km.	Stock 93983 <b>PONTIAC PARISIENNE 79</b> 2 portes, entièrement équipée, air climatisé, couleur gris, 11,000 km.	Stock 92093B <b>COUGAR 79</b> 2 portes, entièrement équipée, couleur beige, 44,000 km.
<b>SPÉCIAL CHAMPLAIN</b>	<b>SPÉCIAL CHAMPLAIN</b>	<b>\$5995</b>

Plan de financement GMAC

Location à court et long termes

1000, boul. Ile-des-Soeurs

761-3535

# Champlain

NO 1 AU CANADA

# EN ATTENDANT LE RAPPORT DU CONCILIEATEUR TREMBLAY L'Alliance retire son avis de grève

Il était moins cinq. Plus précisément 6 heures et quelques poussières, hier soir, quand l'Alliance des professeurs de Montréal a retiré son avis de grève générale qui devait entrer en vigueur ce matin.

Avec pour résultat que 100.000 élèves et 6.500 enseignants qui croyaient bénéficier d'un long week-end se sont retrouvés en classe, ce matin.

**PAUL ROY**

Ce qui s'est passé? En fin d'après-midi, hier, le conciliateur Denis Tremblay a indiqué qu'il était prêt à rédiger un rapport contenant une hypothèse de règlement d'ici mardi soir. Et l'Alliance a décidé d'attendre.

Les enseignants se réuniront donc en assemblée générale, vraisemblablement jeudi, et si le rapport du conciliateur ne leur plaît pas, ils pourront déclencher leur grève vendredi prochain.

Jusqu'à nouvel ordre, donc, il s'agit d'une grève reportée, comme l'a fait remarquer un leader syndical.

Le retrait de l'avis de grève en a surpris plusieurs, dont certainement le président de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Luc Larivée, qui tenait une conférence de presse, hier après-midi, pour faire valoir que l'Alliance serait seule responsable de la grève, si elle avait lieu.

M. Larivée accusait notamment les enseignants d'avoir



M. Luc Larivée

inondé le conciliateur de demandes nouvelles, vendredi soir, une journée à peine après son entrée en fonctions. Hier après-midi, donc, six points majeurs étaient encore en suspens. Ils étaient: les capacités comme critères d'affectation, les congés sans traitement, les mesures disciplinaires, la participation, le remboursement du salaire des ensei-

gnants employés de l'Alliance, le calendrier scolaire et la charge d'enseignement.

Ceci, précisait M. Larivée, après 42 séances de négociation qui représentent 283 heures de

rencontres auxquelles s'ajoutent 43 heures de conciliation depuis le 1er mai.

En février, les élèves de la CECM avaient perdu 16 jours de classe à cause de la grève.

POUR PLACER UNE ANNONCE DANS

**CARRIÈRES ET PROFESSIONS** COMPOSEZ **285-7320**

**WINNEY'S ART TREASURES**

146 Bates Road, suite 303, Ville Mont-Royal Tél.: 731-4312  
Sera mise à l'encan le mercredi 7 mai 1980  
EXHIBITIONS PRÉLIMINAIRES DU 2 MAI AU 5 MAI 1980

MARC-AURÈLE FORTIN ÉPAVE À PERCÉ (1939)  
HUILE SUR PANNEAU 36 x 48

COMMANDEZ DES MAINTENANT ET OBTENEZ JUSQU'À \$500 DE

**\$500 REMISE** DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL POUR ISOLATION à l'achat de nos produits

EN ALUMINIUM ROBUSTE, AVEC CONTRE-FENÊTRE ET MOUSTIQUAIRE

**PORTES ET FENÊTRES**

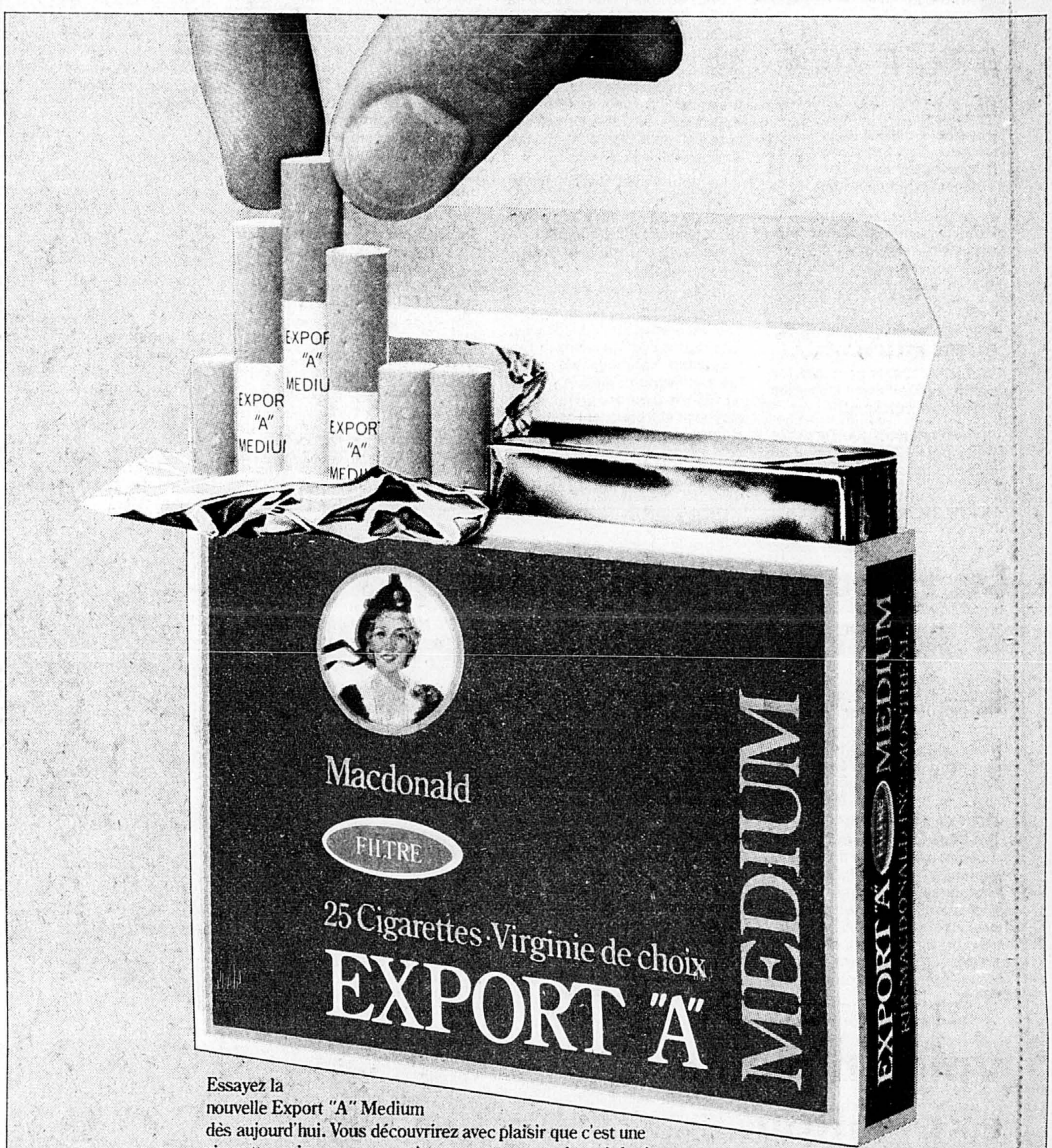
- Fabrication sur mesure
- Installation professionnelle
- Garantie écrite de 5 ans
- Choix de couleurs

COMPAREZ AVANT D'ACHETER! Démonstrations gratuites le soir, le jour ou la fin de semaine

ACHETEZ MAINTENANT PAYEZ EN SEPT. PAS D'INTÉRÊT

Estimation gratuite... Composez **731-7676**  
SOIRS, FÊTES ET FINS DE SEMAINE... 481-6356

**MORCO ALUMINIUM INC.** 8225, av. Mayrand Montreal  
Achetez en toute confiance • Plus de 25 ans d'expérience



Essayez la nouvelle Export "A" Medium dès aujourd'hui. Vous découvrirez avec plaisir que c'est une cigarette moins rugueuse qui vous procure toute la satisfaction que vous attendez d'une Export "A". Faite d'un savoureux mélange de tabacs de Virginie, la cigarette Export "A" Medium vous satisfera pleinement: elle n'est pas rugueuse mais elle est toute là!

La nouvelle  
**EXPORT "A" MEDIUM.**  
Pas rugueuse.  
Pleine satisfaction.  
FORMATS RÉGULIER ET KING SIZE

Avis: Santé et Bien-être social Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage—éviter d'inhaler. Régulier "Goudron" 14 mg, Nicotine 1.0 mg; King Size "Goudron" 15 mg, Nicotine 1.0 mg.

<p><b>GROS LOT</b> <b>\$531,000.</b> APPROXIMATIF—VENDREDI</p>	NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE				<p>TIRAGE 105 VENDREDI 2 MAI 1980</p>		
	1	3	9	25		27	32
	6 SUR 6	NOMBRE DE GAGNANTS 0	PRIX 357,858.00	NO COMPLÉMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6 +			
	5 SUR 6	130	1,280.10	14			
	4 SUR 6	6504	71.00	VENTES TOTALES \$1,926,136.			
5 SUR 6+	5	22,189.00					
Tous les billets gagnants de \$250. et \$50. de la Mini sont encaissables à toute succursale de la BN							

# ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS  
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN  
président et éditeur

FERNAND ROY  
vice-président exécutif

JEAN SISTO  
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information  
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

## Après la mort du maréchal Tito

■ Tito était l'homme des faux passeports.

Il ne s'appelait pas Tito mais Josip Broz. Stalinière, il combattit Staline. Communiste, il fut l'ami de puissances capitalistes. Ingénieur des révolutions prolétariennes, il adorait le luxe. Collectiviste, Tito forma des élites et, dans sa personne, incarna la Yougoslavie d'aujourd'hui.

Il ne faudrait surtout pas le prendre pour un démocrate. C'était essentiellement un homme de gouvernement et une politique qui avait compris la fameuse maxime de Saint-Just: «On ne gouverne pas sans laconisme». L'exercice du pouvoir, c'est un mélange de mystère et d'autorité. Ce sont aussi les deux ingrédients qui préparent le mieux les dictatures.

Il reste pourtant que Tito a été «bon» pour la Yougoslavie au sens où Mao a été bon pour la Chine.

Pour affronter Staline comme Tito le fit en 1948, il fallait tout de même un certain cran. Élevé dans le communisme le plus orthodoxe, familier de Moscou, il savait aussi bien que quiconque de quel prix se paient les «déviances» au sein de l'Église laïque et sans-Dieu dont Joseph Staline était le prophète.

La rupture avec Moscou tenait à des causes économiques, au souci du chef d'État yougoslave de défendre l'indépendance de la patrie vis-à-vis de l'impérialisme «socialiste».

Le 26 juin 1950, devant l'Assemblée nationale de la république fédérative de Yougoslavie, Tito met en accusation la bureaucratie soviétique. «La révolution d'Octobre, dit-il, a permis à l'État de prendre en main les moyens de production. Mais ces moyens de production se trouvent encore, au bout de trente et un ans, dans les mains de l'État. Est-ce que c'est là une réalis-

tion de la devise «l'usine aux ouvriers»? Il est bien évident que non.»

Dès lors, il va s'agir de donner à la Yougoslavie la charte du «vrai» socialisme. Tel est le sens de la Loi fondamentale sur l'autogestion des entreprises déposée la même année. Désormais, les entreprises seront gérées «par les collectifs ouvriers dans le plan économique de l'État».

Naissait de la sorte ce que Gilles Martinet a appelé le «mythe ouvrieriste» (dans «Les Cinq Communismes», édit. du Seuil). Il faudra en 1969 l'intervention de la Banque mondiale, de 15 banques yougoslaves, de 40 banques occidentales pour retenir la Yougoslavie au bord du précipice. Bilan déconcertant, convenons-en.

C'est l'action extérieure d'un homme qui fut au pouvoir pendant 35 ans qui a le plus intéressé la chronique. Personne

n'ignore qu'avec Nehru et Nasser, Tito lança en 1956 le mouvement des pays non alignés.

Ce mouvement, le président faillit le voir à jamais perverti par Castro en septembre 1979, lors de la réunion à La Havane des pays non alignés. À l'automne, Tito était déjà atteint du mal qui devait l'emporter. C'est dans un fauteuil qu'il prononça sur un ton calme un discours qui impressionna vivement les délégations. Il y rappelait que le non-alignement ne peut souffrir l'alignement. Vérité première qu'il était pourtant devenu urgent de rappeler.

Qu'est-ce qui peut encore être sauvé du «titisme» sans Tito, à l'heure même où les craquements qui ont suivi les événements d'Iran et d'Afghanistan obligent chacun à annoncer quel camp il rejoint?

La crainte existe en Occident que l'URSS exploite les incertitudes liées à la disparition de

Tito pour régler un contentieux ancien avec la Yougoslavie et étendre du même coup son hégémonie en Europe. Les Soviétiques annoncent qu'ils n'ont pas ces intentions.

La détente a déjà reçu un coup sévère par les événements d'Afghanistan, elle pourrait recevoir un coup mortel si la succession de Tito s'accompagnait d'un grand tumulte. Les Yougoslaves n'en sont pas moins conscients que quiconque. Ils voudront résister aux pressions, de quelque côté qu'elles viennent.

Dans nos démocraties libérales, les successions ne sont pas toujours assurées dans l'harmonie. À plus forte raison dans les régimes de type autoritaire la disparition d'une très forte personnalité à la barre pendant un grand nombre d'années ouvre-t-elle naturellement une période de flottement. La position vraiment très particulière de la Yougoslavie, la composition même d'une république fédérative qui

comprend plusieurs ethnies qui ont été longtemps en concurrence, les relations complexes entre le parti et l'État ajoutent, dans le cas présent, aux interrogations.

La question est surtout de savoir si le non-alignement auquel Tito a attaché son nom peut survivre à Tito. La question est de savoir si la Yougoslavie sans le Président Tito pourra encore jouir de la paix et conserver sa liberté.

La question n'intéresse pas que la Yougoslavie. Elle concerne l'Europe, elle concerne le monde. Si le pays devient instable, les grandes puissances seront tentées de «corriger» ses écarts. On devine où cela peut mener dans la conjoncture présente. Quoi qu'il en soit, la réaction hier des États-Unis à la disparition du maréchal Tito ne ressemblait guère à la panique.

GUY CORMIER

## La réponse de M. Lévesque à M. Trudeau convainc-t-elle?

■ Le premier ministre Lévesque n'a pas tardé à répondre à l'invitation que lui lançait quelques heures plus tôt le premier ministre Trudeau, qui l'avait défié de dire au Québécois ce qu'il ferait advenant une victoire du non au référendum.

M. Lévesque a dit sur un ton peu enthousiaste que dans cette éventualité son gouvernement continuerait à défendre les revendications du Québec, à récupérer des «graines d'autonomie» et à «tourner en rond comme nous le faisons depuis les avortements successifs de Victoria.»

S'il perdait son référendum, on voit mal le gouvernement péquiste participer activement et positivement au renouvellement de la fédération canadienne. Le Parti québécois a été créé par des gens qui ne croient plus au fédéralisme et qui n'envisagent pas l'avenir du Québec autrement que comme pays souverain, associé si possible avec ce qui resterait du Canada.

On l'imagine plus facilement continuant de saboter le régime pour l'empêcher de fonctionner et prouver sa thèse, comme il le fait systématiquement depuis qu'il est au pouvoir, au dire même du ministre Parizeau, lors du débat sur la question à l'Assemblée nationale.

Empêché par son option, ses convictions et sa clientèle de changer sa nature pour jouer de bonne foi et efficacement le jeu fédéraliste, ce gouvernement est condamné, dans l'éventualité de la défaite du oui, ou de démissionner ou de déclencher des élections dans les plus brefs délais.

Mais s'il était réélu ça ne réglerait rien pour le Québec. Ce gouvernement ne serait pas plus capable de faire après ce qu'il se sentait incapable de faire avant. Sa présence empêcherait tout déblocage constitutionnel et la crise se perpétuerait au moins jusqu'à sa défaite à l'élection suivante ou à l'autre. Peut-être entre-temps aurions-nous droit à un autre référendum qui accentuerait davantage la division de la population, pour essayer de capitaliser en faveur du oui l'écoeurement croissant qui résulterait du pourrissement accru de la crise.

Pendant ce temps l'incertitude aurait continué de ravager l'économie canadienne et tous les efforts accaparés par cet interminable débat n'auraient pu être déployés dans tous ces domaines qui appellent des réformes urgentes pour l'avenir du Québec.

Au cours de sa conférence de presse, M. Lévesque a souligné

que M. Trudeau, dans son discours, n'avait pas dit que la souveraineté-association signifiait la brisure du pays. Il voulait ainsi mettre M. Trudeau en contradiction avec M. Ryan qui fait, lui, cette équation.

M. Ryan ne soutient pas, que je sache, qu'accorder à M. Lévesque le mandat qu'il réclame signifierait immédiatement le démembrement du Canada. Mais ce serait mettre en marche un engrenage dont l'aboutissement est la souveraineté du Québec. M. Trudeau, pour sa part, pense la même chose quand il dit qu'il refusera de négocier la souveraineté-association parce qu'on «ne brise pas un pays sur une ambiguïté, avec un mandat ambigu».

Par ailleurs, M. Lévesque a eu raison de se montrer vexé que M. Trudeau choisisse comme exemples Cuba et Haïti, deux pays sous-développés aux régimes totalitaires, pour prendre en défaut la démarche du gouvernement québécois. Il y avait dans ce parallèle boiteux une insinuation malveillante non seulement pour le gouvernement péquiste mais aussi pour la population québécoise. Cet argument spécieux détonnait dans cet exposé par ailleurs remarquable.

MARCEL ADAM

... ET VOUS M. CLARK, QUE PENSEZ-VOUS DE L'AUGMENTATION DE 16 CENTS LE GALLON D'ESSENCE ?



Droits réservés

## Fidel tourne l'exode à son avantage

■ L'exode de milliers de Cubains prêts à tout pour tourner irrévocablement le dos à leur patrie donne la mesure de la teneur des convictions chez une partie de la population. Mais de là à penser que cette fuite désespérée annonce ou trahit un profond mouvement d'opposition au dictateur Fidel Castro, comme certains commentateurs l'ont imprudemment dit, il y a une marge au moins aussi grande que la distance qui sépare Cuba des côtes de la Floride.

Il est vrai que Castro a fait une bêtise quand, pour embarrasser le Pérou, réputé trop complaisant vis-à-vis des ennemis de son régime, il a laissé s'entasser 10,000 de ses administrés, candidats à l'exode, sur la propriété de l'ambassade. Manipulateur de foules, propagandiste expert, l'homme de La Havane s'est repris depuis. Spontanément (défense ici de rire) le peuple fidèle à Fidel s'est levé comme un seul homme pour s'emparer de la rue, crier le dédain que lui inspiraient les fuyards et renouveler sa profession de foi dans le socialisme marxiste et son prophète en Amérique.

Dans des conditions impossibles, au milieu des périls, plusieurs milliers de réfugiés ont réussi à atteindre la Floride. D'autres attendent au Costa

Rica un passage vers les États-Unis ou le Canada.

Pour faire bonne mesure, l'astucieux Premier ministre a ouvert les portes des prisons et mêlé à la cargaison humaine des prisonniers de droit commun, assassins, grands voleurs, petits voleurs, trafiquants de drogues et peut-être quelques prisonniers politiques, vu que Cuba ne fait pas de distinction entre prisonniers de droit commun et prisonniers politiques.

Le procédé est connu et l'effet irrésistible. Les nazis jetaient dans le même trou un assassin et un évêque récalcitrant. L'effet est irrésistible, car le pays d'accueil, si disposé soit-il à la miséricorde, ne veut pas ouvrir sa porte à des déchets. Les services américains ont réussi à filtrer les indésirables, mais la rumeur fait si bien son chemin que la population de Miami se braque contre les réfugiés.

Le Canada va accepter jusqu'à 300 immigrés. Notre pays a affichée une certaine complaisance pour la révolution de l'honorable Fidel Castro. Il est normal que nous recueillions aujourd'hui notre part des retombées d'une décolonisation accueillie ici, dans les années 60, avec des sourires entendus.

Un agent du ministère de l'Immigration (Ottawa) est au Costa Rica pour effectuer le tri.

GUY CORMIER

## La visite du premier ministre japonais

■ Le Premier ministre du Japon, M. Masayoshi Ohira, est arrivé hier au Canada pour une visite de trois jours où il doit rencontrer le Premier ministre Trudeau. M. Ohira vient du Mexique où il a séjourné également trois jours après avoir rendu une brève visite au Président des États-Unis. Ces visites que se rendent mutuellement les chefs de gouvernement sont, bien sûr, des actes de courtoisie mais elles ont surtout pour but soit de ratifier solennellement des accords politiques ou économiques, soit d'amorcer de tels accords par des entretiens directs et personnels. En l'occurrence, les problèmes économiques et politiques créés par les événements de l'Iran et de l'Afghanistan tiendront une place majeure dans les entretiens du Premier ministre Ohira.

Le Japon, comme l'on sait, est totalement dépendant de l'étranger pour son approvisionnement en pétrole. En pays avisé il a diversifié ses sources de ravitaillement. Mais l'Iran lui fournit quand même un peu plus de 10 pour cent de sa consommation, soit 530,000 barils par jour. Or le 21 avril la société d'État qui contrôle la production et la vente du pétrole iranien a cessé d'accepter les commandes des importateurs japonais parce que ceux-ci refusaient de payer la nouvelle hausse de prix. Il faut savoir qu'au début de cette

année les douze principaux importateurs japonais ont signé une entente avec l'Iran qui fixait le prix du baril à \$28.50 plus une prime de \$3 sur la moitié des importations.

Mais, comme l'Iran a le gros bout du bâton, cette entente lui permet de hausser les prix unilatéralement. L'Iran haussa donc son prix de \$1 le baril en février et de \$2.50 en avril, pour en arriver à un prix global de \$35. Le ministère du Commerce international du Japon conseilla aux importateurs de ne pas accepter ce prix très inflationniste parce qu'il attirerait sur le Japon les critiques des autres pays.

Un approvisionnement sûr en pétrole à des prix stables est essentiel à un pays aussi industrialisé que le Japon. Il n'est donc pas étonnant qu'il cherche à accroître ses approvisionnements en provenance des pays stables, tels que le Mexique et le Canada. Celui-ci lui vend déjà du charbon et pourrait, par une exploitation conjointe des sables bitumineux, lui fournir du pétrole. Lors d'une interview à Tokyo le 16 avril M. Ohira a répondu, à une question que je lui posais sur les sables bitumineux, que la collaboration entre le Canada et le Japon était un aspect important de la politique énergétique de son pays et qu'on devrait rapidement en venir à une coopération systématique et organisée.

Si l'on décèle cette phraséologie diplomatique, cela signifie que le Japon est intéressé à exploiter conjointement les sables bitumineux. Comme cette exploitation est fort coûteuse le Canada aurait intérêt à accepter la coopération du Japon pour mettre au point au plus tôt la technologie d'extraction de ce pétrole lourd. D'autant plus que le Canada y gagnerait à développer ses relations commerciales avec un pays qui constitue un marché de 115 millions d'habitants.

Le Canada malheureusement n'a qu'une population de 24 millions. C'est un marché fort restreint pour de gros investissements japonais. D'autant plus que ce marché est déjà largement occupé par les Américains et qu'en plus les Japonais se méfient des tracasseries bureaucratiques et des lenteurs administratives de l'Agence de tamisage des investissements étrangers (FIRA) dont les orientations changent avec chaque gouvernement et même avec chaque ministre titulaire. Si le Canada veut attirer les capitaux japonais il devra améliorer cette situation.

La mévente du réacteur CANDU est un autre aspect du manque de dynamisme de la politique économique canadienne. Le Canada n'a pu vendre son réacteur au Japon qui était pourtant intéressé à ses qualités techni-

ques. Mais c'est le réacteur américain à uranium enrichi qui a gagné le marché. Un porte-parole du Bureau de l'énergie atomique du Japon m'a déclaré le 17 avril que l'adoption du CANDU ne serait plus rentable maintenant car le Japon a déjà investi trop d'argent pour corriger et améliorer le réacteur américain et pour entraîner des techniciens à ce type de réacteur. En outre, un porte-parole de la Division de la science et de la technologie a précisé que le Japon était à développer son propre type de réacteur qui avait certaines caractéristiques du CANDU.

Par contre, un porte-parole de la Division politique a laissé entendre que le Japon finirait par adopter le CANDU mais qu'on attendait la mise à la retraite de ceux qui avaient décidé d'adopter définitivement le réacteur américain. Bien sûr, cette dernière explication est plus diplomatique que réaliste. Quoi qu'il en soit, tout ce que le Canada exporte actuellement au Japon de son industrie atomique c'est l'uranium. Et encore ce n'est qu'indirectement puisque l'uranium est exporté aux USA où il est enrichi puis vendu au Japon. Les entretiens de MM. Trudeau et Ohira pourraient être l'occasion d'améliorer la part du Canada dans les approvisionnements énergétiques du Japon.

IVAN QUAY



## LE RÉFÉRENDUM

# Le oui, rempart contre l'anglicisation

N.D.L.R.

- Étant donné l'abondance du courrier, la concision est fortement recommandée.
- Les correspondants doivent inscrire lisiblement leurs nom, adresse et numéro de téléphone.
- LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à retourner les lettres, manuscrites ou autres documents non publiés.
- L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.
- Tout en respectant la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.
- Si possible écrire à la machine, à double interligne.
- Prière d'adresser vos lettres comme suit: « Tribune libre », LA PRESSE, C.P. 4200, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M1.

## Cessons de charrier!

Dans un article en date du 17 avril annonçant un meeting du comité pour célébrer le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'attribution du droit de vote aux femmes du Québec, on peut lire ce premier paragraphe, sans doute tiré d'un communiqué des organisatrices: « Ça va faire exactement 40 ans la semaine prochaine que les femmes du Québec sont redevenues des « personnes » et se sont vu redonner par la même occasion le droit de vote dont on les avait privées pendant près de 100 ans. Et 40 ans de « personnalité féminine québécoise », ça se fête! »

Ce paragraphe contient des erreurs que je me sens tenue de rectifier.

Toutes les femmes du Canada ont été reconnues comme des

personnes au sens juridique, non pas il y a 40 ans mais il y a eu 50 ans le 18 octobre 1919, et ce en vertu d'une décision du Conseil privé de Londres qui renversait un jugement de la Cour suprême du Canada quant à l'interprétation du mot personne contenu dans l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Cet anniversaire a été célébré à Ottawa et dans plusieurs villes du Canada l'automne dernier. Les femmes du Québec ont été les dernières à obtenir le droit de vote au Canada par la seule faute de leurs dirigeants, politiques et religieux.

Il y a une limite à triturer l'histoire pour servir une cause.

Renoude LAPOINTE  
Ottawa

## Non à un autre Cuba

M. René Lévesque  
Premier ministre du Québec

Vous ne ferez pas du Québec un autre Cuba. Les Québécois ne vous laisseront pas le loisir.

Depuis que votre gouvernement est au pouvoir, les citoyens perdent leurs droits de façon subtile et substantielle. Ils sont de plus en plus brimés, lésés, l'initiative individuelle étant entravée par l'Etat tout-puissant.

Vous passez les lois à toute vapeur. Vous ostracisez les groupes qui ne partagent pas votre point de vue. Vous récompensez l'incompétence administrative « des déficits » à même l'argent des taxes. Vous tolérez de graves abus de pouvoir de la part de vos fonctionnaires.

Vous persécutez les entreprises sous le prétexte que vous avez « un préjugé favorable » envers ceux qui ne créent pas d'emploi. Vous permettez que certains ministres ridiculisent leurs électeurs. Vous le faites vous-même. Vous vous permettez d'avoir une piètre opinion de vos concitoyens en allant jusqu'à dire que « ceux qui sont intelligents comprendront » qu'il faut partager votre opinion.

Vous n'êtes pas suffisamment poli pour en vous laissant aller à exprimer des opinions spontanées comme « être tenté de tirer au fusil dans les panneaux de

Pro-Canada ». Pas surprenant qu'ils sautent « patriotiquement ».

Lorsque Fidel Castro chassa les U.S.A. de Cuba, à qui fit-il appel pour l'aider? Les Cubains se font dominer par les communistes de Russie au lieu des Américains depuis leur « libération ». Et 20 ans plus tard, est-ce mieux à Cuba? (...) Depuis quelques semaines, des milliers de Cubains libérés veulent fuir leur pays (...).

Le gouvernement péquiste tue toute initiative privée depuis quatre ans avec une malhonnêteté intellectuelle telle que ça ne peut plus durer. Il y aura réaction.

Votre gouvernement n'est pas un exemple de démocratie, loin de là. Il accorde des droits à certains et attribue des obligations à d'autres. Et vous nous parlez de traiter d'égal à égal alors que vous nous avez habitués à des distinctions d'inégalités sociales devant la loi (...).

Beaucoup de citoyens voteront non parce que c'est vous qui posez la question.

Vos abus me poussent à renoncer à mon patriotisme québécois pour me ranger du côté du non, et je vous en voudrais comme chef d'Etat de m'avoir obligée à dire non le 20 mai.

Mme Jeanne ETHIER  
Tracy

# Brian Mulroney donne la réplique à Louis Laberge

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le discours de monsieur Louis Laberge, président de la FTQ, prononcé à Québec le 19 avril dernier.

Le discours intitulé « Question nationale, réponse syndicale » fut un appel aux délégués de la FTQ, les incitant à voter OUI au référendum. Faut-il être surpris? L'appel de monsieur Laberge fut écouté.

Monsieur Laberge n'aime pas les politiciens (sauf ceux qui sont au pouvoir, bien sûr); mais il aime bien faire de la politique.

Dans son discours, monsieur Laberge a dit ceci:

« Il est significatif de retrouver côte à côte le Parti libéral du Québec, le Parti libéral du Canada, le Parti conservateur, le Conseil du patronat du Québec, les principaux porte-parole des milieux financiers, les représentants de Power Corporation, de Bell Canada, de ITT, de l'Alcan, de l'Iron Ore... Il est évident que le principal intérêt de ces forces réactionnaires est de maintenir le Québec dans un état de dépendance qui leur a largement profité et d'étouffer tout mouvement vers un changement quel qu'il soit. Il aurait été pour le moins indécent pour le mouvement syndical de penser s'aligner avec ce club des exploitateurs. »

Une opinion en vaut bien une autre, à condition que l'on examine la source.

Car il y a exactement cinq ans (c'était un 1er mai), la Commis-

sion Cliche déposait son rapport au gouvernement du Québec.

La commission fut formée à la suite du saccage du chantier de la Baie James — saccage qui a coûté des millions de dollars aux contribuables québécois. Les trois membres de cette commission étaient feu l'honorable juge Robert Cliche, grand homme, grand humanitaire, grand démocrate; monsieur Guy Chevrette, syndicaliste dévoué, digne et honnête, maintenant whip en chef du gouvernement du Québec; et le soussigné.

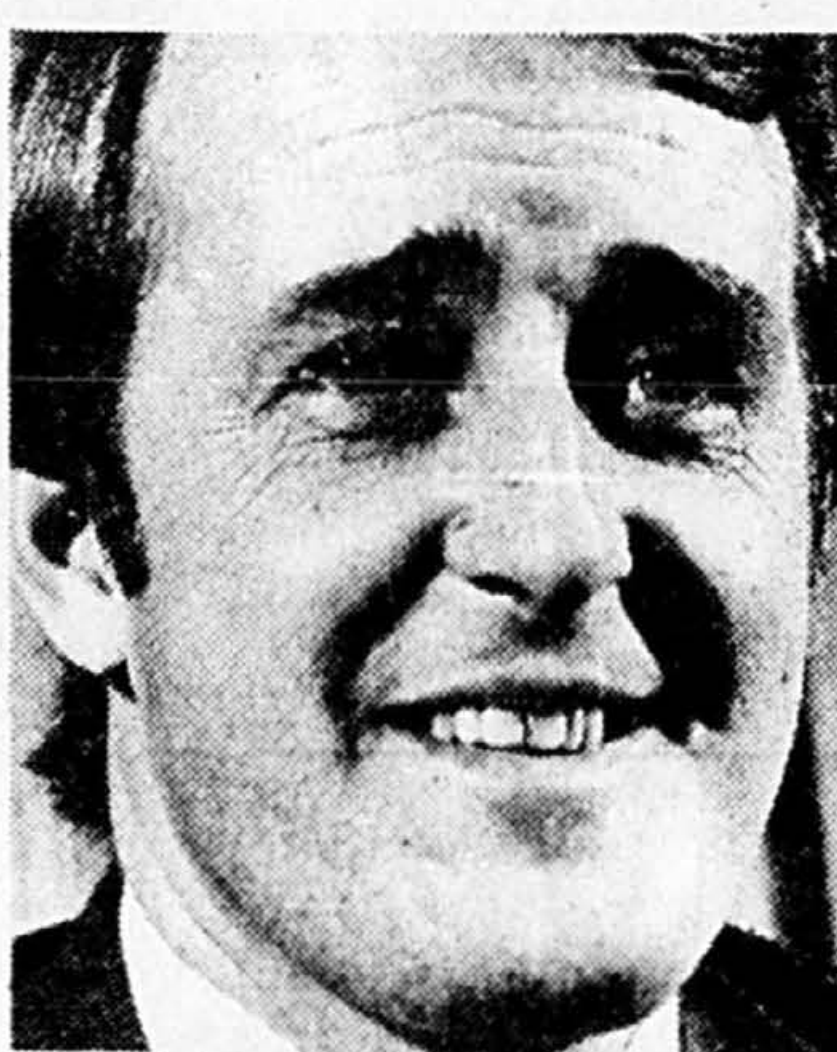
La commission, après une enquête approfondie et parfois difficile, a été unanime dans ses 132 recommandations qui visaient l'enrayement du banditisme dans l'industrie de la construction québécoise, ainsi que la protection et l'amélioration du sort du simple travailleur.

Des centaines de témoignages ont permis à la commission de tirer des conclusions irréfutables: notamment en page 74 du rapport:

« La déposition de René Mantha (agent de la FTQ) indique jusqu'où peut aller André Desjardins (directeur, FTQ). La violence lui est si naturelle qu'il lui doit en grande partie l'empire qu'il a édifié. »

En page 79:

« La vérité est qu'André Desjardins n'est pas un chef syndical. Il a contaminé toute sa structure syndicale en plaçant aux postes de commandes des



Brian Mulroney

hommes corrompus, brutaux, dénués de véritables sentiments humanitaires pour les travailleurs. »

En page 86:

« André Desjardins, fort des abdications qu'il a successivement provoquées en différents milieux, était devenu un danger pour l'Etat et une nuisance pour notre société aussi bien que pour le syndicalisme. Il a miné l'autorité de l'Etat, faufouillé la loi et éclaboussé la FTQ par sa conduite. Un tel homme ne doit plus jamais exercer de fonction syndicale. »

Face à ce drame sans précédent dans l'histoire syndicale au Québec, la Commission Cliche a examiné le comportement de certains hauts placés. Les mots



Louis Laberge

de Robert Cliche resteront toujours:

En page 86:

« On peut également s'interroger sur la tolérance que certains hauts personnages de la FTQ, surtout le président Louis Laberge, ont manifestée à l'endroit du directeur du Conseil provincial des métiers. Monsieur Laberge savait ou ne savait pas. Dans le premier cas, s'il ne détenait pas le pouvoir direct de destituer André Desjardins et ses affidés, n'avait-il pas le devoir de dénoncer leurs comportements indignes? Nul doute que tous les syndiqués honnêtes de la FTQ, qu'ils soient de la construction ou de secteurs différents, lui en auraient été reconnaissants. »

« Dans le deuxième cas, il faut

nous a pas mieux servis; ses courbettes sont récentes.

Face aux immigrants autres qu'anglophones, les Etats-Unis auraient pu opter pour une politique favorisant l'écllosion de leur langue et de leur culture. Cette politique aurait enrichi le pays culturellement. Nos voisins du sud ont préféré l'assimilation. L'uniformisation fait passer tout le monde par le même moule. C'est plus facile, plus pratique. Elle est un réflexe de puissance colonisatrice. Durant les années 50 plusieurs pays du tiers monde acquirent leur souveraineté. La pauvreté linguistique américaine devint plus apparente, plus gênante aussi pour ce pays dans ses relations internationales. Le président Eisenhower avait tenté d'y remédier. Les mesures arrivaient beaucoup trop tard.

Étant donné la prédominance anglo-saxonne en Amérique du Nord et ses tendances uniformi-

santes, la loi fédérale sur les langues officielles ne pourra pas enrayer le courant d'anglicisation faisant dorénavant partie des moeurs canadiennes. Avons-nous tort de craindre que le phénomène s'amplifie au Québec? N'est-il pas temps plus que jamais de doter ce pays d'une autonomie politique en mesure de bien camper le fait français en Amérique du Nord? De nos jours cette autonomie s'appelle souveraineté. Elle ne sera pas un repliement sur soi. Et pas seulement parce qu'elle sera en même temps une association avec le reste du Canada. Ne se sentant plus menacé, le Québécois ordinaire comprendra plus facilement l'utilité de savoir la langue de ses voisins. Il se réjouira aussi que les communautés anglophones et ethniques québécoises continuent d'évoluer selon leur génie propre.

Lucien COUTU  
Montréal

## EN VRAC

### Lettre posthume

Dire non à la question référendaire, ce serait s'unir à ceux qui se disent « non-Québécois, incapables de s'intégrer à notre milieu, et à ces déracinés issus de notre groupe ethnique qui désirent ensemble que nous demeurions d'éternels esclaves minoritaires aux points de vue linguistiques, économique et politique au Québec comme dans les autres provinces.

Je dirai donc oui, fidèle à cet ancêtre venu en terre québécoise en 1660.

Je dirai oui à la suite de cet autre qui, parti de Port-Royal avec sa famille pour éviter la déportation, a dû traverser à pied le Nouveau-Brunswick et passer l'hiver sur l'île face à Carleton dans la Baie des Chaleurs.

Je dirai encore oui, pour être loyal à celui des miens qui combattit l'invasion américaine à Châteauguay en 1813.

Je dirai enfin oui à ce dernier qui, délaissant le poste de sénateur à Ottawa en 1916, se porta à la défense des Franco-Ontariens alors brimés — et ils le sont toujours — par les conséquences de la loi XVII de l'Ontario.

Oui à nos ancêtres! Oui à la survie de nos concitoyens hors Québec!

Oui à nos gens de l'air!  
Oui à nos politiciens du oui!  
Oui à nos gens d'ici!

Texte rédigé le 27 mars 1970  
par le Docteur Antoine La Rue,  
pédiatre, décédé subitement le  
29 mars 1980.

### Terrorisme psychologique

(...) Il est assez frustrant de voir les péquistes se scandaliser de ce que les libéraux mènent une campagne basée sur la peur (ce qui est vrai), alors qu'eux-mêmes ont basé la peur sur un terrorisme psychologique sans précédent et combien plus adroit, j'en conviens. En effet, on invoque le patriotisme, l'honneur, on nous invite à nous tenir debout, à ne pas « trahir » notre race et j'en passe. Mais dites-moi, est-ce bien une option qui nous est proposée?

Je m'oppose à ce que l'on relègue d'office les tenants du non au camp de la trahison et de la mièvrerie.

J'ai fait le choix du Québec dans le Canada, et cette option n'est pas, par essence divine ou quelque décret que ce soit, la seule qui puisse se défendre. Et je réclame le droit au choix pour tous. C'est sous forme d'un appel à la tolérance que doit être comprise cette lettre.

Sylvie GIRARD  
Étudiante médecine 4<sup>e</sup> année  
Sherbrooke

### Le Jean Drapeau de 1949

Monsieur Jean Drapeau,  
maire de Montréal

J'ai récemment appris, de la bouche de Gérard Pelletier, à l'émission « Propos et confidences », qu'en 1949, un jeune avocat nommé Jean Drapeau quittait Montréal pour Thetford dans le but de défendre la cause des mineurs de l'amiante.

J'ai appris, aussi, que le même homme avait milité au sein du Bloc populaire, aux côtés de Michel Chartrand et André Laurendeau. A l'époque du duplessisme triomphant, fallait le faire! Fallait surtout avoir le courage de ses opinions.

J'avoue être en profond désaccord avec certaines de vos réalisations mais, d'autre part, je ne

peux m'empêcher d'admirer, d'une certaine manière, le jeune homme que vous fûtes et dont, à n'en pas douter, vous ne vous êtes pas entièrement détaché.

Je ne peux m'empêcher d'admirer ceux qui furent sensibles au destin du Québec à une époque où cela ne pouvait qu'être une tâche ingrate.

Mais, aussi, je ne peux m'empêcher de croire que ceux et celles de votre trempe sauront dire oui à un projet collectif et positif qui est devenu, au fil des ans, l'écho de leur premier pas sur la scène politique du Québec.

Robert STAFFORD  
étudiant

### Un interne en Ontario

Au Dr Augustin Roy  
Président de la CPMQ

J'ai lu vos propos dans LA PRESSE du 18 avril selon lesquels le nombre d'internes au Québec aurait été réduit depuis l'élection du Parti québécois. Vous oubliez de mentionner que ce phénomène n'est pas exclusif au Québec car d'autres provinces réduisent leur effectif d'internes depuis quelques années. (...)

Au début de mon internat (1978-1979) à Ottawa, mon directeur me confia que j'étais le premier médecin diplômé d'une université de langue française du Québec à venir effectuer un internat à cet hôpital « bilingue » et, croyez-moi, j'espère bien être le dernier à le faire car, en plus de ma semaine de 80 heures de travail, je devais également traduire

mon travail écrit afin de satisfaire des médecins anglophones sol-disant bilingues.

Le coup de grâce me fut donné lorsqu'un « patron » unilingue anglophone me demanda de répondre en anglais à un examen du Conseil médical du Canada, examen que j'avais déjà réussi en français en 1978, sinon j'écopais d'une mauvaise évaluation. Je portai ce problème à la connaissance de mon directeur d'internat qui, à mon étonnement, fut d'accord avec cet ultimatum et ce, malgré le fait que j'avais toujours été bien évalué antérieurement.

Aussi, après neuf mois de travail intense, j'ai dû abandonner, à regret, mon internat, et je suis revenue vivre au Québec.

Dr Odette LEMERISE  
Laval

### « Maladie infectieuse »

(...) M. René Lévesque s'est couvert de ridicule en acceptant de nos chers cousins les Français des médailles et des honneurs, au lieu de demander des investissements pour le Québec. Les appuis sentimentaux pour les Québécois et les appuis financiers pour les Anglais et Américains. Nous sommes joués par nos chers cousins français encore une fois. On a beau dire, le ridicule ne tue pas... mais l'orgueil rend l'homme si bête! ...

Rien ne nous sera épargné durant cette « référendite », car le Québec souffre d'une grave inflammation et infection et si

nous ne faisons pas attention, nous serons tous contaminés et les plaies seront difficiles à guérir. Nous avons déjà au Québec français des frères contre des frères, des gens extrémistes qui en sont aux gros mots et à bien d'autres choses. Le respect, le tact, la tolérance sont choses du passé pour plusieurs. C'est triste à dire, mais nous vivons la pire maladie infectieuse et inflammatoire de l'histoire du Québec. Attention, la référendite fait lentement son sinistre et dangereux chemin.

Yolande GAGNON  
Grand-Mère

s'inquiéter d'un tel aveuglement et d'une telle méconnaissance des hommes. D'une façon ou d'une autre, le silence de la FTQ s'est interprété comme une caution. De la part de la plus grande centrale ouvrière du Québec, cela ne pouvait qu'accroître le pouvoir de Desjardins.

« Monsieur Laberge avait pourtant retrouvé la voix, au lendemain du vandalisme sauvage de Yvon Duhamel à LG-2.

« Loin de blâmer les représentants du local 791, il les disculpe en niant la véracité des « accusations » et de « tous les péchés d'Israël qui leur sont imputés », ajoutant même: « Je mettais (sic) ma tête au jeu qu'ils sont loin d'être aussi coupables qu'on le présumait. »

« Après les révélations de notre enquête, il faut bien conclure que M. Laberge a perdu son pari. Il ne lui reste plus qu'à espérer que les travailleurs ne lui demanderont pas d'acquiescer la gageure. »

Et pourtant, monsieur Laberge affirme à Québec, sans sourire: « Il aurait été pour le moins indécent, pour le mouvement syndical de penser s'aligner avec ce « club des exploitateurs. »

Encore une fois, monsieur Laberge a raté une belle occasion de se taire.

Messieurs Jean de Grandpré, Paul Desmarais, Pierre Nadeau, Daniel Johnson et autres du Comité du Non n'ont guère besoin de moi pour les défendre contre

les attaques de monsieur Laberge. Leurs contributions multiples à leur province et leur pays témoignent éloquentement de leur dévouement et générosité.

Les attaques contre ceux qui bâtissent et contribuent à la société ne sont pas nouvelles au Québec. Compte tenu du dossier de l'agresseur, cependant, la simple prudence exige qu'on examine attentivement les créances de ce dernier.

Quant à moi, comme Québécois, je continuerai à respecter autant les honnêtes gens qui voteront Oui que ceux et celles qui voteront Non. Le sens de la démocratie n'en exige pas moins.

Comme président de l'Iron Ore, je suggère fortement à monsieur Laberge d'aller demander à ses membres de la Côte Nord, et plus spécifiquement à ses collègues métallistes, si eux nous rangent vraiment dans le « club des exploitateurs ». Je doute fortement qu'il veuille rendre publique la réponse que ces derniers feront...

Car un référendum est une chose trop sérieuse pour qu'on en profite pour mêler allègrement les pommes et les oranges. L'heure n'est pas à l'opportunisme et aux règlements de compte: le 21 mai, nous devons continuer à vivre ensemble et à bâtir notre vie collective.

Brian MULRONEY  
Président  
Iron Ore Company  
of Canada

# Notre avenir est-il entre les mains d'opportunistes et bluffeurs?

**LE RÉFÉRENDUM**

(...) Ce ne sont ni les souverainistes convaincus et sincères, ni les fédéralistes tout aussi convaincus et sincères, mais les «autres» qui vont décider du résultat final du référendum (...).

J'entends par les «autres»: les souverainistes conditionnels (...); les fédéralistes qui veulent utiliser le oui pour accélérer le renouvellement de la fédération; les «bluffeurs» (on n'a rien à perdre, on va voter oui pour voir ce qui va se passer!); les «risqueux sur le dos des autres» (ceux qui voteront oui... tout en se promettant bien de partir pour la Californie ou la Côte d'Azur «si ça coûte trop cher ou si ça ne marche pas à mon goût»... tout en laissant à leur sort évidemment les Québécois qui n'auront pas le choix et devront rester au Québec coûte que coûte, que se soit pour des raisons familiales, d'unilinguisme, de manque de ressources financières, etc.) En somme, les «autres», ce sont tous ceux qui voteront ou pensent à voter oui, sans être en faveur de la souveraineté politique véritable et totale.

Ce sont ces gens, ni fédéralistes, ni souverainistes, (et qui selon moi comptent pour le moins 30% de l'électorat) qui se feraient avoir en votant oui. Pourquoi? Parce que leur vote servirait alors à mettre en branle un lent mais inévitable processus vers la séparation politique du Québec. Et cela tout simplement parce que l'étapisme aurait franchi sa troisième étape absolument nécessaire à son

succès final (les deux premières étapes ayant été de faire accepter le principe du référendum et de l'étapisme même par le PQ en 1974, et la deuxième, évidemment, étant l'élection de novembre 1976). On peut, dès maintenant, entrevoir ce que serait le scénario des trois ou quatre prochaines années suivant un vote oui majoritaire en mai prochain: début très prudent d'une tentative de négociation avec Ottawa et les autres provinces canadiennes; refus (probablement malhabile et émotif) des autres gouvernements canadiens; fine et habile utilisation de la victoire et de cette situation par le PQ lors de l'étape suivante, soit la prochaine campagne électorale; (...) victoire électorale du PQ vers la fin de '80 ou le début de '81; succès répétés par la suite du Québec de négocier sur la base du projet souveraineté-association (de 1981 à 1983 ou 1984); mise en place ou arrivée «naturelle» de conditions et d'un climat propices à un vote final en faveur de la souveraineté pure et simple (sans association); exode de votants fédéralistes du Québec (surtout, mais non seulement, anglophones); exode de quelques autres sièges sociaux et entreprises du Québec; climat de frustration et d'épuisement moral de la population québécoise («il faut en finir»); niveau d'émotivité et d'impatience à la hausse au Canada anglais; publicité et communication du gouvernement du Québec axées sur les thèmes suivants: «Nous

autres on veut négocier, c'est eux autres qui ne veulent pas. Les anglophones ne veulent pas nous traiter d'égal à égal.» Etc.

Vers la fin de 1982, après de longues et savantes études et réflexions, M. Parizeau trouvera le moyen de dire qu'il n'a jamais vraiment cru à une monnaie commune... et proposera un dollar québécois (non un franc français, ça ferait trop peur!).

En 1984, alors que les non-francophones ne compteront plus que pour moins de 10% de la population, et que le vote fédéraliste convaincu ne se situera plus qu'à environ 40%, le référendum II l'emportera avec au moins 55% des votes.

Les thèmes de fond de la campagne référendaire du PQ (version 1984): «On ne peut plus reculer devant la mauvaise volonté et le mépris du Canada; Mettons fin une fois pour toute à notre statut de minorité méprisée et dominée; Le monde entier, et le Canada anglais surtout, se moqueront de nous et nous mépriseront si l'on refuse d'assumer notre destin historique; Il faut leur montrer qu'on est capable d'être solidaires devant leur provocation.»

Ceux qui sont pour l'indépendance politique du Québec (sans association économique avec le Canada) se doivent de voter oui. Ceux qui sont contre (et il existe plusieurs bonnes raisons d'être contre!) se doivent de voter non... Les autres qui ne pourront se brancher carrément pour ou contre la souveraineté totale (sans association) d'ici le 20 mai

devraient s'abstenir... ou voter non.

Les Québécois qui sont pour un fédéraliste renouvelé doivent bien comprendre qu'ils contrôleront de moins en moins la situation s'ils votent oui à un mandat de négocier la souveraineté-association et devront un jour accepter de vivre dans un Québec séparé ou quitter leur patrie québécoise.

Le PQ veut la souveraineté (essentielle) avec une association économique avec le Canada (souhaitable, mais non essentiel et non garantie à long terme de toute façon). Ceux qui veulent confier un mandat de négociation au PQ doivent bien réaliser ce sur quoi le PQ veut négocier et quel est son objectif ultime.

Les Québécois en faveur du fédéraliste renouvelé devraient se rappeler qu'on n'accorde pas un mandat à quelqu'un sans d'abord s'assurer qu'il va négocier ce qu'on veut qu'il négocie.

Je voterai NON parce que je crois que la qualité de vie des Québécois (socio-culturelle, politique, économique) sera plus élevée et mieux assurée dans un fédéralisme canadien renouvelé... et pour ce qui est de ceux qui refusent de voir que le fédéralisme canadien a beaucoup évolué depuis 1867 et ne croient pas qu'il pourra être renouvelé à l'avenir, il faudrait s'en reparler après le référendum qui porte d'abord et avant tout (et c'est le PQ qui l'a voulu) sur le projet péquiste.

Jacques LARIVIERE  
Saint-Bruno-de-Montarville

## «Deux peuples, donc deux pays»

(...) Un pays est son peuple et au Canada vivent deux peuples. Il est donc deux pays: le Canada anglais et le Québec. On ne peut le nier. Et le Québec, il y a 3 1/2 ans, a élu un parti qui avait pour raison d'être et de se battre d'écrire son pays. Et depuis bientôt trois ans et demi ce parti se dépense sans compter pour qu'il fasse toujours meilleur et vivre. Son but ultime est de nous donner un pays souverain, mais son but de tous les jours est de nous servir avec loyauté au meilleur de nos intérêts; et grâce à sa persévérance et à sa combativité, les preuves de son honnêteté et de sa compétence ne sont plus à faire. De sorte qu'aujourd'hui nous savons comme deux et deux font quatre que le Parti québécois travaille dans l'intérêt unique et absolu du peuple qu'il représente. C'est sa vocation.

Mais tout comme il peut constituer pour notre gouvernement le moyen de conduire notre pays à l'aube d'une ère nouvelle, où il pourra enfin voler de ses propres ailes et aller où bon lui semblera, le pouvoir est parallèlement

la fin vers laquelle tendent tous les efforts des députés de l'Opposition, et qui semble pour eux justifier tous les moyens. Les Péquistes ont supplié l'Opposition d'élever le débat référendaire au-dessus des chicanes partisans. Ce fut peine perdue. Pourquoi? Alors que les sondages montrent que le oui et le non se partagent presque également la faveur du public, toute l'Opposition s'est rangée en bloc du côté du NON. Par quel phénomène?

Simplement parce qu'ils ont soif de pouvoir. Une victoire du OUI au référendum signifie un renouvellement automatique du mandat du Parti québécois. Ça, l'Opposition y pense sans arrêt; elle ne voit que ça. Que le référendum soit, comme Claude Ryan l'écrivait lui-même il n'y a pas si longtemps, la chance à ne pas rater offerte au peuple québécois de réclamer et recevoir enfin son dû, l'Opposition s'en contre-fiche. Plusieurs d'entre eux, s'ils n'étaient pas députés de l'Opposition, voteraient OUI. (...)

Michel VIGNEAULT  
Saint-Léonard

## Attitude fort insultante

Récemment s'est tenu un «rallye des communautés ethniques», organisé par le comité du non. À cette occasion, des représentants de diverses ethnies ont fustigé le projet de souveraineté-association et le Parti québécois, les associant «tantôt au racisme, aux nazis, tantôt aux régimes totalitaires, au communisme, aux dictatures d'extrême-droite, tantôt à la destruction, à la mystification et à la torture».

Je considère une telle attitude extrêmement insultante pour les Québécois et les Québécoises. Plus de 41% de la population du Québec a voté pour le Parti québécois en 1976; est-ce à dire que tous ces hommes et ces femmes étaient des nazis, tortionnaires totalitaires...? Qui sont ces gens qui, reçus à bras ouverts nous envoient ensuite les pires insultes? J'aimerais rappeler à la représentante haïtienne que le député de Papineau, M. Jean Alfred, est d'origine haïtienne et qu'il est député du Parti québécois. Trouvez-moi un pays où un immigrant peut devenir député à l'Assemblée nationale après seulement sept ans de résidence.

Il faut dire que les grands organisateurs de cette soirée étaient le Dr André Fortas, officier supérieur du Parti libéral du Québec ainsi que M. John Ciaccia, député de Mont-Royal.

## Des actes criminels

(...) J'accepte qu'il y ait des gens qui veulent apporter des modifications à notre système fédératif. Ce que je n'arrive pas à digérer, c'est cette salade que les partisans du oui essaient de nous faire avaler par la malhonnêteté et parfois même la violence.

Des Québécois, Canadiens comme vous et moi, qui détruisent des affiches du Canada pour prouver leur appui à la proposition de M. Lévesque! Eh! bien moi, je vous dis que ce sont des gestes criminels qui commencent à se faire très fréquents chez-nous. Il a fallu seulement quelques temps pour que la pagaille s'installe dans le cœur des Québécois et que ceux-ci en arrivent à poser des gestes révolutionnaires.

Ils ont tous les pouvoirs, tous

## Une occasion unique

Les Québécois ont intérêt à savoir qu'un non les rapetise à la mesure de la basse «partisanerie» libérale et les accule sans merci à un isolement qui les maintient dans une dynamique négative de minoritaires, dans laquelle, face aux Canadiens anglais, ils ont toujours été les perdants (ex: 60,000 des nôtres à Montréal même vivent en anglais); ce qui à toujours constitué une perte de temps et d'énergies invraisemblables. (...)

Nous nous retrouvons par ce référendum dans une occasion

Ce dernier est bien connu pour ses prises de position contre les lois 22 et surtout 101, lois qui faisaient du français la seule langue officielle du Québec.

On a peine à retrouver dans ces meetings la rigueur intellectuelle quasiment cartésienne de M. Ryan. Alors que ce dernier se vante d'être sans peur et sans reproche, son entourage se comporte comme une bande de Béréts blancs hystériques.

Espérons que toutes les paroles blessantes lancées au cours de ce rallye resteront sans réponse. L'insulte est l'arme du faible, de celui ou celle qui n'a plus d'autre argument pour se défendre.

Prouvons aux nouveaux arrivants dans notre pays que notre but est d'en arriver à une nouvelle entente fondée sur l'égalité des peuples, dans un climat de fraternité et de coopération. S'ils ont été induits en erreur par certaines personnes, nous comprenons leurs craintes et leur pardonons. Mais il faudrait quand même qu'ils se renseignent avant de poser des gestes et de lancer des paroles comme celles qui ont été dites le week-end dernier.

Il faut dire oui au référendum.

Richard ASSELIN  
Montréal-Nord

## EN BREF

Pour ne pas ternir leur image de pays pacifique devant le monde entier les gouvernants du Canada anglais devront s'asseoir devant une table de négociation avec le Québec.

Déjà de nombreux peuples attendent que nous prenions nos affaires en mains afin de nous accorder clairement leur appui, ce qu'ils ne sauraient faire si nous nous disions non. Par un

oui, sans briser quoi que ce soit et sans brusquer qui que ce soit, le Parti québécois proposant un remaniement de nos relations avec les Canadiens anglais, nous nous introduisons dans une solidarité universelle qui nous apporte une bénéfique ouverture tant au plan économique que culturel. (...)

Honoré RIZZOLI  
Montréal

## Le bon sens à l'honneur

Monsieur Marcel Adam  
Editorialiste en chef  
LA PRESSE

Je tiens à venir vous féliciter pour votre éditorial du 19 avril. Certes, on peut dire que vous êtes habituellement égal à vous-même. Mais dans votre éditorial de samedi vous abordez le problème référendaire avec une hauteur de vue que beaucoup devraient vous envier. Un certain M. Dion en particulier. Auquel vous n'étiez pas sans penser, j'imagine, en écrivant cet article.

Je ne me mettrai pas en frais de vous rappeler quelles phrases de votre écrit sont percutantes; elles se tiennent toutes et finalement c'est votre page entière qui pose avec beaucoup d'exactitude le problème tellement sérieux de la véritable démocratie. (...)

J'en reviens à votre pensée centrale: on est en train, en effet, de démontrer que l'on a perdu le sens de la démocratie. Le gouvernement du Québec manigance les données du référendum à sa guise et selon les seules vues du Parti québécois et l'on n'entend guère que votre voix pour rappeler qu'il n'est pas sain, démocratiquement, de ne remuer que les passions lorsqu'il s'agit de débattre une question aussi grave. L'on ne cesse d'aiguïser l'émotivité autour de mots déjà puissamment chargés d'affectivité comme «nationalisme», «d'égal à égal», «souveraineté» et l'on force le débat à devenir une espèce de

surenchère comme s'il s'agissait de mousser la vente de deux produits commerciaux en rivalité! C'est absolument aberrant. Je n'admets pas que des gens sérieux puissent reconnaître comme suffisante une majorité ordinaire pour procéder au changement d'assiette politique d'un peuple. On semble admettre comme démocratique que 40 pour cent ou davantage des citoyens doivent accepter la décision simplement majoritaire des autres sur une question de statut politique! Quand il s'agit de changer un seul article de règlement régissant toute société démocratique, la loi exige 75 pour cent des votes. Pour fixer le destin d'un peuple, la moitié plus un suffit! Pourtant l'on veut un «oui» majoritaire; comment sera-t-il vraiment démocratique si personne n'a fixé la majorité nécessaire à démontrer que c'est véritablement la majorité qui désire le changement du statut actuel du Québec? (...)

Vous n'avez pas besoin de mes encouragements sans doute pour continuer votre calme lutte en faveur du bon sens. Quand même, il doit faire bon de se sentir épaulé. Vous avez mon appui et celui d'une multitude d'autres. Je pense aux femmes dont l'intuition ne trompe pas; elles ont joué un si grand rôle dans le passé, encore qu'il était effacé. Aujourd'hui encore, j'ai confiance.

Jean HUBERDEAULT  
Montréal

## Un manque d'honnêteté

Il est triste de constater le peu d'honnêteté des tenants du non qui confondent association et séparation. Cela fait douze (12) ans que l'on parle d'association et les tenants du non font semblant de comprendre séparation. L'association, c'est pourtant le contraire de la séparation. On ne peut pas s'associer en se séparant. Ce n'est pas logique.

Que M. Emile H.F.C. Genest ne comprenne pas cela ne surprendra personne (...). Mais qu'un homme qui se dit guidé par la main de Dieu tienne des propos propices à induire le peuple québécois en erreur, cela a de quoi étonner.

Le chef libéral a beaucoup changé (...). Négociation et non

destruction. M. Ryan. On accuse les tenants du oui de vouloir briser, voire détruire le Canada. Comment voulez-vous que l'on détruise un pays en négociant avec lui? C'est absurde, c'est illogique.

Le chef du non croit-il que M. Lévesque, en arrivant à Ottawa pour négocier la souveraineté-association, va exiger qu'un point de l'ordre du jour s'intitule: Destruction du Canada? Allez dire cela aux pompiers, M. Ryan et ils vont vous arroser.

Il est triste de voir le chef libéral prendre ses distances avec la logique, la morale et l'honnêteté la plus élémentaire.

Michel CHARETTE  
Montréal

## Il était une fois...

Il était une fois un petit «peuple» qui se croyait exploité par les méchants «capitalistes». Un mouvement se forma afin de les chasser et d'être «maîtres chez nous».

Comme le leader de ce mouvement de «libération» était un orateur charismatique, non seulement il sut enjôler le petit peuple, mais aussi certains hommes d'affaires, la majorité des professeurs, les syndicats (évidemment); certains prêtres et même des évêques lui firent confiance.

Puis vint au pouvoir, toutes les belles promesses de liberté, d'allègement d'impôts (après quelques années de pouvoir les coffres de l'Etat étaient vides: on accusait un déficit de deux milliards dont cinq cent millions étaient passés on ne savait pas

où) toutes ces belles promesses, donc, furent reniées (...).

Aux dernières nouvelles, on apprenait que 10,000 réfugiés étaient antassés à l'Ambassade du Canada et demandaient que différents pays consentent à les accueillir.

On commençait à les évacuer par petits groupes. Quand les premiers contingents purent sortir du «pays», des milliers de leurs compatriotes, partisans du pouvoir, s'étaient massés le long de la route qui mène à l'aéroport et insultaient des réfugiés: les uns criaient: «traîtres»; d'autres, «bon débarras pour nous»; d'autres «nous vous tuons»; d'autres encore criaient «vermine»; mais la majorité vociférait et scandait: «René... René... René...»

Simon BEAULIEU  
Sherbrooke

## La gauche rêve d'un oui

(...) En votant oui, je voterai Parti québécois et aussi avec la gauche et l'extrême gauche; pour ces derniers c'est une occasion rêvée d'accélérer leur idéologie. Si c'est oui au référendum, l'affaire est dans le sac; pour certains syndicalistes anciens ou en place le Parti des travailleurs sera sur pied et, salut René, maintenant on va se débrouiller. Le même scénario se répétera ici comme dans les pays aujourd'hui socialistes gérés sous la botte communiste.

A Cuba, on se plaignait qu'il y avait des riches et des pauvres,

aujourd'hui ils sont tous pauvres.

Ça commence toujours ainsi: réchauffer à fond les sentiments nationalistes, abattre les capitalistes profiteurs, exterminer les éléments indésirables. Soyons indépendants et dirigeons nos propres affaires, etc.

Indépendance pour qui (voir paroles d'un film québécois)? Des intérêts étrangers qui investissent dans d'autres provinces mais pas au Québec, eux aussi ont le goût du Québec! Pourquoi? (...)

Jean PERREAULT  
Saint-Basile-le-Grand

## Il faut un oui massif

Le Canada est un territoire qu'on n'habite pas majoritairement et où on ne peut pas imposer sa langue, sa culture et où les leviers de décisions économiques, sociales et politiques ne nous appartiennent pas vraiment car nous ne formons que 26 pour cent de la population canadienne et où à Ottawa le nombre de députés du Québec diminue par rapport au nombre de députés hors Québec (en 1867 nous avions 65 députés à Ottawa, aujourd'hui nous avons 75 députés tandis que la députation du Ca-

nada anglophone passait de 116 en 1867 à 207 en 1980.

Le cheminement qui nous est trop souvent imposé par la majorité anglophone d'Ottawa ne répond pas nécessairement à nos désirs et à nos besoins. (...) C'est seulement au Québec que nous sommes maîtres chez nous considérant que nous y formons 80 à 84 pour cent de la population. (...) On doit se dire oui à nous-mêmes, un oui massif au référendum.

Daniel GAUTHIER  
Magog

## Quelle prospérité...?

La plus belle farce référendaire du comité Pro-Canada aura sûrement été de poser une pancarte dans le village de Bic, quelques milles avant Rimouski. Celle-ci nous assène en plein visage une réalité inconnue de tous les habitants de cette région: «J'y suis j'y reste, pour ma prospérité».

Ces messieurs et dames auraient dû faire des recherches un peu plus approfondies sur la

«prospérité» de la région. 17 pour cent de chômage, un très grand nombre d'assistés sociaux et près de 40 pour cent de la population vivant sous le seuil de la pauvreté.

J'espère que les gens de ma région répondront à cet affront par un oui massif au référendum.

Yvan TREMBLAY  
Rimouski

# Tito: le pouvoir de refus et l'antidogmatisme

■ Tito reste un de ces «géants de l'histoire» dont André Malraux a dit que ce qui les définissait, c'était leur faculté de dire «non», leur pouvoir de refus.

Depuis le jour où, enfant de chœur giflé par un curé nerveux, il décida de ne plus remettre les pieds à l'église, Josip Broz, 7e des 15 enfants d'un forgeron austro-hongrois, a toute sa vie plié le destin à sa volonté.

par **Serge ROMENSKY**  
de l'Agence France-Presse

Son «non» le plus célèbre a été celui de juin 1948, lorsqu'il fut sommé par Staline de faire acte d'humble allégeance, il répondit en faisant charger ses canons aux frontières.

Tito a dit plusieurs fois que son défi à Staline avait été la décision la plus pénible de sa vie. Et pourtant, il y en avait eu d'autres, à commencer par celle de prendre en 1937, au pire moment des purges stalinienne, la périlleuse direction d'un parti communiste yougoslave alors déchiré par les intrigues, les ambitions et les dénonciations.

## Socialisme du citoyen

De la cantine du Komintern, à Moscou, où ses collègues dédaigneux refusaient de s'asseoir à sa table, au Tito en uniforme rutilant recevant sur son yacht les têtes couronnées, quel chemin parcouru... Un chemin qui est passé par la faim, le froid et les bombes, alors que Josip Broz, à la tête de ses partisans aux pieds nus dans la neige, attaquait les chars et les avions de l'occupant nazi.

Devenu maître, en 1945, d'un pays déchiré par les haines intestines, sous-développé, diminué de plus d'un habitant sur dix par les massacres de la guerre, Tito commença par imposer d'une main de fer, après une «purge» impitoyable, l'ordre et l'unité communistes. Mais après 1948, confronté à stalinisme, il en prend vite le contre-pied: Sta-



Sans abdiquer sa foi communiste, le maréchal Tito a toujours préconisé une voie indépendante pour les États socialistes et a fondé sa politique extérieure sur le non-alignement. L'un des fondateurs du mouvement des non-alignés, il a su garder son pays à l'écart des blocs jusqu'à la fin de sa vie.

On le voit ici avec les grands ténors du non-alignement lors d'une rencontre à New York en 1960. De gauche à droite: le premier ministre Nehru (Inde), le président Nkrumah (Ghana), le président Nasser (Égypte), le président Sukarno (Indonésie) et Tito.

line, c'est le «socialisme d'Etat». Le socialisme selon Tito, ce sera, d'une façon toujours plus marquée au fil des années, un «socialisme du citoyen», où l'usine doit appartenir à l'ouvrier, et

non à un anonyme bureaucrate de ministère. C'est ce que les Yougoslaves ont appelé l'auto-gestion, un concept dont ils admettent volontiers qu'il n'est pas parfait, mais qu'ils espèrent

être la moins mauvaise façon d'organiser la société.

Le pouvoir de refus et l'antidogmatisme: c'est tout le caractère de Tito ramassé en quelques mots. Sur le plan mondial, cela

s'est traduit par le non-alignement, l'opposition égale à tous les «blocs» et à toutes les inféodations, une politique qui a donné à la Yougoslavie un rayonnement international hors de me-

sure avec les dimensions du pays.

## Force de caractère...

Pour défier de la sorte à la fois le destin et les grands de ce monde, il fallait à Tito plus que de la force de caractère. Il a su être arrogant. Son physique massif, exsudant un débordement de vitalité jusqu'à un âge très avancé, sa démarche lourde, l'oeil impassible derrière la fumée des longs cigarets qu'il affectionnait, ont plus d'une fois désarmé des interlocuteurs très haut placés, qui s'attendaient à un petit chef d'Etat balkanique.

Ecrasant d'autorité, abrupt, conscient de sa valeur et de son étoile, Tito savait pourtant aussi être un causeur souriant, un hôte courtois, un mari attentionné. Il a toujours gardé la fierté de ses origines ouvrières, sans refuser un instant le brillant et le luxe départis à ses fonctions: il affectionnait particulièrement sa villa de l'île de Brioni au parc orné de sculptures antiques et au large de laquelle un yacht peint en blanc attendait en permanence ses ordres.

## ... et souplesse

Cette souplesse, cette faculté d'adaptation, l'ont souvent servi. On a pu voir Tito rire à gorge déployée, sous un chapeau de mascarade, à tel bal de nouvel an. Mais il aurait le lendemain, s'il l'avait fallu, pris un fusil à la tête de ses soldats.

Un tel personnage serait probablement arrivé au faite du pouvoir sous n'importe quelle latitude. Il a su faire d'un pays balkanique de vingt millions d'habitants une pièce respectée de l'échiquier mondial, et son pouvoir a duré plus longtemps que le royaume fondé en 1918. Né dans un très grand pays, Tito aurait peut-être fait trembler le globe. Tel qu'il était, avec les moyens qu'il avait, son «titisme» a complètement modifié les relations entre pays communistes, et, de ce fait, profondément marqué l'histoire contemporaine.

## Devant Moscou, une indépendance jamais démentie

■ MOSCOU (AFP) — Les relations entre l'URSS et la Yougoslavie socialiste ont été essentiellement et constamment conditionnées par le souci de Belgrade d'affirmer son indépendance et son autonomie d'action face aux pressions directes de Moscou puis à ses tentatives de «grignotage» de cette position.

Avant même de devenir officiellement le chef reconnu de la Yougoslavie, Tito avait eu, dans l'hiver 1944, une rencontre orageuse avec Staline qui voulait lui donner des leçons sur la manière de faire accéder au pouvoir les communistes yougoslaves. Son «entêtement» ne sera pas oublié par Staline qui ne cessera, jusqu'à sa mort, de vouloir s'en débarrasser. Il fait «excommunier» en juin 1948 à Bucarest Tito et ses camarades qui seront, jusqu'à 1953, l'objet des plus violentes attaques.

La «Pravda» le dénonce comme un assassin des «honnêtes communistes» yougoslaves. Le parti yougoslave est critiqué non seulement pour sa politique extérieure mais pour l'organisation économique du pays. Les Yougoslaves attaquent alors le comportement de l'URSS pendant la lutte des partisans yougoslaves contre le nazisme en dénonçant «la fable de l'aide soviétique à l'insurrection nationale yougoslave».

Le dégel intervient en 1955 quand Khrouchtchev vient à Belgrade rétablir les relations. L'année suivante, Tito se rend à Moscou en visite officielle et, quelques jours après son départ, la célèbre résolution du PCUS, dénonçant le culte de la personnalité de Staline, mentionne expressément ses erreurs dans l'attitude à l'égard de la Yougoslavie. A partir de ce moment un modus vivendi s'établit entre la Yougoslavie rebelle et le Kremlin.

## Le non-alignement

Les relations de la Yougoslavie avec le reste du monde, et en particulier le Tiers-monde, revêtent une grande importance, surtout depuis la fin des années 50,

quand Tito fonde le mouvement des non-alignés. Moscou ne cessera de guetter les faux pas que pourrait faire Belgrade dans ce jeu compliqué où il faut tenir compte de la stratégie de l'URSS, des États-Unis et de la Chine.

En 1956, les troupes soviétiques ont écrasé la révolution hongroise, et le vieux communiste Imre Nagy, l'ancien camarade de Tito à Moscou, devenu pour quelques temps le chef de la Hongrie, sera pendu un an et demi après. Tito condamnera vigoureusement l'occupation soviétique d'août comme il vient de condamner, à l'ONU, l'occupation de l'Afghanistan — un non-aligné — par les troupes soviétiques.

Entre-temps, la Yougoslavie a exprimé son opposition à l'engagement de Moscou aux côtés de l'Éthiopie contre la Somalie puis avec le Vietnam contre les Cambodgiens pro-chinois tout en réprovoquant l'intervention chinoise contre le Vietnam.

Toutes ces divergences n'ont pas empêché le maréchal Tito de faire à Moscou, depuis 1956, vingt voyages où il a, chaque fois, réaffirmé vigoureusement la position indépendante de son pays.

La conférence des non-alignés à La Havane était pour Tito la dernière grande confrontation avec les successeurs de Staline. Il y était longuement ovationné, mais la «Pravda» ignorait le discours-testament où il réaffirmait les principes du «mouvement» tels qu'il les concevait. Fidel Castro en devenait le président et c'était déjà un symbole quand on sait que la dépendance de Cuba par rapport à l'URSS est totale.

Mais il est symbolique également que le dernier grand voyage à l'étranger de Tito fut celui qui le mena à Pékin, via Moscou, en 1977. Et quand l'année suivante, Hua Guofeng lui rendit la politesse à Belgrade, les Soviétiques ne manquèrent pas de faire savoir que cette attitude de la Yougoslavie indépendante ne les satisfaisait pas.



En juin 1964, le maréchal Tito était reçu à Leningrad par son «ami» Khrouchtchev, consacrant la réconciliation du dissident yougoslave avec Moscou. Celui-ci rendait ainsi la politesse au Numéro 1 soviétique qui avait visité Belgrade l'année précédente.

## Un pays cimenté par un homme

■ PARIS (AFP) — Sept voisins, six nations (plus 18 «nationalités»), trois langues officielles, trois religions, deux alphabets, un parti — et un homme qui incarne la force de cohésion et l'indépendance. La Yougoslavie de Tito, c'est cela, et c'est ce qui explique les appréhensions qu'a toujours suscitées la perspective d'une Yougoslavie sans Tito.

par **Claudine CANETTI**

Entourée par sept pays dont trois (Hongrie, Roumanie, Bulgarie) sont membres du Pacte de Varsovie, une (Italie) appartient à l'OTAN, le cinquième (Grèce) pourrait y entrer à nouveau, le sixième (Autriche) est neutre et le septième (Albanie) farouchement isolé dans son socialisme pur et dur, la République fédérative de Yougoslavie est formée de six républiques fédérées: Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Macédoine et Monténégro. Au sein de la Serbie, deux régions, principalement peuplées d'Albanais (le Kosovo) et de Hongrois (la Voïvodine), jouissent d'un statut autonome.

## Les minorités

Les trois langues officielles sont le serbo-croate, écrit en caractères cyrilliques ou latins et parlé par les Serbes, les Croates, les Monténégrins et les Musulmans, le macédonien (proche du bulgare, alphabet cyrillique) et le slo-

vène (alphabet latin). Trois religions sont pratiquées: l'orthodoxe (Serbie, Monténégro, Macédoine, Bosnie-Herzégovine), le catholicisme (Croatie, Slovénie) et l'islamisme (Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Kosovo).

Parmi les 18 «nationalités» (terme préféré par la Yougoslavie titiste à celui de «minorité nationale»), les plus importantes sont les Albanais, les Hongrois, les Turcs, les Slovaques et les Tziganes.

L'importance que Belgrade a toujours attachée au problème des minorités dans le monde s'explique non seulement par cette mosaïque interne, mais aussi par le fait que de nombreux représentants des nations qui forment la Yougoslavie sont éparpillés dans des pays voisins: Croates en Autriche, Hongrie et Roumanie, Slovénes en Autriche, Italie et Hongrie, Serbes en Hongrie et Roumanie, Monténégrins en Albanie, Macédoniens en Albanie, en Bulgarie (qui conteste formellement ce «fait macédonien») et en Grèce.

## Le charisme de Tito

Que ce fantastique creuset de races (une douzaine de minorités yougoslaves ne sont pas des Slaves), d'ethnies et de religions ait été littéralement cimenté par la poigne et le charisme de Tito ne fait de doute pour personne. Le problème, lorsqu'on évoquait l'éventuelle disparition de ce ras-

sembleur prestigieux, était de savoir si des fissures, issues de vieilles rancœurs traditionnelles ou de disparités économiques (la différence est encore grande, par exemple, entre la Slovénie et le Kosovo, partie la moins développée de la Yougoslavie) ne vont pas apparaître et provoquer peut-être, dans un avenir plus ou moins lointain, l'éclatement de cette fédération.

C'est de toute évidence ce que le maréchal Tito lui-même a toujours craint, et c'est pour préserver à tout prix l'unité et la cohésion du pays qu'il a instauré d'une part une stricte collégialité dans les organes dirigeants du pays (à commencer par la présidence, où sont représentées toutes les républiques et régions autonomes) et d'autre part, un système original d'autogestion économique.

## Rivalités séculaires

Il n'en reste pas moins que les rivalités séculaires ne sont pas mortes, notamment entre les Serbes et les Croates, dont le destin dans l'histoire fut fort différent. La Serbie, noyau fédérateur de la Yougoslavie moderne et souvent soupçonnée d'hégémonie, formait dès le 12<sup>e</sup> siècle un Etat indépendant, puis tomba deux siècles plus tard sous la domination ottomane avant de recouvrer au 19<sup>e</sup> siècle son indépendance et la certitude de sa mission de rassembleur des Slaves du Sud.

La Croatie, conquise par les Hongrois au 12<sup>e</sup> siècle, passa également sous la domination ottomane mais fut pendant la plus grande partie de son histoire soumise aux influences occidentales. Inclus dans l'Empire austro-hongrois jusqu'en 1919, unis aux Serbes au sein du premier Etat yougoslave, les Croates eurent aussi, pendant la Seconde Guerre mondiale et avec l'appui de l'Allemagne nazie, un Etat indépendant créé par les Oustachis qui rêvent aujourd'hui de le restaurer.

A plusieurs reprises ces dernières années, les nationalismes croate et serbe se sont réveillés, matés à chaque fois par le président Tito, de même que les velléités de réveil des «kominformistes».

Pour d'autres républiques, c'est avec les pays voisins que des frictions surgissent: ainsi l'Albanie ne manque pas de relever les difficultés économiques des Albanais du Kosovo, et la Macédoine demeure un sujet de conflit permanent entre Belgrade, qui accuse la Bulgarie de ne pas reconnaître le «fait macédonien», et Sofia qui considère les Macédoniens de Bulgarie comme des Bulgares et ceux de Yougoslavie comme des «Yougoslaves de souche bulgare».

Un casse-tête général qui ne manquera pas de peser lourd dans les destinées de la Yougoslavie d'après-Tito.

# Tito meurt après une longue agonie

■ D'après UPI, AP, AFP — Le président Josip Broz Tito, le dernier des grands leaders de la 2e Guerre mondiale et le fondateur de la Yougoslavie moderne est décédé hier, trois jours avant son 88e anniversaire.

Le maréchal Tito était déjà mort depuis près d'une heure et demie quand le communiqué officiel des médecins qui le soignaient à Ljubljana a annoncé: «Le système cardiovasculaire s'affaiblit. Le président est entré dans une nouvelle phase critique.» Cette annonce a été faite à 16 heures 27 locales. Mais à 18 heures 43 locales, le communiqué de la direction du pays annonçant le décès indiquait qu'il s'était produit à 15 heures 05 locales.

Le communiqué officiel a été très court: «A la classe ouvrière, aux travailleurs et aux citoyens,

aux peuples et nationalités de la République socialiste fédérative de Yougoslavie — le camarade Tito est mort.»

La mort du héros national a été annoncée sans troubler dans les premiers moments l'atmosphère calme d'un long week-end printanier.

La nouvelle, d'abord annoncée par l'agence officielle Tanjug puis une dizaine de minutes plus tard à la télévision par un speaker en vêtements de deuil, n'a pas provoqué immédiatement de changements perceptibles dans le comportement des Belgradois nombreux comme à l'ordinaire à cette heure, surtout un dimanche, dans le centre. Sur Terazije, les Champs-Élysées de Belgrade, la foule assiégeait les autobus.

Beaucoup de gens n'ont, il est vrai, appris la nouvelle qu'en

rentrant à la maison. Contrairement à toute attente, en effet, rien n'a été fait pour créer une atmosphère très solennelle pour l'annonce du décès et la diffusion de la lecture du communiqué de la direction de la Ligue des communistes yougoslaves et la présidence collégiale qui assurent la succession du bâtisseur de la Yougoslavie socialiste.

Le communiqué médical détaillant les causes ultimes de sa mort indiquent que «des infections graves plusieurs fois renouvelées et la forte température prolongée, doublées des insuffisances rénales, des lésions du foie, des faiblesses cardiaques et du système circulatoire ont entraîné l'épuisement progressif de toutes les forces et fonctions vitales du président (Tito) pour l'issue fatale.»

Le chef de l'Etat yougoslave

s'est éteint après plus de deux mois et demi d'agonie. Hospitalisé le 12 janvier, il avait été amputé de la jambe gauche une semaine plus tard.

Le nom de Jovanka, veuve du maréchal Tito, écartée depuis trois ans de toute activité publique, ne figure pas dans les télégrammes de condoléances adressées hier soir par la présidence de l'Etat et le comité central à la «famille» du disparu.

De bonnes sources, on apprend que les auteurs de l'émission de télévision qui était consacré à une rétrospective de la vie de Tito ont reçu l'ordre de supprimer toute séquence où l'épouse Jovanka apparaissait aux côtés de son mari.

Le président Tito laisse deux enfants, Zarko, 56 ans, né de son premier mariage avec la Russe, Pelagie Belousova, et Misa, 40 ans, fils de sa 2e épouse Vene. Sa 3e épouse, Jovanka, n'a jamais été admise au chevet de son mari, selon des sources concordantes.



Le maréchal Tito

téléphoto AP

## Les messages de sympathie affluent Carter n'ira pas aux obsèques

d'après AFP, UPI, UPC

Les messages de sympathie affluent de toutes les parties du monde vers la Yougoslavie tandis qu'à Washington, on estime que le président Carter ne se rendra certainement pas à Belgrade pour assister aux funérailles du maréchal Tito si le président Leonid Brejnev décide de s'y rendre.

Le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt et le secrétaire-général de l'ONU, M. Kurt Waldheim ont été les deux premiers à annoncer leur présence aux obsèques de jeudi.

Le fossé entre les super-grands est trop considérable, fait-on remarquer de bonne source à la Maison-Blanche pour qu'il y ait rencontre entre Carter et Brejnev à Belgrade. Selon certaines informations en provenance de Moscou, Brejnev pourrait, lui, assister aux funérailles.

Il n'y a pas eu de rencontre entre des dirigeants des deux pays depuis le «coup de Kaboul».

Une délégation de «haut niveau» est en formation pour représenter les Etats-Unis, mais il est encore impossible de savoir si le vice-président Walter Mondale ou le secrétaire d'Etat désigné Edward Muskie ira à Belgrade.

Le président Carter a exprimé hier en son nom propre et au nom du peuple américain ses «sincères condoléances» et sa profonde sympathie au peuple yougoslave en ce moment tragique. En Union soviétique, l'agence Tass a été la première à annoncer le décès et une longue biographie du défunt a été diffusée. L'annonce de la télévision a été courte et a été insérée à la fin du bulletin international. Aucune mention n'a été faite de la rupture Tito-Staline et de la longue

campagne soviétique dirigée contre le «titisme».

Dans la capitale ouest-allemande, on indique de bonne source que le chancelier Schmidt et le président de la République fédérale, M. Karl Carstens, se rendront à Belgrade.

Le premier ministre canadien, Pierre Trudeau, a déclaré: «Je suis convaincu que la Yougoslavie saura poursuivre avec la force et l'indépendance qu'elle a su acquérir l'oeuvre en faveur de la paix et de la stabilité, à laquelle Tito a consacré toute sa vie.»

Dans les capitales européennes, la plupart des chefs de gouvernement ont rapidement transmis leurs vœux de sympathie. Mme Thatcher a rappelé qu'il a été l'allié de la Grande-Bretagne pendant la dernière guerre et à Rome, on a rappelé son rôle dans la construction du mouvement des non-alignés.

## Deuil de 7 jours en Yougoslavie

■ BELGRADE (AFP, AP) — Un deuil national de sept jours a été décrété pour la mort du maréchal Tito qui sera inhumé jeudi dans la capitale. Selon la constitution, M. Lazar Koliševski, le représentant de l'Etat de la Macédoine, est devenu le nouveau président de la République.

La dépouille du maréchal Tito, annonce-t-on officiellement, sera acheminée par train spécial de Ljubljana à Belgrade où elle arrivera ce matin.

Parmi les personnalités qui accompagnent le corps de Tito, figurent l'Albanais Fadil Hodja, membre de la présidence de l'Etat, le Slovène Stane Dolanc,

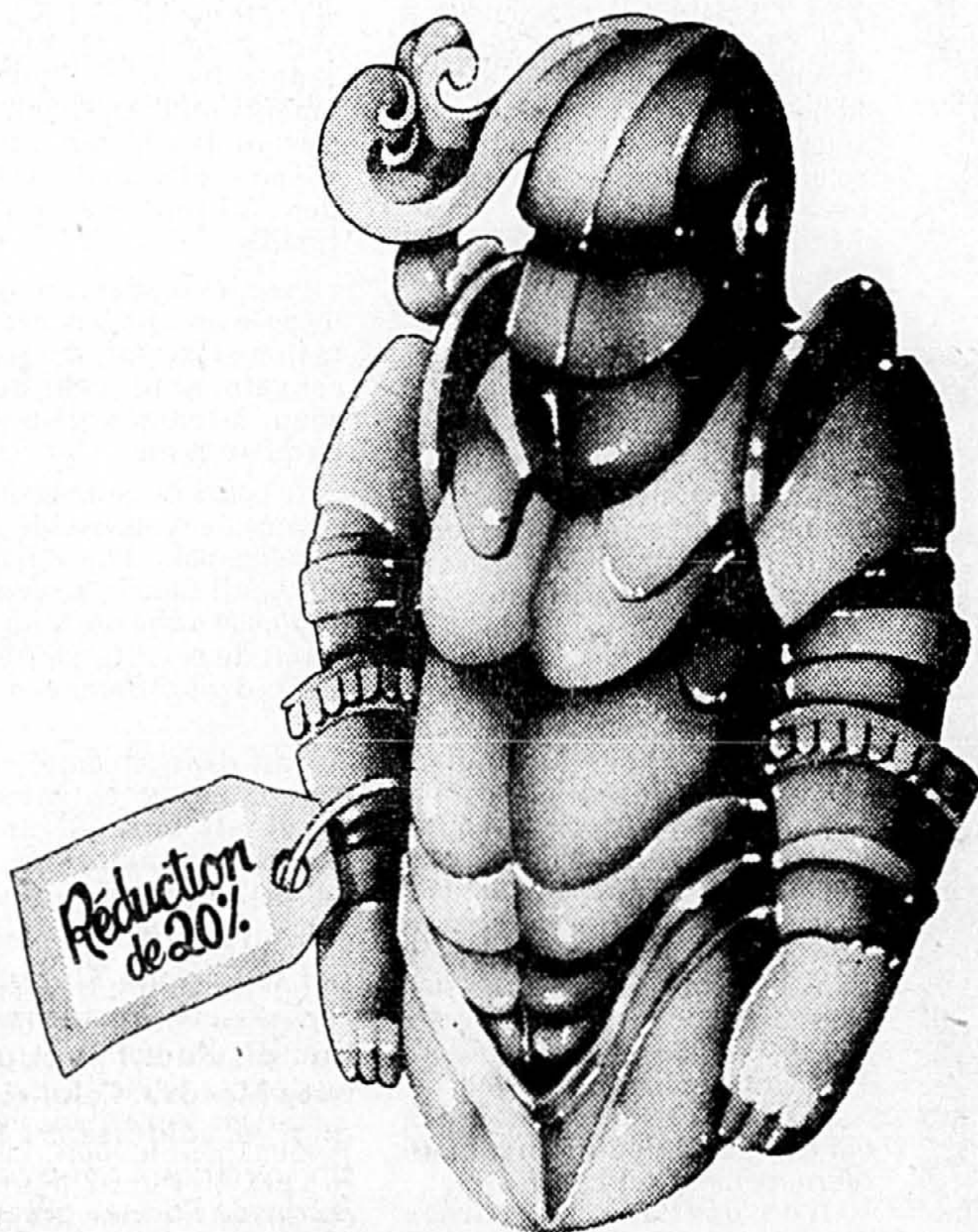
membre de la présidence du comité central du parti, le Bosniaque Todo Kurtovic, président de l'Alliance socialiste, le Croate Mika Spiljak, président des syndicats ainsi que des représentants des autres républiques.

La dépouille sera exposée au parlement fédéral à partir d'aujourd'hui jusqu'à jeudi. Une séance commémorative au niveau fédéral aura lieu demain.

Les délégations étrangères seront invitées à venir rendre un dernier hommage au disparu. Il sera inhumé jeudi dans l'après-midi au 15, rue Uzicka à Dedinje, dans le quartier cosu de Belgrade où se trouve sa résidence privée.

Relativement à la succession, on pense que dans le courant du mois de mai, selon le système de rotation institué par Tito lui-même, M. Cvijetin Mijatovic, représentant de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, accèdera à son tour à la présidence pour un an. Mijatovic a été élu hier soir vice-président de la République.

Le nouveau numéro un du parti est M. Stevan Doronjski, 60 ans, le président en exercice de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Il est Serbe et originaire de la province autonome de Voïvodine. Il est secondé par M. Dusan Dragosavac, un Serbe de Croatie, âgé de 61 ans, qui occupe officiellement le poste de secrétaire du parti.



## Une protection temporaire moins lourde, avec la New York Life.

C'est vrai. Une assurance temporaire peut vous coûter moins cher avec la New York Life. Nous avons en effet réduit les primes des polices importantes de 20 p. 100 et plus, pour de nombreux groupes d'âge, et nous garantissons qu'elles demeureront à ce bas niveau pendant au moins trois ans.

Si donc vous pensez à une assurance temporaire, regardez un peu autour. Assurez-vous cependant d'obtenir, de la New York Life, un devis des nouvelles polices temporaires

renouvelables chaque année et offertes à de nouveaux prix tout à fait intéressants.

Nos nouvelles polices temporaires à bas prix sont un autre exemple des efforts que nous faisons, à la New York Life, pour ajuster nos services à vos besoins.

Informez-vous auprès d'un agent de la New York Life à propos de nos nouvelles polices temporaires à primes réduites. Et n'oubliez pas que la New York Life sert le public canadien et taille des polices sur mesure pour lui depuis 122 ans.



**Au service des Canadiens depuis 1858.**

Assurances sur la vie, de groupe et santé, rentes et régimes de retraite

(514) 844-3373 à Montréal

Bureau 500, 2075, rue Université, H3A 2L1. Directeur: Donald H. Harvey, CLU

# AUVENTS Premier

DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

- PATIOS
- BALCONS
- ESCALIERS

- CLÔTURES
- ABRIS D'AUTOS
- MONTURES PEINTURÉS à l'émail cuit
- INSTALLATION RAPIDE effectués par des experts rayon 200 milles de Montréal
- Choix 23 gais coloris

25 ANNÉES D'EXPÉRIENCE

DEMONSTRATION À DOMICILE SANS OBLIGATION

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM CHOIX DE COULEURS

**CRÉEZ UN CACHET EXCLUSIF À VOTRE DEMEURE**

PREMIER vous offre des couleurs exclusives non disponibles ailleurs.

ESTIMATION GRATUITE **321-6410**

**PREMIER FIBRE-GLASS CONSTRUCTION INC.**

3390 Mont-Joli, Montréal-Nord. Tél.: 321-6410

**Propriétaires de Honda, pourquoi prendre des risques avec des inconnus?**

**VENEZ DONC, EN TOUTE CONFIANCE, CHEZ RALLYE HONDA POUR VOTRE SERVICE D'ENTRETIEN.**

*Vous verrez, entre Honda, on se comprend bien.*

**Angle Clément et Lafleur à LaSalle 364-1121**

**RALLYE HONDA**

**Le grand ralliement des p'tites!**

se fait chez...

## LE RÉFÉRENDUM

## L'ACTUALITÉ RÉFÉRENDUAIRE

## Pas de débat

Il semble bien qu'il n'y aura pas de débat télévisé Trudeau-Lévesque dans la campagne référendaire. Dans l'entourage du premier ministre fédéral, on considère absurde de croire que le chef de tout le pays rencontrerait en combat singulier un leader provincial. On estime aussi sans doute que ce serait là «passer par-dessus la tête» du chef officiel du «non», Claude Ryan, qui a déjà refusé un tel débat. Quant à M. Lévesque, il a tenu hier à préciser qu'il n'avait jamais voulu «lancer un défi» à son vis-à-vis fédéral, mais qu'il avait simplement répondu à une question d'un journaliste qui voulait savoir s'il aurait des objections à un tel débat.

## Lévesque et la violence

Le chef du camp du «oui» René Lévesque s'est demandé hier si ce n'est pas «le ton de la campagne du «non» ou leur mauvaise organisation» qui donne lieu à de la violence aux assemblées de M. Ryan. Il a noté que des partisans du «non» assistent souvent à ses propres assemblées, brandissant affiches et drapeaux, mais que ça n'a jamais résulté en des scènes de violence. De fait, cela s'est produit à au moins quatre reprises jusqu'ici, et chaque fois, la façon de procéder du premier ministre a été la même. Aussitôt que le chahutage débutait, il lançait un appel au calme, rappelait que «le lendemain du 20 mai, il va falloir encore tous vivre ensemble», et s'engageait à donner la parole aux partisans du «non» et à discuter avec eux à la fin de son discours. Dans un cas (au collège de Lévis), il en a même fait monter sur la scène avec lui. Hier à Saint-Hyacinthe, il a commenté «que des incidents de ce genre-là sont peut-être inévitables dans une campagne où les émotions sont aussi fortes que celle-ci». Puis, faisant allusion à ce qu'il a appelé «des attitudes provocatrices» de certains tenants du «non», il a ajouté: «Des fois, on a l'impression qu'ils s'arrangent pour avoir des problèmes... Je n'accuse personne, mais ça s'est déjà vu dans des élections d'organiser des incidents pour pouvoir ensuite jouer au martyr.»

## «Mon pays c'est le Canada»

L'ancien premier ministre du Québec, Jean Lesage, a sévèrement blâmé, samedi à Québec, les tenants du «oui» de jouer sur les équivoques en affirmant que le projet de souveraineté-association s'inscrit dans la suite logique et historique de la Révolution tranquille conduite par le gouvernement que dirigeait M. Lesage lui-même. Dans une allocution qui rappelait les meilleurs jours de la vie politique de l'ex-chef du gouvernement du Québec, celui-ci a parlé avec beaucoup d'emphase de son appartenance canadienne, tout en niant que son slogan «Maitre chez nous» de 1962 ait pu avoir quelques connotations indépendantistes que ce soit. «Je n'ai jamais songé pour un instant à l'indépendance du Québec, parce que je croyais et je crois encore qu'elle nous accule à la ruine économique», a dit M. Lesage. «Mon pays, c'est le Canada et ce titre de Canadien j'y ai droit de par ma naissance.»

## Bellemare hospitalisé

M. Ryan a rencontré vendredi soir dans un hôpital qu'il n'a pas nommé M. Maurice Bellemare,

ex-député unioniste de Johnson. Selon lui, M. Bellemare a dit qu'il avait bien hâte de sortir et qu'il attendait son congé médical et qu'aussitôt qu'il aurait ce billet en main, il s'engagerait dans la campagne avec le camp du «non», aux côtés de M. Ryan.

## Que des «OUI» sur l'exécutif

Les quatre vice-présidents de la section Québec du Crédit social du Canada, élus hier, sont toutes des personnes qui se sont déjà prononcées pour le «oui» au référendum, tout comme le nouveau président, l'ex-député de Bellechasse Adrien Lambert, et le chef du parti Fabien Roy. Les vice-présidents sont Claude Bélanger et Réal Ménard de Montréal, Winnifred Boulay de Québec et Gabrielle St-Onge de la Mauricie. Les autres anciens députés défaits le 18 février, Eudore Allard, C. A. Gauthier et Armand Caouette ont également joint le camp du «oui», tout comme le premier vice-président national du parti, M. Carl O'Malley de Montréal.

## Gais pour le «OUI»

Selon un sondage-maison réalisé au cours du mois d'avril auprès d'un échantillon de personnes d'orientation homosexuelle à travers le Québec, 81 pour cent des répondants diront «Oui» au mandat de négocier la souveraineté-association, tandis que huit pour cent d'entre eux diront «non» et neuf pour cent étaient indécis.

Des 102 personnes interrogées — tous des hommes d'une moyenne d'âge de 30,9 ans — 34 ont rempli un questionnaire reçu par la poste sur une base volontaire, et 68 ont été sollicités par un interviewer de vive voix ou par téléphone. 65,8 pour cent des répondants sont de Montréal et les autres du reste du Québec.

## À Hitler

Le maire de Sainte-Agathe, M. Jean-Paul Lacroix, qui agissait hier soir comme maître de cérémonie à une assemblée du «non», a dit que le chef du PQ lui faisait penser à Hitler.

«En 1939, il y a un individu qui a demandé une chance comme ça. Il a mis tout un pays puis tout un monde à l'envers. Puis avec son socialisme (sic), il a détruit un pays et un monde. Et les arrière-pensées du socialisme de Lévesque, ça me fait peur parce que c'est pas une élection mais un référendum.»

Auparavant M. Lacroix avait signalé que le PQ demandait une chance aux citoyens avec son «oui» et que si ça ne fonctionnait pas il en demanderait une autre chance.

## Journalistes hués

Les journalistes ont été copieusement hués, hier, à Rock Forest par le millier de personnes qui s'étaient rendues à l'assemblée régionale du «non». C'est lorsque M. Ryan leur a dit qu'ils n'étaient pas toujours bien informés par les médias au sujet de la campagne du «non» que la foule a manifesté sa désapprobation envers les représentants des médias.

## Les chefs

Le premier ministre et chef du camp du «oui» fait aujourd'hui campagne à Chicoutimi et Jonquières. Quant au chef du «non», Claude Ryan, il passe la journée dans la région de Montréal.

## Bourgault: l'attitude de Trudeau est une preuve qu'on est dominé par une autre collectivité

■ Pour l'indépendantiste Pierre Bourgault, l'attitude du premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau et de certains de ses homologues anglophones des autres provinces de refuser de négocier advenant une victoire du «oui» au référendum, est une «preuve absolue qu'on est

## JACQUES BOUCHARD

dominé par une autre collectivité et qu'on doit faire effectivement l'indépendance du Québec» pour être véritablement chez nous.

Au cours d'un entretien avec LA PRESSE, M. Bourgault a qualifié de «superficiel» le discours de M. Trudeau prononcé, vendredi, devant les membres de la Chambre de commerce du district de Montréal. Cette allocution, a-t-il souligné n'a touché que le côté organisation et M. Trudeau ne nous a pas parlé de l'avenir du Canada et de ce qu'il propose.

Ce pionnier de la première heure de la cause indépendantiste se demande aussi comment il se fait que M. Trudeau se soit servi de son nom et ceux de MM. D'Allemagne et Chapat pour tenter de «contrer» René Lévesque, alors que tous travaillent finale-

ment pour la même cause, mais avec des moyens peut-être différents.

Effectivement, M. Marcel Chapat participe régulièrement à des assemblées de cuisine, M. André D'Allemagne est membre du Regroupement national pour le «oui» et M. Bourgault prononce au moins huit discours par semaine.

Pour eux, et contrairement à ce que M. Trudeau a prétendu, la question référendaire est très claire et constitue une étape pour la cause de l'indépendance politique du Québec dans le cadre d'une association économique avec le reste du Canada, qui sera conclue par «des traités» comme cela se fait entre pays souverains au sein de la Communauté économique européenne, a souligné M. André D'Allemagne.

«Nous sommes restés fidèles à la cause, a affirmé M. D'Allemagne, mais je doute que Trudeau en ait fait de même ayant passé de l'étape démocratique à celle de la démagogie.»

Mais il reste un fait, a ajouté M. D'Allemagne, nous ne pouvons rien imposer au reste du Canada. «Mais je suis persuadé que les anglophones seront plus démocratiques que Trudeau et

qu'ils comprendront les avantages de l'association que nous proposerons.»

Pour sa part, Marcel Chapat ne croit cependant pas que la «diversion» tentée par Trudeau dans la campagne référendaire ait «tellement d'impact». Ce qui m'enrage et me choque cependant, c'est qu'au Québec Trudeau laisse tomber son nom anglophone Elliott pour s'en servir dans les autres provinces.»

D'un autre côté, M. Bourgault a fustigé l'exemple employé par M. Trudeau pour démontrer que le Canada ne serait pas nécessairement intéressé à s'associer avec Cuba ou avec Haïti même s'il y avait un référendum en ce sens dans ces pays.

À ce sujet, M. Bourgault s'est demandé quelle serait la réaction du Canada s'il vendait 50 pour cent de ses produits à ces deux pays et si on refusait une association dans ce contexte.

Par ailleurs, M. Bourgault a souligné que la question de l'indépendance qui est posée depuis plus de 20 ans au Québec a justement suscité cet exercice démocratique «le plus étonnant de l'histoire du Canada», qu'est l'actuel référendum.

En soulignant que de toute

façon «Trudeau et le Canada anglais ont toujours refusé de négocier depuis 20 ans», M. Bourgault estime que le présent référendum ne vise pas «à savoir ce que sera la réaction des autres provinces actuellement. L'opération vise à savoir ce que nous voulons, nous du Québec, et rien d'autre».

Et, ajoute M. Bourgault, Trudeau s'est bien gardé de dire un mot, lors de son allocution, sur la moindre proposition qu'il pourrait faire alors qu'il a mis sur les tablettes le rapport Pépin-Robarts sur l'unité canadienne. Il doit baisser le ton.

«Mais de toute façon, même s'il proposait quelque chose, cela ne voudrait rien dire, puisqu'il fait habituellement le contraire de ce qu'il propose. Il avait déclaré qu'il ne gênerait pas les prix et les salaires et il l'a fait. Il avait promis qu'il n'augmenterait pas le pétrole comme les conservateurs, et il l'a fait», a noté M. Bourgault.

«Il ne faut pas non plus oublier que Trudeau a eu un vote nationaliste de la part des Québécois lors de la dernière élection. Les Québécois ont démontré qu'ils voulaient régler cette question entre eux», a conclu M. Bourgault.

## 20,000 adhésions pour «l'express du OUI»

■ A bord d'un autobus spécial, «l'express du oui» qui circule dans les rues de Montréal, MM. Camil Laurin, Marcel Léger, Claude Charron et Rodrigue Biron s'amuse comme des collégiens à compter les affiches du «oui» et à saluer les passants. Le soleil brille, comme le visage des quatre hommes.

Si l'enthousiasme augmente dans l'Est, il diminue dans

## MARTHA GAGNON

l'Ouest. Un peu comme le nombre des pancartes. Après une visite dans le comté de Saint-Laurent, un des organisateurs de la tournée fait remarquer qu'il est heureux de revenir «chez lui», dans Lafontaine.

Durant toute la journée de samedi, l'autobus décoré de drapeaux du Québec s'arrête devant des comités du «oui» où des supporters accueillent joyeusement le quatuor. A chaque endroit, Rodrigue Biron fait une entrée remarquée. Les gens l'applaudissent très fort, lui font signer des autographes et s'approchent de lui pour converser. Dans le comté de Gouin, ils sont plusieurs à venir lui demander ce qu'il pense de l'attitude du chef par intérim de l'Union nationale, M. Michel Le Moignan qui est aussi vice-président du regroupement pour le «non».

«Il n'a pas l'air bien heureux ce monsieur», déclare un homme âgé. M. Biron sourit et répond: «Je puis vous dire que dans ses tristes, il est pour le «oui». Mais, il a un rôle de parti d'opposition à jouer. Pourtant, je sais que Le Moignan est plus nationaliste que je le suis. Je ne lui reproche pas son attitude actuelle. C'est

un homme que je respecte. Je continue de penser qu'il mettra une croix devant le «oui» le jour du référendum.» Devant chaque regroupement, M. Biron tient le même discours: C'est pour ses enfants qu'il a accepté de s'élever au-dessus de la partisanserie pour dire «oui». Il invite les gens à l'imiter au sein de leur famille.

Pour les leaders du «oui», cette tournée en autobus est une opération-stimulation qui vise à convaincre les gens de tenir le coup, à tenir la pédale à fond jusqu'au 20 mai.

Au cours de cette visite de cinq comtés, le responsable de l'organisation pour l'île de Montréal, M. Camil Laurin a recueilli plus de 20,000 adhésions au «oui». Il s'agit du résultat de regroupements dans différents milieux de vie.

C'est dans le comté de Lafontaine que des cheminots sont venus attendre «l'express du oui» pour remettre une pétition de 950 noms qui signifie ceci: Les travailleurs du rail québécois refusent de faire l'atruche à l'intérieur du statu quo.

Tout au long de la journée de samedi, des hommes, des femmes et des jeunes ont signé leur nom dans le registre du regroupement pour le «oui». La première à poser ce geste historique a été Mme Yvonne Henry, une grand-mère qui a obtenu un «oui» des 18 membres de sa famille.

La visite s'est terminée à la taverne Le Trappeur où les «ouiters» et les «ouitresses» ne sont pas venus nombreux, contrairement à ce que l'on avait prédit.



Camil Laurin et Marcel Léger devant «l'express du oui». Ils s'amuse comme des collégiens.

## «Y'A RIEN LA», SELON RAYNAULD

## La cote AA: ça fait plaisir, dit Parizeau

■ Pendant que le ministre des Finances Jacques Parizeau se réjouissait publiquement de la décision de l'agence américaine Standard and Poors de maintenir la cote AA du Québec et d'Hydro, la critique financier de

## ALAIN DUBUC

l'opposition affirmait «qu'il y'a rien là».

C'est en effet visiblement ravi que M. Parizeau a commenté samedi, en conférence de presse, une nouvelle parue la semaine dernière dans LA PRESSE, «voulant que le crédit du Québec sur les marchés financiers américains se maintienne, même si le «oui» l'emportait au référendum.

«Ça fait plaisir», a lancé M. Parizeau, notant que la décision de la firme américaine «tombe au bon moment».

Il a néanmoins tenu à préciser et à nuancer la portée et la signification d'une telle décision, qui n'est en aucun cas un jugement

de valeur sur les événements politiques qui se déroulent actuellement au Québec.

«Tout ce que cela veut dire, c'est que la situation financière et économique du Québec reste saine et que le vote du 20 mai ne l'affectera pas», a-t-il noté. «Le seul critère de Standard and Poors, c'est l'état des finances publiques et la capacité de la province à rembourser.»

Cette évaluation est de fait la même que celle de M. André Raynaud, quoique les deux économistes divergent néanmoins d'opinion sur les implications référendaires de l'événement.

«Ces gens-là ne portent pas de jugement politique», a ainsi affirmé M. Raynaud. «Ils n'attachent pas de grande importance aux changements politiques. Ils regardent avant tout la situation financière et la capacité de payer.»

Pour M. Raynaud, il n'y a rien là parce que «c'est incontestable que le gouvernement du Québec a de quoi payer.»

Les représentants de la firme Standard and Poors ont passé deux jours à Québec vers la fin du mois d'avril pour remettre leur dossier à jour. «Ils vont très loin dans leur analyse», a souligné M. Parizeau. Ils exigent de nombreux documents économiques et financiers et procèdent également à des rencontres en profondeur. C'est ainsi que Jacques Parizeau a été longuement interrogé sur le sens du vote au référendum, sur le second référendum, de même que sur les engagements de son gouvernement.

M. Raynaud, en tant que critique financiers de l'opposition a également rencontré les financiers américains. «Je leur ai donné mon avis sur la situation et l'évolution de la situation financière du Québec», a-t-il souligné.

«Je leur ai dit que la situation financière du Québec n'était pas différente et dont que le crédit du Québec devrait rester où il est. J'ai trouvé qu'il faisait partie de mes responsabilités d'être

le plus objectif possible et de ne pas noier la situation. Je n'ai pas fait de politique avec cela.»

## Effets référendaires

C'est pourquoi, selon M. Raynaud, cette décision «n'a aucun rapport avec les problèmes économiques que l'on discute à l'occasion du référendum.

«On comprendra sans peine, a de son côté affirmé le ministre Parizeau, l'importance d'une telle décision dans les circonstances actuelles. Alors que se multiplient chez les porte-parole de la campagne du «non» les mises en garde relatives aux conséquences économiques et financières de voter «oui», une des deux grandes agences américaines établissant les cotes de crédit, en arrive à la conclusion que, quelque soit le résultat du vote, elle ne voit pas de raison de modifier la cote du Québec.»

«Cela ramène à leur juste mesure les craintes que l'on

cherche à propager dans la population à l'égard des lendemains du 20 mai.»

## Autres décisions

Standard and Poors est, avec Moody's, l'une des deux grandes agences américaines qui décernent des cotes aux organismes qui émettent des obligations aux États-Unis.

Ces cotes sont en quelque sorte des diplômes qui permettent à l'investisseur d'évaluer la fiabilité, ou le degré de risque d'un investissement. La meilleure cote est la triple-A, détenue par exemple par le Canada ou l'Ontario, suivi de très près par le double-A. En tout, il y a neuf degrés décroissants de qualité qui vont jusqu'au triple-C.

On ne peut pas exclure l'éventualité que Standard and Poors procède à une autre révision, suivant l'évolution politique au Québec, puisque leur décision, si elle tient compte du référendum

du 20 mai, ne porte pas de jugements sur ce qui pourra éventuellement survenir, notamment la souveraineté-association. «Ces gens-là sont pragmatiques, note M. Parizeau. Ils traversent les ponts lorsqu'ils se présentent. Pour eux, le vote du référendum, c'est un premier pont.»

M. Raynaud estime quant à lui qu'il est tout à fait possible que les agences remettent leurs évaluations en cause d'ici un an. «Ces gens-là font des évaluations à mesure que les événements se produisent.»

Cela est confirmé par une déclaration d'un représentant de l'autre agence, Moody's Investors service, qui maintiendrait également sa cote quelle que soit l'issue du référendum. M. Tim Crowell affirme toutefois que si le Québec arrive à la souveraineté politique, assortie d'une association économique avec le reste du Canada, «il serait difficile de leur accorder une cote aussi élevée qu'à l'heure actuelle.»

LE RÉFÉRENDUM

LÉVESQUE À SAINT-HYACINTHE

Le fédéral décourage les efforts du Québec en matière d'agriculture

«Pendant que le fédéral se sert de l'argent de nos taxes pour faire du développement ailleurs, il nous paie de l'assurance-chômage et nous traite comme si on était des gens entretenus: Toi, tais-toi, et prends ce qu'on te donne!»

«unique au monde pour un peu-ple de 6 millions» au cours des 25 ou 30 dernières années; 24 pour cent de la population est aux études, le plus haut taux de scolarisation en Amérique du Nord; nous produisons le tiers des diplômés en administration au Canada.

A l'appui de sa thèse, il a cité ses autres exemples habituels: un système d'assurance-auto qui est un modèle du genre et dont le coût de base n'a pas monté en trois ans, Hydro-Québec «champion du monde en hydro-électricité», la meilleure performance économique provinciale

depuis deux ans après l'Alberta («à cause du pétrole mais ça ne va pas durer»).

«Si tout ça ne débouche pas, ne débouche pas, a-t-il ajouté, si nos horizons restent fermés, ça va créer chez toute une génération qui monte des frustrations non seulement politiques, mais

sociales telles que ça risque de nous sauter dans la face!»

Or, a-t-il poursuivi, qu'est-ce qu'un «non» peut amener comme déblocage, malgré les assurances des fédéralistes? «Ryan a publié son Livre beige qui est une démission par anticipation; il y a même ajouté en proposant il y a trois jours qu'on cède à une agence commune la perception des impôts, la seule marge de manoeuvre fiscale qu'ait le Qué- bec.

«Quant à M. Trudeau, je l'ai écouté, il y a deux jours, nous comparer à Haïti et Cuba, deux dictatures parmi les plus dures actuellement, et pendant qu'une bande de concombres à la Cham- bre de commerce riait et applaudissait, moi j'ai eu honte.»

Sur le «fédéralisme renouvelé» tel que pratiqué par le premier ministre fédéral, le chef du «oui» a donné en avertissement l'ex-emple des deux «concessions mineures» que M. Trudeau a vigoureusement reproché à Joe Clark d'avoir faites aux provin- ces (loteries et droits miniers sous-marins): «Même qu'il menace de remettre ça à l'étude, même ce qui est déjà signé... Imaginez la force des promesses qu'il peut nous faire.»

Ce qui veut dire, d'après lui, que «si c'est «non» le 20 mai, il va falloir prendre notre trou pour un grand bout de temps». En effet, «si on laisse aux politi- ciens le soin de régler ce problè- me, ça fait 40 ans qu'ils essaient et que ça n'aboutit à rien.

«Dans les pays civilisés, quand les politiciens n'arrivent pas à s'entendre, c'est le peuple qui reprend le pouvoir entre ses mains et qui dit: Voilà la direction que je veux qu'on prenne. C'est ça, un référendum, c'est ça qu'on vous demande pour le 20 mai: «Que le peuple du Québec mette tout son poids dans la balance pour obtenir un déblocage.»



En route vers Saint-Hyacinthe, le premier ministre René Lévesque s'est arrêté hier midi visiter la ferme de M. Hilaire Michon, à La Présentation, où il a rencontré plusieurs agriculteurs qui lui ont remis une pétition en faveur du «OUI» signée par quelque 350 des leurs. Il a admiré l'étable qui abrite quatre-vingts vaches laitières, et a conduit un tracteur auquel était accroché une semeuse à blé.

YVES LECLERC

C'est sur le thème de la capacité et du devoir qu'a le Québec de développer ses propres affaires à sa façon que le premier ministre René Lévesque s'est attaqué hier à Saint-Hyacinthe aux aspects référendaires des questions agricoles.

Il a dénoncé le fait que la province n'a eu droit qu'à 6 pour cent des achats que fait l'ACDI pour ses programmes d'aide aux pays en voie de développement (\$80 millions sur un total de \$1,5 milliards), et que le ministère fédéral de l'Agriculture «n'ait aucun contact avec la réalité québécoise: le dernier ministre de l'Agriculture à Ottawa venu du Québec s'appelait Sidney Arthur Fisher, et c'était le 13 juillet 1896...»

A son avis, le fédéral décourage les efforts du Québec pour accroître et diversifier sa production agricole. Et «dans un monde où la moitié des gens ne mangent pas à leur faim, une société qui ne produit pas tout ce qu'elle peut produire se déshonore», a-t-il poursuivi.

Or, au Canada, les seuls territoires agricoles dont le gouver- nement fédéral s'occupe sont «l'Ouest, grenier du pays; l'Ontario, jardin du pays; et les Maritimes, maraîcher du pays.»

Puis, élargissant son thème, M. Lévesque s'en est pris «non pas au Canada, — on n'a rien contre le Canada, — mais au maudit régime d'inégalité» qui empêche le Québec de poursuivre son développement.

Nous avons connu, a-t-il affirmé, une période de rattrapage

RAYNAULD:

L'aveu de Fortin, un aveu d'impuissance

■ Ce sont sur des considéra- tions d'ordre politique, culturel et social et non pas écono- miques que les citoyens devront fonder leur jugement lorsque viendra le temps de voter le 20 mai.

ROGER LEROUX

S'il fallait que les économistes reconnaissent une nouvelle fois les limites de leur discipline face à l'évaluation des avantages et des désavantages économiques de la souveraineté-association ou du fédéralisme, l'économiste, Pierre Fortin, de l'Université Laval l'a fait on ne peut plus clairement, hier, lorsque l'émission de Radio-Canada, Référen- dum Noir sur blanc, l'a associé au ministre Bernard Landry dans la défense du «oui» contre l'ex-premier ministre Robert Bourassa et le critique économi- que du Parti libéral, André Ray- naud.

Au terme d'un débat de pres- d'une heure, M. Fortin a déclaré que le projet du Parti québécois, au plan technique, ne semble «ni donner d'énormes avantages, ni donner d'énormes inconvénients sur le plan économique.

«Sur le plan technique, le dé- bat aboutit là», a précisé M. For- tin pour qui «il faut donner la chance au projet du PQ de se réaliser compte tenu du projet, que lui oppose le Livre beige.»

Il n'en fallait pas plus pour amener M. Raynaud, à conclure à une défaite des partisans de la thèse du PQ et à un aveu d'im- puissance. «Je suis très surpris que des gens nous disent tout à coup qu'après avoir analysé des arguments économiques, ne pas en avoir trouvé qui faisaient leur affaire, il faille conclure qu'il faut passer à des facteurs politi- ques.»

Au cours de ce débat, monopo- lisé dans sa plus grande partie par les questions énergétiques et monétaires, aucun des interven- tants n'a apporté d'éléments nouveaux par rapport aux prises de positions des deux parties depuis quelques semaines.

Aux arguments du ministre Landry voulant qu'il ne faille pas compter à long terme sur les avantages que procure actuelle- ment le fédéralisme au niveau des prix pétroliers, MM. Bourassa et Raynaud réaffirment que les approvisionnements et les prix des produits pétroliers plus bas sont garantis pour une période beaucoup plus longue.

A la théorie du triangle de M. Bourassa qui crée des liens indissociables entre monnaie-fiscalité et représentation, le mi- nistre Landry réplique que sui- vant cette logique, il faudrait que le Canada ait des représen- tants aux Etats-Unis puisque c'est là qu'est décidée en gran- de partie la politique monétaire du Canada.

Un défilé pour le OUI

■ Un défilé du «oui» com- portant 150 voitures décorées de banderoles est parti d'un centre commercial de Longueuil pour se rendre jusqu'à l'école polyvalente André-Laurendeau de Saint-Hubert où avait lieu une assemblée publique avec la par-

GERMAIN TARDIF

ticipation de trois ministres du gouvernement québécois, hier après-midi.

Le défilé s'est mis en branle sur le boulevard Roland-Therrien puis a emprunté le chemin de Chambly pour se rendre en- suite à l'école en passant par une bonne demi-douzaine de rues de Saint-Hubert.

Chemin faisant, d'autres auto- mobiles s'ajoutaient au défilé bruyant et coloré, si bien qu'ar- rivé à l'école, il en contenait au moins 200, sans compter la cin- quantaine d'autres venues du comté de Chambly.

Plus d'un millier de personnes ont rempli la salle, dont la capa- cité est de 600 personnes assises, et les corridors environnants, pour entendre les ministres Pier- re Marois, Denis Lazure et Guy Joron.

Le ministre Lazure, tout en affirmant que le «oui» conserve son avance, a déclaré que la lutte est quand même serrée. «S'il fallait que le «non» l'emporte, a-t-il dit, cela signifierait que la majorité francophone du Québec est prête à continuer à se laisser diriger par la minorité anglopho- ne.»

Pour le ministre Marois, un «non» serait l'équivalent de dire qu'on s'excuse d'avoir été mal- commode et qu'on donne aux autres parties du Canada la permission de nous dire «écrase- toi, Québec.»



photo Armand Trottier, LA PRESSE

En soirée hier, Claude Ryan s'est adressé à des sympathisants de Saint-Adolphe-de-Howard.

Ryan met ses troupes en garde contre un excès de confiance

■ ROCK FOREST — Devant plus de 1,000 partisans réu- nis dans une salle à Rock Forest à l'occasion de l'assemblée régionale du «non» de l'Estrie, M. Claude Ryan les a mis en garde contre l'excès de confiance qui

semblerait. «Comme ils n'ont pas de réunions, ils viennent partici- per aux nôtres et veulent nous empêcher de parler librement aux citoyens. Ne vous laissez point intimider par ces menaces, ce chantage et les autres actes d'intimidation. Discutez rigou- reusement. Si vous ne vous en sentez pas la capacité, gardez le secret sur vos intentions jus- qu'au 20 mai.»

Puis le chef du «non» a donné l'Estrie comme un exemple d'une région où l'harmonie régnait entre les deux communautés anglophone et francophone. Il a rappelé que la région s'était d'a- bord peuplée de loyalistes, puis progressivement de francopho- nes, jusqu'à ce que ces derniers forment l'élément dominant. Selon lui, l'évolution démogra- phique de la région s'est faite dans la paix ce qui n'a pas empê- ché les francophones de s'affir- mer avec vigueur.

Il a ensuite dénoncé l'attitude du gouvernement Lévesque qui, par son refus de permettre aux anglophones des autres provin- ces de faire instruire leurs en- fants dans leur langue au Qué- bec, a fait en sorte que le projet d'implantation du service fédé- ral de la cartographie ne se réa- lise pas. Ce projet devait créer quelque 700 emplois nouveaux à Sherbrooke.

«Le gouvernement a privé la

région d'un enrichissement éco- nomique et culturel. C'est le camp de la négation et de la destruction du système fédéral» a-t-il dit.

Plus tôt, M. Camil Samson, chef démocrate-creditiste, avait stigmatisé l'aventure dans la- quelle le PQ veut entraîner les Québécois. «Ils agissent comme une agence de voyages qui nous invite à voyager maintenant et à payer plus tard. Eux, c'est dites «oui» maintenant et payez cer- tainement plus tard.»

M. Heward Grafftey, ex-mi- nistre des Consommateurs dans le cabinet Clark, a pour sa part indiqué que les gens des Cantons de l'Est n'étaient pas satisfaits du statu quo mais qu'ils acce-ptaient le défi canadien à la condition d'y apporter des améliorations.

Enfin, M. Michel Le Moignan a admis qu'il pouvait y avoir des différends entre lui, le chef libé- ral Claude Ryan et M. Camil Samson au cours de la campa- gne, mais il a ajouté que per- sonne n'avait mis en doute jusqu'à présent leur loyauté.

Vers l'heure du souper, M. Ryan a été accueilli à l'aéroport de Mirabel par des centaines de supporters à qui il a adressé quelques mots et il devait se rendre en soirée participer à une assemblée à Saint-Adolphe-de-Howard.

JEAN-FRANÇOIS BERTRAND:

Quand on comprend le risque de dire NON, on comprend la nécessité de dire OUI

■ Eux qui se souviennent de Duplessis et qui ont approu- vé ses démarches en faveur de l'autonomie du Québec, ont applaudi son discours, hier, à l'é- glise de la Nativité d'Hochelega.

MARIANE FAVREAU

Mais ils ont ovationné le fils de l'un de ses ministres et succes- seur, le député Jean-François Bertrand, venu expliquer à quel- que 200 personnes du troisième âge que les revendications du Québec n'ont pas changé et qu'il faut maintenant faire le passage entre le passé et l'avenir en votant «oui» au référendum.

Pour faire le pont entre les générations, M. Fernand Lizotte et M. Lucien Tremblay, tous deux députés UN sous Duplessis, ont rappelé des épisodes des luttes contre «le pouvoir centralisa- teur d'Ottawa».

«Nous avons toujours gardé le flambeau allumé pour le trans- mettre aux jeunes générations, de dire l'ancien ministre Lizotte, pour que nous soyons maîtres de notre destin... Nous avons dû faire des erreurs comme gouver- nement mais nous avons tou- jours veillé à la sauvegarde de nos droits.»

Auparavant, Maurice Duples- sis, dans un de ses discours enre- gistrés par les disques Patrimoine, avait appelé à ses auditeurs ses démarches à Ottawa, à la conférence fédérale-provinciale de 1945. «Le Québec est prêt à collaborer... mais en gardant nos prérogatives et en restant maître chez nous.»

Où encore: «Nous donnons la main à Ottawa, nous, descen- dants d'une race fière, d'égaux à égaux, pour le bien du pays et pour le bien des provinces, au moyen d'une législation concurren- te.»

«Jeune «flo» ému dans une assemblée de vieux bleus», le député de Vanier, Jean-François Bertrand, a conquis son auditoi- re par une rare éloquence. Il a d'abord rappelé que s'il était du Parti québécois, c'est qu'il avait compris le message de l'Union nationale «qui fut le premier parti québécois, sans racines

fédérales», celui des Duplessis, des Johnson, des Bertrand.

Il a surtout élaboré sur les rai- sons de dire «oui» au référen- dum, insistant sur les raisons négatives: «Quand on comprend le risque de dire «non», on comprend la nécessité de dire «oui».

Il craint l'avenir du Québec selon le Livre beige et selon Claude Ryan, «prêt à céder au fédéral le contrôle des impôts, les politiques sociales, les com- munications, les richesses natu- relles, les garanties linguisti- ques.»

Assurant que seul un «oui» peut faire débouler le dossier constitutionnel, il invite ses auditeurs à penser à qui ils feraient plaisir en disant «non». D'abord à Pro-Canada et aux grandes entreprises qui disent si bien qu'ils sont au Canada pour leur propre prospérité et leur propre sécurité.

Faire plaisir aux premiers ministres de l'Ouest? «Veut-on que le Québec subisse le même sort que tous les francophones disparus dans ces provinces? De 45 p.c. de la population qu'ils étaient en 1890, les Franco-Manitobains ne sont aujourd'hui que 4 p.c.»

Faire plaisir à Trudeau? «Depuis 15 ans qu'il est à Otta- wa, il n'a pas changé une virgule à la constitution. Peut-on le croire quand il dit qu'un non va changer la constitution?»

Aux habitants de Winnipeg, Vancouver, Toronto? «Ils nous huent et nous conspuent quand Doucet chante «O Canada» en français.» Saluant au passage Jean Lesage et Bourassa, le jeune député péquiste répète: «C'est ici, au Québec, que nous allons être maîtres chez nous et jamais ailleurs.»

Il reprend également une con- clusion de Duplessis, déjà rap- portée par M. Lucien Tremblay quelques minutes plus tôt: «La collaboration, toujours; l'assi- milation, jamais.»

Il a su se rendre émouvant en invitant l'assistance à la conti- nuité historique. «Nos parents nous ont donné un peuple. Don- nons à nos enfants un pays en disant «oui».

## Les Anglais de Gaspé



EN PROVINCE AVEC  
**Pierre Gravel**

■ GASPÉ — C'est au son du «God Save The Queen» que, il y a une dizaine de jours, l'ex-candidat conservateur à l'élection fédérale du 18 février dernier, Paul Arsenaud, s'est officiellement rallié au camp du «non».

Ce dernier participait alors à une imposante réunion des membres de la Légion canadienne qui célébraient le 50e anniversaire de fondation de la faction gaspésienne de cet organisme. Le lendemain, ces vaillants défenseurs de l'unité canadienne et de la fidélité à sa Gracieuse Majesté, venus de tous les coins de la Gaspésie, constituaient une partie de l'assistance qui a réservé un accueil enthousiaste au chef du comité du «non», Claude Ryan.

Ces valeureux légionnaires constituent un reflet assez fidèle de ce groupe compact d'anglophones établis depuis toujours à Gaspé et qui représentent environ 20 p. cent de la population locale. Ces derniers forment un bloc très homogène, uni et actif qui se sent émotivement très concerné par le référendum du 20 mai.

«On aurait dû mettre ces bâtons de séparatistes hors-la-loi quand c'était encore le temps», déclare aujourd'hui un rentier qui refuse de s'identifier par crainte de représailles et qui, s'il comprend un peu le français, refuse systématiquement de le parler.

Son compagnon, également soucieux de son anonymat, attaché lui aussi à la brasserie de la place Jacques-Cartier, rue de la Reine (!), n'entend pas à rire lui non plus. Lorsqu'on aborde la question de la loi 101, il commence par déglutir péniblement, hausse ses sourcils roux, détache son col de chemise comme pour s'aider à respirer, vous regarde droit dans les yeux puis affirme péremptoirement en haussant le ton progressivement agressif: «D'abord, on n'aurait jamais dû faire confiance à Trudeau. Si le Dominion (sic) était dirigé par un vrai Canadien (traduction libre: un anglophone), jamais le gouvernement fédéral n'aurait permis l'adoption de la loi 101.»

Malheur à celui qui ose alléguer, timidement et très prudemment, que, peut-être la majorité francophone avait-elle raison de prendre les dispositions pour protéger sa langue et que la minorité anglophone devrait reconnaître qu'elle dispose ici de tous les moyens pour assurer sa survie! Là, c'est presque la crise d'apoplexie: «Comment la minorité anglophone? Sachez, jeune homme, que c'est nous la majorité au Canada» et que c'est évidemment par une inqualifiable mollesse que le conquérant a permis la survie de la minorité francophone, etc. etc.

Un cégépien, témoin amusé de l'incident, devait par la suite expliquer que de tels propos sont loin d'être monnaie courante à Gaspé et que jamais, ces deux vétérans de la dernière guerre

ne les auraient tenus devant des concitoyens francophones. «C'est parce qu'ils savaient qu'ils parlaient à un journaliste de passage qu'ils se sont permis de livrer le fond de leur pensée.»

Quant aux craintes de représailles, elles paraissent évidemment sans fondement puisque, affirme-t-on, les rapports entre les deux principaux groupes ethniques, à Gaspé, sont toujours empreints de discrétion et de civilité et que la majorité de l'élite francophone locale est tout à fait d'accord pour sauver l'unité canadienne.

Suivant l'exemple de leur député unioniste, Michel Le Moignan, et des dirigeants des deux principaux partis fédéraux, qui travaillent main dans la main en faveur du «non», plusieurs commerçants semblent en effet avoir depuis longtemps fait leur choix même si, souvent, ils refusent de l'afficher publiquement.

Le camp du «oui», de son côté, a joué de malchance à deux reprises. Une violente tempête de neige, en mars, a en effet empêché la venue à Gaspé du ministre Denis de Belleval qui devait présider le lancement de la campagne de financement du PQ qui était, à toutes fins utiles, le démarrage de la campagne pré-référendaire. Il y a deux semaines, une autre tempête a forcé l'annulation de la visite du ministre Yves Bérubé qui devait donner le signal de départ de la course proprement dite et insuffler un peu d'enthousiasme aux troupes qui en ont, paraît-il, grand besoin.

On constate en effet, que le Parti québécois local semble avoir quelque difficulté à puiser dans son réservoir naturel de travailleurs politiques: le monde de l'enseignement. Si les étudiants, eux, militent activement pour le «oui», un grand nombre de professeurs du cégep sont en effet originaires de l'extérieur et ne font aucun effort pour s'impliquer dans le milieu.

L'un d'eux a expliqué qu'à l'instar de plusieurs de ses confrères, il a accepté à contrecœur un poste à Gaspé et que son plus cher désir est d'en trouver un équivalent à Montréal, le plus rapidement possible.

«On a l'impression d'être exilé en Sibérie et on a envie de retourner au plus vite dans un grand centre comme Québec ou Montréal. En attendant, on demeure entre nous, on se reçoit mutuellement et on fait des recherches personnelles mais on n'a pas tellement envie de s'intégrer à la population locale.»

La majorité d'entre eux vont voter «oui» au référendum mais il semble bien qu'ils n'aient pas entendu le mot d'ordre du premier ministre Lévesque qui demandait à tous ses partisans d'être contagieux et d'aller partout propager la bonne nouvelle.

Dans ces conditions, le camp du «oui» a du pain sur la planche à Gaspé s'il veut à la fois battre la Légion canadienne et les autres forces fédéralistes locales.

# Son OUI inflige un dur coup à «Esprit-Vivant»

■ «Stop! Les feux passent au rouge. Il faut freiner et mettre l'embrayage au cran d'arrêt. Nous arrêtons la machine avant qu'il ne soit trop tard... pour éviter la catastrophe.»

**JULES BÉLIVEAU**

C'est dans un éditorial commencé par ces mots que le directeur-fondateur d'«Esprit-Vivant» annonce à ses lecteurs, dans le plus récent numéro de la publication, que son journal ne peut plus faire face à la musique: victime de son implication socio-politique, et sans doute plus directement de son option référendaire, le seul hebdomadaire — et le seul journal — d'information religieuse du Québec devient, à compter de maintenant et présument pour une période de quelques mois, mensuel.

Paul Bouchard allègue une série de facteurs pour expliquer les difficultés présentes d'«Esprit-Vivant»: l'impossibilité d'enrayer une hémorragie de \$6.000 par mois depuis que le journal a commencé à payer des salaires à tous ses employés en septembre dernier, l'échec d'une expérience de diffusion dans les kiosques à journaux et l'absence d'appuis massifs et concrets de la part des diverses organisations et associations chrétiennes.

Mais celui qui a vu dernièrement son nom étalé dans plusieurs médias pour avoir été l'instigateur du Comité des chrétiens pour le «oui» dans le cadre de la campagne référendaire ne peut nier que son option dans le débat actuel, plusieurs fois répé-

tée dans les pages d'«Esprit-Vivant», n'y soit pour quelque chose dans les difficultés du journal.

Paul Bouchard demande d'ailleurs, pour répondre aussitôt par l'affirmative à la question: «Avons-nous eu raison de nous compromettre ainsi dans le débat référendaire?»

Dans le paragraphe précédent de son long éditorial de deux pages, le directeur d'«Esprit-Vivant» avait écrit: «Il est vrai, cependant, que notre implication sociale en a dérangé plus d'un. C'est un autre facteur qui a joué dans notre échec. Nous n'avons pas été compris par tous, car il y a des gens «qui ont des oreilles pour ne pas entendre». Tant que nous parlions des injustices faites à d'autres peuples et dans d'autres pays, tout était magnifique. Mais lorsque nous avons osé braquer le phare de l'Évangile sur notre réalité à nous, alors ce n'était plus acceptable aux yeux de certains qui ont été subitement possédés par un zèle enflammé pour entreprendre une campagne de boycottage d'«Esprit-Vivant», campagne qui, ma foi, a très bien réussi...»

Il y a déjà plusieurs mois, plus précisément en mars 1979, que Paul Bouchard a clairement annoncé ses «couleurs référendaires» en signant un éditorial intitulé: «J'ai choisi la vie! J'ai choisi mon peuple!»

Depuis ce moment, la page des lecteurs d'«Esprit-Vivant» n'a pratiquement pas dérogé d'un débat entre lecteurs condamnant ou approuvant le «mélange» de la politique et de l'Évangile. L'opposition acharnée de plusieurs personnes, signale à ce propos le directeur du



**Paul Bouchard: notre implication sociale en a dérangé plus d'un.**

journal, «nous a valu de subir les foudres d'une proportion importante de nos lecteurs, dont certains nous ont anathématisés en nous vouant aux anathèmes et en nous couvrant d'injures.»

En plus de lettres de protestations, les bureaux d'«Esprit-Vivant» ont en effet été inondés d'appels téléphoniques indignés et, aux dires des personnes qui y répondaient, «assez peu évangéliques.»

Des interlocuteurs, par exemple, annonçaient qu'ils entreprenaient des campagnes de boycottage du journal «Esprit-Vivant» dans leur groupe de prière du Renouveau charismatique et certains ajoutaient même: «On prie pour que vous fassiez faillite!»

Devant tant d'opposition, un tirage qui n'a guère pu dépasser les 8.000 exemplaires et la mise en chômage de neuf personnes — dont lui-même — Paul Bou-

chard ne cache pas qu'il ressent une bonne dose d'amertume.

«Plusieurs personnes, dit-il, sont passablement illogiques. On nous reproche de mêler la politique et l'Évangile et le moment d'après on nous parlait de l'unité voulue par le Christ en nous vantant la grandeur et la beauté du Canada. Ce sont des gens qui vivent une religion comme le fait Mgr Lefebvre, des espèces de Bérêts blancs. Ils ont besoin d'être évangélisés. (...) Parler de politique pour eux, c'est charnel — par opposition au spirituel. Ils pensent que la religion, c'est s'accrocher à un petit nuage bleu et rose au plus haut des cieux. Leur religion est une évasion dans le spirituel et dans l'amour de Dieu, mais un amour de Dieu qui oublie l'amour des hommes.»

Paul Bouchard croit cependant que «tout n'est pas que désastre».

«Esprit-Vivant» n'est pas mort, proclame-t-il. En septembre prochain, après un moment d'arrêt qui va nous permettre de renouveler notre projet pour lui donner plus de force et plus d'impact, mais toujours dans l'optique de nos objectifs fondamentaux, il redeviendra hebdomadaire.»

Le directeur d'«Esprit-Vivant» signale enfin que, en raison de son «oui» au référendum et de son implication sociale, le journal qu'il a fondé il y a cinq ans est devenu, auprès de gens qui lui étaient réfractaires au début et même auprès d'incroyants, une tribune de promotion des valeurs évangéliques.

«Ce sont là des effets positifs énormes», conclut Paul Bouchard.



## Des mots aux coups

■ Pour la deuxième fois en trois jours, le passage de Claude Ryan, président du comité du «non» au référendum, devient l'occasion d'un affrontement entre fédéralistes et souverainistes. L'incident est survenu samedi, dans un centre commercial de Gatineau.

A la centaine de partisans fédéralistes réunis pour accueillir M. Ryan s'étaient mêlés quelques tenants du «oui» qui scandaient le «oui» le plus fort possible pour enterrer le «non» de leurs adversaires.

Les choses ont mal tourné lorsque les partisans de M. Ryan ont déployé un immense drapeau canadien et que les tenants du «oui» se sont placés devant le drapeau pour essayer de le cacher à l'aide de leurs pancartes. On ne sait trop quel camp a provoqué l'autre, mais à un moment donné, deux hommes en sont venus aux poings et ont roulé par terre. Ils ont toutefois vite été séparés l'un de l'autre et, quand la police est arrivée sur les lieux, le calme était déjà revenu.

## Sondage dans la Mauricie: égalité du OUI et du NON

■ TROIS-RIVIÈRES (PC) Un sondage effectué dans la région de la Mauricie par le quotidien *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières confirme à nouveau l'égalité des forces du «oui» et celles du «non» dans le débat référendaire, situation qu'ont d'ailleurs démontrée les récents sondages d'envergure provinciale.

Ainsi, si le référendum s'était tenu entre le 21 et le 30 avril, 39,9 pour cent des personnes interrogées auraient voté «non», contre 38,8 pour cent pour le «oui» et 15,9 pour cent d'indécis.

Cette enquête téléphonique a été effectuée auprès d'un échantillon équivalant à un pour cent de la population ayant droit de vote (2.653 électeurs) dans les huit comtés de la région; 1.805 personnes ont accepté de répondre à l'enquête.

Le sondage a été mené dans les circonscriptions de Trois-Rivières, Champlain, Nicolet, Maskinongé, Lavolette, Saint-Maurice, Arthabaska et Berthier.

Par ailleurs, si l'option du «non» possède une légère avance, les gens n'en pensent pas moins que le «oui» va l'emporter. Ainsi, 40,4 pour cent des personnes interrogées croient que le «oui» va remporter la victoire alors que 28,6 pour cent pensent le contraire. Un pourcentage égal (28,4 pour cent) ne sait pas.

### Fédéralisme renouvelé

En ce qui concerne les options politiques, 631 personnes disent préférer le fédéralisme, contre 500 pour la souveraineté-association. Le statu quo vient en troisième place (258 personnes), suivi par l'indépendance (162 personnes).

Pour 794 personnes interrogées, un «oui» au référendum constitue un moyen de pression pour obtenir des changements constitutionnels, alors que 680 autres estiment qu'il s'agit d'un mandat de négocier la souveraineté-association.

Par contre, pour 826 personnes interrogées, un «non» signifierait le statu quo alors que 644 estiment qu'il pourrait conduire au fédéralisme renouvelé.

Comme l'ont confirmé d'autres sondages, c'est dans les groupes d'âge 18-24 et 25-44 qu'on retrouve le plus grand nombre de tenants du «oui». Par ailleurs, 49,2 pour cent des personnes interrogées étaient des hommes et 50,8 pour cent des femmes.

## Le Livre beige dénoncé sur la question linguistique

■ Rappelant que la question linguistique est un enjeu important du choix référendaire, divers organismes ont dénoncé vigoureusement vendredi le «recul dramatique» des propositions du Livre beige du Parti libéral sur la question linguistique. Et particulièrement dans le secteur de l'enseignement.

«Le PLQ a donné à son projet de réforme une perspective tellement canadienne et si peu québécoise, assure le groupe, qu'il risque de nous dépeupler des quelques pouvoirs essentiels à notre culture que nous avons pu conserver.»

Le Mouvement national des Québécois, l'Association québécoise des professeurs de français, la CEQ et la CSN rappellent qu'ils ont toujours considéré la situation linguistique des Québécois comme l'un des éléments essentiels de leur sécurité culturelle et ils approuvent les progrès accomplis depuis la loi 101.

Estimant que le Livre beige est la seule alternative connue au projet du gouvernement qué-

bécois, ces organismes redoutent de graves répercussions si l'issue du référendum lui donnait priorité.

Le porte-parole du groupe, M. Claude Rochon, du MNQ, rappelait en conférence de presse, qu'en donnant accès aux écoles anglaises à tous ceux dont l'anglais est la langue maternelle, on créerait deux catégories d'immigrants (une qui aurait le choix de la langue et l'autre pas), tout en encourageant le mensonge ou la fraude, et en minorant encore davantage les francophones.

Le porte-parole de la CEQ, M. Gilles Ménard, a bien précisé que la centrale reste fidèle à son mandat de ne pas prendre parti sur le référendum mais qu'elle intervient ici sur une question de son ressort. La CEQ qualifie plutôt de «trahison» que d'ignorance la position du chef libéral à l'égard de la langue et y voit une «ignominie». «On a assez de difficulté à sortir le fédéral de l'école sans lui donner encore des droits.»

LE RÉFÉRENDUM

# Samson joue le rôle de «décompresseur»

■ QUÉBEC — Il n'apporte rien de vraiment neuf au débat référendaire, il n'avance pas d'arguments originaux et propres à l'idéologie de son parti. Il a une peur bleue de faire une brèche dans ce qu'il appelle la «coalition Ryan-Chrétien-Le Moignan-Samson».

Dans ce débat référendaire, Camil Samson, tout souleveur de

**PIERRE VINCENT**  
de notre bureau de Québec

foules caouettistes qu'il soit, joue plutôt un rôle de «décompresseur». Il fait rire, il enlève un peu de la tension et de la charge émotive qui gagnent les foules après les discours de Claude Ryan et de Jean Chrétien.

Le chef créditiste et troisième roue du charrois du «non» se contente de dénoncer l'ambiguïté de la question, mais refuse de dire comment il aurait souhaité qu'elle soit formulée; il démolit le Livre blanc, mais refuse de dire si des négociations, sur la base du Livre beige, permettraient de faire marquer plus de points à l'option constitutionnelle des démocrates-créditistes que le document péquiste; il refuse aussi de s'engager à faire front commun avec les libéraux pour battre le PQ aux prochaines élections générales, advenant une victoire du «oui» — sur ce sujet, il dira tout simplement que son flair politique lui fait croire que «si le PQ ramasse 40 p. cent du vote, il va chercher à aller en élection le plus vite possible, dès cet été».

Bref, sa position dans le débat référendaire pourrait se résumer en deux points: battre la «question du PQ» et crier son amour pour le Canada.

«J'aime mieux vivre dans un Canada d'avenir que de mourir dans un Québec de souvenir», a-t-il spontanément sorti l'autre jour du haut d'une tribune. Sa petite phrase court depuis ce temps-là dans les assemblées de cuisine du «non».

«Camil Samson, il est fort pour trouver des slogans, s'étonne encore Charles Lapointe, député fédéral de Beauce. En 1970, alors que j'étais organisateur pour Paul Allard, il est venu dans le comté et il a dit: «Minisse pas minisse, pas de caprisse, on vote créditiste.» Ben, je me suis dit: «Câlisse, on est battu.» Et c'est ce qui est arrivé: le ministre Allard fut battu, et Fabien Roy fut élu député.»

Camil Samson est député depuis dix ans, mais il fait de la politique depuis 25 ans. «Tout ce

que je sais de la politique, c'est Réal Caouette qui me l'a montré.»

Et ce qu'il a surtout retenu des leçons du maître, c'est l'art d'improviser des discours, de parler sans texte. «Mon premier discours, c'était en 1962, en Abitibi. Le public attendait trois ou quatre orateurs de renom depuis une heure, et finalement le présentateur est venu leur dire: «Les orateurs prévus ne viendront pas, ça fait qu'on est pris avec ce jeune homme-là». C'était moi. Ça part bien un dis-

en Abitibi avec la famille. «On avait une terre de colonisation. On l'a défrichée, on s'est bâti une cabane en bois rond, on couchait même dans l'écurie à un certain moment donné. Puis, à 14 ans, je suis parti travailler sur le chemin de fer dans le nord de l'Ontario, j'envoyais toutes mes payes à ma mère, des fois elle me retournait un \$10.»

Après ce furent 36 métiers, 36 misères, ce furent tous les métiers qu'on peut pratiquer dans un garage, jusqu'à celui de vendeur d'autos. Jusqu'au titre de

personnes, il a discoursu de la seule manière qu'il connaît.

«Ensemble, Québécois, Beaucerons comme les autres, le 20 mai, nous dirons «non» au PQ, «non» à la séparation du Québec, et nous dirons «oui» au Canada des libertés, des sécurités, à un Canada qui nous permet d'être nous-mêmes et de conserver notre citoyenneté canadienne, pour laquelle beaucoup d'autres personnes dans d'autres pays seraient prêtes à se battre et même à traverser de Cuba en Floride à la nage pour venir au Canada. Mesdames et messieurs, moi, je ne veux pas traverser la rivière à la nage, je suis chez nous sur la terre de mes ancêtres, et c'est là que je veux rester. Merci, bonjour.»

**Sa belle-mère**

Il raconte aussi l'histoire de sa belle-mère qui vit en Ontario depuis 25 ans, qui ne parle pas un mot d'anglais, qui se promène partout dans les magasins et qui réussit quand même à se faire servir. Il fait une pause à ce moment-ci de l'histoire, et immanquablement quelqu'un de la salle lui crie: «Mais, comment qu'elle fait?» Il sort alors un billet de \$10 et dit: «Tiens, ça c'est bilingue, y comprennent ça, les Anglais. Au Canada, il n'y a pas de problème linguistique, il y a un problème économique. Aussi simple que ça.»

Toutes ces fables, il les invente au gré de ses discours. «Les grandes affaires avec les grandes statistiques, je laisse ça aux économistes. Mon métier, c'est pas d'endormir le monde. Quand un gars parle 100 pieds au-dessus de la tête du monde, tu regardes dans la salle et tu vois que les gens, les yeux leur baissent.»

Le Parti démocrate-créditiste, dont Camil Samson est le chef et l'unique représentant à l'Assemblée nationale, a récolté 5 p. cent du vote en 76, même s'il avait des candidats dans toutes les circonscriptions. Combien a-t-il de membres en règle aujourd'hui? «Nous, nous ne fonctionnons pas sur cette base-là, ça fait trop de «red tape». Nous fonctionnons sur la base de sympathisants, à qui nous ne faisons pas payer de carte de membre.»

Donc, impossible de chiffrer combien Camil Samson a drainé de démocrates-créditistes dans le clan du «non», mais ils y sont tous... y compris Réal Caouette. «Les créditistes du «oui» qui prétendent que Réal Caouette était séparatiste ont menti, a-t-il dit l'autre jour en Beauce, moi je l'ai bien connu, nous nous voisinions et je sais qu'il était pour un Québec fort dans un Canada uni-



photo Pierre Côté, LA PRESSE

**Camil Samson: battre «la question du PQ» et crier son amour pour le Canada.**

cours. J'ai parlé quand même, et ils m'ont trouvé assez bon qu'ils n'ont plus cessé de me redemander par la suite. C'est la même chose pendant cette campagne, je ne peux répondre à toutes les demandes.»

Beau fleuron à la boutonnière de cet autodidacte, qui en a fait du chemin depuis Shawinigan. «J'étais dans la même classe que la femme de Chrétien. Quand la maîtresse nous parlait, on entendait toujours le bruit sourd des moteurs de l'usine à côté...»

Et, encore enfant, il s'amène

«master salesman». «Je vendais 400 autos par année.»

Camil Samson est heureux en politique, il voudrait en faire le plus longtemps possible. «Qu'est-ce que j'aime tant dans la politique? Allez donc demander à un missionnaire dans le fin fond de l'Afrique ce qu'il aime tant à être là...»

Lui aussi pêche sa bonne nouvelle. L'autre jour, dans le fin fond de la Beauce, devant une trentaine de personnes toutes gagnées à la cause du «non», il a parlé comme s'il avait voulu haranguer une foule de 10,000



**EN PROVINCE AVEC Paul Longpré**

■ DRUMMONDVILLE — On a beau la décrire comme un objectif difficilement réalisable, la souveraineté-association se vit déjà à Drummondville. Associés dans la même étude légale, Mme Paul Biron et Me Germain Jutras se retrouvent respectivement président du comité du «non» et du comité du «oui» dans la campagne référendaire.

Qui plus est, Me Biron est un organisateur libéral bien connu, tandis que son collègue, ex-juge à la Cour provinciale, a milité au sein du RIN de Pierre Bourgault et a travaillé à l'implantation du mouvement souveraineté-association de Drummond, avant de devenir, en 1969, pour deux ans, le président du Parti québécois de la même circonscription. Agé de 37 ans seulement, Me Jutras a accédé à la magistrature en novembre 1977 et il est revenu à la pratique privée du droit deux ans plus tard. Depuis quatre ans, il n'est plus membre du P.Q.

La situation cocasse de ces deux avocats associés symbolise assez bien le ton de la campagne dans Drummondville. Les thèmes et les macarons sont les mêmes que partout ailleurs, mais dans le fond, le référendum est vécu dans la population bien plus comme une bonne campagne électorale opposant deux hommes et deux machines redoutables.

La machine libérale vient tout juste de réélire avec une écrasante majorité Yvon Pinard, jeune homme brillant dont l'étoile monte sur la scène fédérale et dont on dit qu'il a «l'oreille de Trudeau». Ici, on est très fier de ce jeune président du Conseil privé et leader parlementaire aux Communes. Autant que d'un autre héros local, Marcel Dionne, qui a décroché le championnat des compteurs de la Ligue nationale de hockey, ce qui n'est pas peu dire.

Mais dans ce terreau libéral, la semence péquiste a quand même fini par germer et, le 15 novembre 1976, Drummond élisait à l'Assemblée nationale un autre jeune avocat, Me Michel Clair qui, alors âgé de 26 ans, allait devenir ministre du Revenu dans le cabinet Lévesque. Par une présence de tous les moments auprès de ses commentants, sans égard à leurs allégeances politiques, le ministre Clair s'est vite taillé dans le comté une réputation peut-être moins étincelante, mais tout aussi solide. Un peu partout, on dit de lui qu'il est «un gars parlable, disponible et bûcheur».

Les Drummondvillois se défendent mal d'un certain complexe de «provinciaux». Ils ont beaucoup d'admiration pour ceux des leurs qui percent dans la métropole, sur la scène provinciale ou sur la scène fédérale. Pressés par la question référendaire de choisir, dans une certaine mesure, entre le Québec et le Canada, ils sont un peu embêtés, comme bien des Québécois. Mais ils sont encore plus assurés de devoir «décevoir» un de leurs deux députés-ministres. «Le problème, confie un pompiste, c'est qu'on a deux maudits bons hommes, un à Ottawa et l'autre à Québec...» En principe, ils devraient donc être sensibles à

**Les souverains-associés**

la propagande des tenants du «non»: «Choisir le Québec ET le Canada». Rien n'est moins certain. Pour s'assurer de l'issue du dilemme, Ottawa et Québec multiplient les initiatives dans le plus pur style électoral. La joute se déroule principalement sur le dossier du textile.

Grâce à la prolifération de petites et moyennes entreprises, ces dernières années, Drummondville est moins dépendante qu'autrefois des deux géants du textile: Dominion Textile et Celanese Canada. Mais ce sont toujours les deux principaux employeurs du secteur privé et l'incertitude du textile pèse très lourd sur le climat social.

Ainsi donc, la semaine dernière, le ministre Jean Chrétien a fait salle comble à Drummondville. Il a tenu le discours-type des intervenants fédéraux dans la campagne en cours, mais il a pris soin de souligner que grâce à un octroi fédéral (MEER) de près de \$2 millions, Celanese Canada avait annoncé récemment un investissement de \$11,7 millions à son usine de Drummondville. «L'annonce a été faite en présence de deux ministres québécois qui, eux, n'avaient rien à annoncer», a-t-il lancé, sarcastique. Deux jours plus tard, le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, M. Yvon Duhaime, annonçait, comme par hasard, un programme de modernisation et de consolidation du secteur du textile, des vêtements et de la bonneterie au coût de \$80 millions. Le programme s'échelonnait de 1980 à 1984 et, si Ottawa refuse de fournir sa part — on s'attend à une participation de 60 p. cent — Québec paiera seul la facture. Pan! dans l'oeil!

Tout de suite après les travailleurs du textile, ce sont les unionistes et les créditistes qui sont le plus courtisés par les deux camps référendaires. Sur ce plan, le camp du «oui» semble bien avoir une longueur d'avance. L'Union nationale, rappellez-le, s'était classée deuxième aux élections de novembre 1976, tout près du PQ. Les libéraux y ont vu un vote de mécontentement contre l'équipe Bourassa, mais ils font aujourd'hui des pieds et des mains pour récupérer ces appuis. Or, il se trouve que l'ex-candidat unioniste, M. Roger Blais, de même qu'une majorité de ses organisateurs, ont rejoint les troupes du «oui».

La région de Drummondville possède aussi un vieux fond créditiste qui n'est certes pas disparu avec la déconfiture récente de Fabien Roy. Aux élections fédérales de 72, on se rappellera, le créditiste Jean-Marie Boisvert avait causé toute une commotion «libérale» en défaisant par quelques voix le ministre Jean-Luc Pépin. Ce même M. Boisvert se retrouve aujourd'hui au comité du «oui», et, même s'il s'implique à titre personnel, ses antennes lui disent que les créditistes vont voter massivement «oui».

«Je pense, dit-il, que c'est le sentiment nationaliste, très fort chez les créditistes, qui va faire pencher la balance. Les gens vont vouloir envoyer un message clair à Ottawa. Tu sais, quand le Canadien joue un peu plus rude et met Lupien sur la glace, ça fait une différence...»

LE SÉNATEUR MAURICE LAMONTAGNE:

# Un OUI conduirait à un cul-de-sac et à l'humiliation

■ OTTAWA — L'entrevue est presque terminée. Le sénateur Maurice Lamontagne allume un petit cigare et laisse tomber: «Vous savez, je n'identifie pas les intérêts d'un plus gros gouvernement à Québec avec les intérêts des Québécois. Ce n'est pas la même chose. Les Québécois veulent leur prospérité et leur liberté, pas un plus gros gouvernement à Québec.»



**CLAUDE GRAVEL**

Puis, le temps d'une pause, il ajoute: «C'est du moins ce qu'ils devraient vouloir.»

Des confrères m'avaient prévenu: «Si tu crois rencontrer l'économiste qui plane au-dessus de la bataille référendaire ou le sénateur qui songe à la retraite, détrompe-toi.»

Ces confrères avaient raison. A 63 ans, celui qui fut un des premiers professeurs d'économie du Québec à avoir été formé à Harvard, a repris le style de l'homme politique pour combattre avec passion la thèse de la souveraineté-association à laquelle il greffe les pires difficultés pour le Québec. Il l'a fait dans un livre, qui est en voie de devenir un best-seller au Québec et au Canada anglais, et il reprend ses principaux arguments dans des débats télévisés ou des émissions de ligne ouverte.

«Le programme de souveraineté-association est pire que le statu quo pour les Québécois», répète-t-il, en s'employant à le

démontrer dans des textes qu'il rédige à la main, d'une écriture ordonnée, dans le bureau qu'il occupe dans l'édifice central du Parlement.

Selon lui, et c'est là une de ses démonstrations favorites, la souveraineté-association est impossible pour les raisons suivantes: a) René Lévesque (qu'il se plaît à appeler René, simplement) a dit que la souveraineté est indissociable de l'association; b) or, le Canada dira non à l'association; c) donc, le PQ sera forcé de tenir un deuxième référendum sur l'indépendance politique pure et simple, référendum qu'il perdra, évidemment, les Québécois ayant toujours prouvé qu'ils rejettent la séparation.

«Un «oui» à ce premier référendum mènera les Québécois à un cul-de-sac et à l'humiliation», prédit l'ancien président du Conseil privé sous le gouvernement Pearson.

**Les années difficiles**

Après la guerre et jusqu'au milieu des années 50, M. Lamontagne enseigne l'économie à la jeune faculté des Sciences sociales de l'Université Laval. Les temps sont durs. Le clergé condamne cet enseignement qui s'éloigne trop des encycliques, Duplessis refuse d'ouvrir les portes de la fonction publique aux diplômés de la Faculté.

En 1954, Maurice Lamontagne publie un livre sur le fédéralisme canadien, livre aussitôt condamné par les autorités de l'université. La vie devient intolérable. Le professeur se dirige vers Ottawa, où il devient conseiller économique du gouvernement Saint-Laurent.

Elu député d'Outremont en 1963, M. Lamontagne entre dans le cabinet Pearson. En 1967, il est nommé au Sénat.



**Le sénateur Lamontagne: les artistes ne savent pas pour la plupart de quoi ils parlent.**

«Le slogan «Maître chez nous» de Jean Lesage n'avait rien à voir avec le régime politique, soutient-il pour contredire ceux qui l'ont inscrit dans le prolongement historique du mouvement souverainiste. Lesage s'est battu pour améliorer les conditions de vie des Québécois et pour améliorer le fédéralisme, pas pour détruire. René, lui, veut détruire.»

Le sénateur Lamontagne admet que la thèse souverainiste plaît à plusieurs artistes et intellectuels du Québec. Cela ne l'ébranle pas. «Les artistes ne savent pas pour la plupart de quoi ils parlent. Je ne pense pas que Dominique Michel ait étudié l'évolution du fédéralisme. Je ne me ferais pas à elle comme experte...»

Si des jeunes économistes québécois peuvent défendre la

thèse de la souveraineté-association, le sénateur Lamontagne affirme que leur compétence est incomplète parce qu'ils n'ont aucune connaissance du monde politique où, précisément, se prennent les décisions qui influencent l'économie.

«Et quand je vois Léon Dion dire «oui» tout en étant fédéraliste! Ou Gérard Bergeron prétendre qu'il votera «oui» ou «non», selon le cas, pour affaiblir l'une ou l'autre option... Des intellectuels cartésiens comme ça, je ne peux pas respecter ça. Et Fernand Dumont, qui fut un de mes étudiants, qui est rendu poète...»

M. Lamontagne admet que «beaucoup de gens parlent du fédéralisme renouvelé sans savoir ce qu'ils veulent, uniquement parce qu'il ne faut pas être contre le changement». Pour sa part, afin de faire avancer le débat, il formule trois suggestions:

- 1) Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent décentraliser leur processus de décision vers les petites régions (le Bas Saint-Laurent, l'Outaouais, etc.) qui pourraient mieux que les grandes administrations résoudre leurs problèmes.
- 2) Les droits linguistiques doivent être reconnus dans la constitution, qui devra d'abord être rapatriée. «Il importe pour la survie culturelle du Canada et du Québec de bâtir une zone autour du Québec où le français sera de plus en plus reconnu.»
- 3) La limitation du droit de dépenser du gouvernement fédéral doit être confiée à une Confédération fédérale-provinciale, avec droit de veto et compensation financière pour chaque province qui ne voudrait pas profiter de l'argent du fédéral dans tel ou tel secteur.

(1) La réponse au Livre blanc du PQ, Éditions Stanlé, Montréal, 1980.

**Les «brunchs» dominicaux sont courus à Laval**

■ Pour les tenants du «non», particulièrement de Laval, les «brunchs» (déjeuner-dîner) du dimanche après la messe, sont devenus avec la campagne référendaire une excellente tribune politique.

Ainsi hier midi, des centaines de Lavallois sympathisants du

**GEORGES LAMON**

«non» participaient dans trois secteurs différents de la deuxième ville du Québec, à des «agapes dominicales» pour venir écouter leurs défenseurs du «non».

Pendant que M. Jean-Noël Lavoie, député libéral de Laval à l'Assemblée nationale s'adressait à des partisans à Chomedey, M. André Raynaud, son collègue d'Outremont, parlait d'économie à 200 personnes de Vimont et Michel Pagé, député de Portneuf, abordait la question pure-

ment politique devant près de 300 personnes dans Auteuil.

M. Pagé, qui s'est dit persuadé que le PQ veut tout simplement un mandat pour faire l'indépendance, a accusé M. René Lévesque de «préférer faire passer la bassesse partisane avant l'intérêt des Québécois».

Le député libéral de Portneuf à l'Assemblée nationale est aussi incertain qu'advenant une victoire du «oui», un Québec souverain puisse négocier d'égal à égal.

«C'est là une stratégie du PQ qui est mesurée, qualifiée et déjà prouvée, a-t-il soutenu; qu'on ne se leurre pas, le PQ sait qu'il n'y aura pas de négociation puisque le gouvernement fédéral n'a pas de mandat pour négocier.»

**EN BRIEF**

**Les professionnels débrayent de nouveau**

■ Les membres du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec accentueront aujourd'hui leurs moyens de pression. Les professionnels de la région de Québec dresseront des lignes de piquetage devant leurs lieux de travail. Leurs camarades de la région de Montréal feront de même mardi, et, mercredi, les membres du syndicat débrayeront à travers le Québec. Au cours de sa réunion de vendredi, le conseil syndical du SPGQ a vivement dénoncé la brutalité policière manifestée lors du débrayage des professionnels de la région de Québec, mercredi dernier. Le conseil a décidé de déposer une demande d'enquête auprès du ministère provincial de la Justice.

**Médecins: aucun accord**

■ La Fédération des médecins résidents et internes du Québec rapporte que, contrairement aux déclarations du ministre Lazure, aucun règlement n'est intervenu avec l'Association des hôpitaux du Québec et le ministère des Affaires sociales. La fédération a soumis au début de la semaine dernière une contre-proposition sur l'ensemble des points en litige. Elle a convoqué ses membres en assemblée générale pour lundi, afin de recommander la poursuite des moyens de pression. 1800 médecins résidents et internes de Montréal, Québec et Sherbrooke sont en grève générale depuis une semaine. Dans le secteur anglophone, à Montréal, la grève est tournante.

**La route de la baie James fermée**

■ Les chauffeurs de camions à l'emploi de la compagnie Lamothe Transport, de Matagami, ont déclaré samedi qu'ils avaient fait une ligne de piquetage et fermé la route menant aux chantiers de la Baie James. Depuis jeudi dernier disent-ils aucun véhicule ni aucun convoi destiné à la Baie James n'a franchi la ligne. Les 28 chauffeurs disent que la compagnie ne respecte pas leur contrat de travail en les obligeant à tirer des charges d'une longueur exceptionnelle et en ne les payant pas pour le nombre total d'heures qu'ils doivent faire.

**Mort de Mme Belley**

■ Henriette Belley, personnage haut en couleur, mieux connue sous le nom de Mme Belley, est morte mercredi 30 avril, à l'âge de 74 ans, dans un hôpital de la vieille capitale. Mme Belley s'est éteinte sans bruit, d'un infarctus, entourée de quelques intimes, à l'Hôtel-Dieu de Québec où elle était hospitalisée depuis le 15 avril. Cartomancienne de métier, Mme Belley était surtout connue des gens de Québec par ses goûts vestimentaires voyants. Véritable monument d'excentricité, Mme Belley confectionnait elle-même ses costumes où l'apparence esthétique passait par l'assemblage d'éléments démodés ou populaires, mais toujours... voyants. La collection des toilettes de ce personnage de la ville de Québec compte 500 pièces. Le Musée du Québec lui a consacré d'ailleurs en janvier 1971 une exposition, couronnement d'une vie, la vie d'une femme qui a animé si longtemps les «premières» du Palais Montcalm.

**Assez d'essence aux USA**

■ Les Américains n'ont pas raison de craindre de manquer d'essence l'été prochain. Le gouvernement, les sociétés pétrolières, les clubs d'automobilistes et les agences de tourisme sont tous certains que les provisions seront suffisantes. En fait, d'après le dernier rapport du département américain de l'Énergie, il y a en réserve 283 millions de barils de pétrole, soit 20 pour cent de plus que l'an dernier.

**Trafic de nouveau-nés**

■ Un gang de trafiquants de nouveau-nés opérant en Californie vient d'être démasqué. Une enquête de quatre mois a permis de découvrir ce réseau, basé à Palo Alto, Californie, dont les membres recrutaient, notamment en Algérie, Tunisie, Irlande et Italie, des femmes peu désireuses de garder leur enfant. Ces nouveau-nés étaient vendus à un prix moyen de \$17,500 à des couples américains désireux d'avoir un enfant, mais à qui les organismes légaux d'adoption ne donnaient pas satisfaction.

**ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS ASSOCIATES**

Fondée en 1892

Brevets d'invention  
Marques de commerce  
Dessins industriels  
Droits d'auteur

1514, Docteur Penfield  
Montréal, CANADA, H3C 1X5  
Tél. (514) 934-0272. Télex: 05-268656. Cable: MARION  
Telecopier international Xerox 400

**Cette semaine à Place Bonaventure**

**GALERIE DES BOUTIQUES**

**HALL D'EXPOSITION**

EXPOSITION CANADIENNE DE L'INGÉNIERIE D'USINE ET D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL. Machines, équipement, matériaux, fournitures pour la production industrielle, entretien et service technique des boîtes, maintenance. 12-15 mai. Commerçants seulement.

**CENTRE DE COMMERCE EN GROS**

DÉCORATION. Le plus grand centre du meuble et accessoires au Québec. Mart «D». Le public est invité du mardi au vendredi de 10h à 17h et le samedi de 10h à 14h. Entrée libre.

**POUR LA FÊTE DES MÈRES**

6-9 mai, concours «On l'aime maman». Prix de valeur à gagner. Pour en savoir plus, visitez nos 150 boutiques et magasins.

9-10 mai, Pol-Pouri musical au Niveau Métro.

8-10 mai, démonstrations de lapidaires et exposition de bijoux, le Viaduc ouest.

5-10 mai, Israël aujourd'hui, le Viaduc centre.

C'est à ne pas manquer...  
**ENTRÉE LIBRE!**

**Place Bonaventure**



Il y a mille et une façons de dire... *Je t'aime, maman*

Chez Simpsons... les meilleurs cadeaux pour la Fête des mères, dimanche le 11 mai

**Mélangeur «Cyclotrol 8» de «Oster»**

Prix Simpsons **34<sup>99</sup>**

A. Modèle très efficace! 8 vitesses, action pulsatrice sur 3 vitesses. Récipient 5 tasses (1.2 litres) «Permaglas», couvercle étanche, godet-mesure 1 oz amovible. Accessoires de coupe amovible pour nettoyage facile. Espace de rangement de cordon. Ton amande. Modèle 8302-P66.

**Mélangeur 14 vitesses «Oster Pulse-Matic»**

Prix Simpsons **65<sup>99</sup>**

B. Modèle 14 vitesses, à action jumelée. Action pulsatrice sur toutes les vitesses. Commutateur rotatif pour arrêt/haute/basse vitesse. Récipient en verre 5 tasses (1.2 litres) avec couvercle étanche, godet-mesure 1 oz amovible et mini pot. Fini chromé. Modèle 848-61.

**Hache-viande/aliments «Oster»**

Prix Simpsons **67<sup>99</sup>**

C. Rapide et efficace! Hache 3 lb d'aliments par minute. Coupe la viande crue telle que désirée à tout coup! Très grand entonnoir en nylon robuste pour vous faciliter la tâche. Blanc. Modèle 990-68.

**Gril électrique «Oster Super Grill»**

Prix Simpsons **42<sup>99</sup>**

D. Grand modèle 16" de diam., en aluminium moulé calibre lourd; surface de cuisson non adhésive, facile à nettoyer. Contrôle thermostatique amovible. Se plonge dans l'eau pour nettoyage. Modèle 730-01.

**Fers à repasser «Shot of Steam» de «Sunbeam»**

Prix Simpsons **41<sup>99</sup>**

H. Fer à semelle 55 orifices allié à l'action «jet de vapeur» pour faciliter le repassage. Modèle autonettoyant... finies les taches brunes sur votre linge! Avec base. Ton amande. Modèle SSOS.

J. Modèle jet-de-vapeur autonettoyant avec semelle enduite «Teflon». Blanc. Modèle SD55-WT.

Prix Simpsons **39<sup>98</sup>**

K. Fer à repasser à sec/à vapeur/à jet-de-vapeur avec semelle 36 orifices. Ton amande. Modèle SD31-AMD.

Prix Simpsons **34<sup>99</sup>**

**Combiné de cuisine 5-dans-1 «Oster»**

Prix Simpsons **219<sup>99</sup>**

F. 5 appareils en 1! Mélange, mêle, pétrir, tranche, moule, déchiquette, tranche les pommes de terre pour frites, fouette la crème, fait la purée, râpe le fromage. Récipient en verre 5 tasses, 4 disques de coupe en acier inoxydable. 10 vitesses. Ton amande. Livre de recettes inclus. Modèle 980-66.

**Accessoires pour combiné «Oster»**

Prix Simpsons **49<sup>99</sup>**

G. Comprend: récipient 30 oz pour mélanger et conserver aliments, 3 mini pots 8 oz, extracteur de jus, appareil de luxe pour faire saucisses et concasseur de glace. Modèle ACC-2.

**Cafetière-filtre «Melitta»**

Prix Simpsons **28<sup>99</sup>**

L. Cafetière-filtre automatique pouvant faire 6 tasses de café. Commutateur mise-en-marche/arrêt illuminé, réservoir d'eau muni d'un couvercle sur charnière, filtre coulissant, récipient en verre rebelle à la chaleur, à couvercle perforé. Indicateur du niveau d'eau. Plaque chauffante. Modèle ACM 6-2.

**Prix réduit! Café «Melitta» de luxe**

M. Boîte 1 lb. Prix ord. Simpsons 5.69 **5<sup>19</sup>**

**Rabais 15% Filtres de luxe**

N. Pqt de 40. Prix ord. Simpsons 89<sup>¢</sup> **75<sup>¢</sup>**

Pensez à Simpsons... pour vaste sélection **Simpsons** MD

Rayon 426, au cinquième, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit